

MÉMOIRE ANALYTIQUE:

Où l'on déduit, par une grande Réunion de Faits, les Principes, à l'aide desquels on pourra faire prospérer de NOUVELLES COLONIES, plus rapidement que n'ont été élevés les Etablissmens aujourd'hui anciens, & dans lesquels le Temps seul pouvoit fixer les Méthodes.

SUIVI DE

L'EXAMEN de QUESTIONS relatives aux Effets que les Progrès de de la POPULATION & des CULTURES du NOUVEAU MONDE produiront sur l'EUROPE; avec un Tableau de la POPULATION & des PRODUITS de l'ARCHIPEL de l'AMERIQUE.

DÉDIÉ A SA MAJESTÉ CATHOLIQUE

LE ROI D'ESPAGNE.

Par M. DE LA ROCQUE,

Ci-devant Valet-de-Chambre-de-la-Reine, & premier-Commis de la Comptabilité Générale des Finances de la France.

Si les hommes vouloient se borner à greffer sur la Nature, & aider ses Opérations, quels puissans Effets nous pourrions en attendre!

Mr. ADDISON, Ministre d'Etat du Roi d'Angleterre. (Spectator.)

LONDRES:

DE L'IMPRIMERIE DE W. & C. SPILSBURY, SNOW-HILL.

1796.

* * Ces Mémoires ont été imprimés au nombre seulement de deux cents exemplaires; parce que, les ayant dédiés au Roi d'Espagne, l'Auteur n'a pas dû en permettre la publicité, avant l'agrément de Sa Majesté.



TABLA DE MATERIAS.

	Pagin
INTRODUCCION , en que se da cuenta de las circunstancias de que han resultado estas Memorias. Despues se examina si verdaderamente hay medios para conocer con certeza el grado de verdad, y de utilidad de los principios franqueados por la observacion; se demuestra en fin que estos medios no solo existen sino aun son los mismos, de que se sirven los Grandes Administradores para immortalizar los Reinados en que se ven llamados, para concurrir à la felicidad de los pueblos - - -	xvii
<i>Memoria</i> , en que por la composicion, è union del regimen Danés è Ingles, se demuestra como en el curso de 120 años desde 1670 hasta 1790, un terreno veinte y cinco veces tan considerable como todo el de las islas del Archipielago Americano, se cubriria de establecimientos con solo el Gasto de 2,500,000 liv. tornesas, cuyo principal, è intereses estarian pagados en 1688, en el curso de 18 años: Calculos de donde se infiere la prueba solamente de la facilidad, con que se puede en menos tiempo lograr menos progresos - -	1
<i>Premiera Parte</i> : Exposicion del regimen Danés y del Ingles	id.
<i>Segunda Parte</i> : Reunion de los dos regimenes en uno; medio de atraer en pelotones nuevos habitantes à una Colonia -	9
<i>Progresos de la fortuna</i> , y descargo de un nuevo plantador -	14
<i>Empleo del fondo de socorros</i> , su recobro, sus progresos y sus efectos - - -	19
<i>Tercera Parte</i> : Donde se examinan los intereses de la Holanda, de la Francia, y de la España, en caso que adopten para sus Colonias de la America el regimen compuesto de la reunion del de Dinamarca y del de Inglaterra - -	42
<i>Razones para la Holanda</i> - - -	43
<i>Razones para la Francia</i> - - -	51
<i>Reflexiones sobre las circunstancias de la Hacienda de Inglaterra</i> - - -	73
<i>Razones para la España</i> - - -	79

<i>Observación de algunos hechos relativos al grado de moralidad de que los negros son susceptibles, y reflexiones sobre su absoluta libertad</i>	-	-	-	116
<i>Memoria sobre estas Questiones :—Que leyes de aumento parece haber seguido la poblacion de la tierra en general, des de la epoca en que se puede fixar su origen? Por que el Asia está mas poblada que la Europa?—La Europa debera alguna vez hallarse tan poblada como el Asia? Y por que medios llegará á una poblacion tan considerable</i>	-	-	-	121
<i>Carta puesta á la cabeza de la primera edicion de esta Memoria, y de la obligacion de conservala en que se halla el reconocimiento publico; por ser solamente la expresion de los testimonios, que el autor recogió en los Estados-Unidos, sobre la administracion del governador, á quien fué dirigida</i>	-	-	-	id.
<i>Primera Question,</i>	-	-	-	125
<i>Segunda Question,</i>	-	-	-	131
<i>Apendice á la segunda Question : O reflexiones sobre las causas de la duracion del Imperio de la China, que á tiene quarenta siglos, y razones, por las que se puede creer que despues de una experiencia de mas ó menos años, las Monarquias de la Europa adquiriran la firmeza de la de la China</i>	-	-	-	142
<i>Tercera Question</i>	-	-	-	155
<i>Descripcion de la poblacion, y del producto de las islas del gran Archipelago de la America</i>	-	-	-	169
<i>Apendice á la pagina 174 relativo á las causas del pronto aumento de la poblacion de la isla de la Trinidad</i>	-	-	-	xv

NOTA. Estas Memorias se iban imprimiendo segun el Autor las iba escribiendo : de donde resulta que los titulos no van siempre perfectamente acordes con los que se encuentran á la cabeza de los articulos que esta tabla de Materias indica.

A U R O I.

S I R E,

TANDIS que je me livrois à des études pénibles qui m'ont donné les moyens de rédiger ces Mémoires, une vérité m'étoit sans cesse présente à l'esprit, & soutenoit mon courage. Elle est, SIRE, que consacrer ses veilles à de tels travaux, c'est servir l'humanité; & quiconque sert l'humanité, sert les Rois que le Ciel a établis sur la terre pour le bonheur des peuples.

Plus cette pensée est grande, plus elle est selon le cœur de Votre Majesté. Ainsi, cette vérité continuera de soutenir mon courage. Elle me fait espérer que mes efforts seront jugés par les sentimens qui me les ont fait entreprendre. Elle me donne la confiance que Votre Majesté voudra bien agréer l'hommage des travaux qui en sont le fruit, & leur permettre de paroître sous vos auspices.

Ce moment n'est pas celui où j'ai conçu, pour la première fois, les sentimens que j'expose. Dès le mois de Mai 1794, je les ai consignés dans un placet que j'adressois des Etats-Unis à Votre Majesté. Mais des vœux exprimés à une aussi grande distance ne devoient point arriver jusqu'aux pieds du Trône. Cette considération, loin de diminuer mon zèle, m'a donné la résolution de travailler à mériter plus de faveur, par plus d'efforts. Ainsi, toujours confiant dans vos bontés, je remets aujourd'hui ce placet sous les yeux de Votre Majesté, J'y disois :

SIRE,

Fils de valet-de-chambre du Roi, moi-même valet-de-chambre de la Reine, & fugitif de la France, pour y avoir publié les Bienfaits de Louis XVI, pendant le jugement de ce Monarque, j'adresse à Votre Majesté, le vœu de trouver dans vos Etats, un asyle & les moyens, pour moi & les miens, de réparer nos fortunes. C'est un bonheur dont jouissent déjà, chez d'autres Souverains, des hommes qui étoient, au même titre que moi, attachés à la même Souveraine.

Lorsque j'ai livré à l'impression les bienfaits de Louis XVI, je croyois que leur publication seroit le dernier instant de ma vie. Je ne cherche point à agrandir le sacrifice : au contraire, je déclare que je le faisois à une époque où cette question, *Combien aujourd'hui prise-t-on l'existence ?* faisoit cesser les instances de toutes les personnes qui vouloient que je prisse plus de soins de mes jours.

Cependant, j'ai échappé à la fureur sous laquelle je devois succomber ; & je n'ai plus d'espoir que dans les bontés de Votre Majesté.

Mon bonheur, Sire, & celui des miens, sont en votre pouvoir. Nos vœux peuvent-ils ne pas être exaucés, lorsqu'ils sont adressés à un Roi grand, juste, généreux, & le Parent du Monarque même pour lequel j'ai tout sacrifié ? Si un simple particulier avoit été l'objet de mon zèle, je serois certain de trouver dans sa famille, tous les moyens qui seroient en elle pour faire mon bonheur : la justice des Rois est infiniment plus grande. Ainsi, le dévouement avec lequel on sert leur cause, permet à plus forte raison de concevoir auprès d'eux un semblable espoir. Plein de la confiance que cette considération m'inspire, j'ai adressé au Ministre de Votre Majesté le compte de mes travaux en France, celui de mes opinions, & deux Mémoires sur lesquels il est facile de juger dans quelle partie mon zèle peut être éprouvé.

Cependant, je dois supposer que mes vœux seront discutés, & prévoir les objections.

En vain on peut opposer que mon dévouement a été inutile, puisqu'il n'a point sauvé les jours du Roi. Les dangers auxquels je m'exposois étoient réels ; tous les esprits en étoient frappés ; tous les courages étoient glacés. Exceptés ses défenseurs avoués par les loix, nul autre que moi n'a osé signer en France une réclamation en faveur de Louis XVI. J'ai plus fait qu'en signer une ; je l'ai envoyée à la Convention, et l'ai rendue publique.

Telle a donc été ma conduite, avant de quitter ma patrie ; avant de me démettre d'un emploi qui me faisoit exister, moi & les miens, & qui me donnoit, avec l'existence, la certitude encore de réparer ma fortune que la révolution avoit déjà renversée. Cependant, ce sacrifice sembloit être le moindre de tous, puisqu'on y voyoit celui même de mes jours. Mes lecteurs aujourd'hui me comptent au nombre des morts ; & ceux qui me rencontrent laissent voir leur étonnement de me trouver sur la terre. Ainsi, j'ai donné l'exemple d'un courage qui manquoit aux François en faveur de leur Monarque ; *Et le zèle qui donne l'exemple, n'est pas un zèle inutile.* On sait que, dans les révolutions, le courage d'écrire fait naître le courage d'agir. Or, c'est après une telle conduite, c'est à un Monarque, c'est à Votre Majesté, Sire, que je demande un asyle dans votre Empire.

On peut opposer encore que mon style étoit celui d'un Républicain. Mais, pour servir le Roi, j'ai dû tenir le langage qui seul pouvoit se faire entendre. Les écrits d'un style différent, qui furent alors publiés, n'ont qu'aigri davantage tous les cœurs. On a perdu la cause de l'humanité, par les injures, les menaces, les défis, les imprécations, qu'on adressoit à des hommes dans les mains desquels étoit la victime. Est-ce ainsi que l'on défend des jours qu'on veut sauver ? Est-il un seul coin de la terre, qui offre un exemple de la fureur désarmée par des impréca-

tions ? Au contraire, n'est-ce point par ces moyens même qu'on hâte le coup, quand on craint qu'il ne soit point porté ?

Mais, encore à quelle époque ai-je fait paroître cette défense de Louis XVI, qu'on accuseroit aujourd'hui d'avoir été écrite en style républicain ? C'est au moment où l'Empereur venoit de donner un manifeste, dans lequel étoit établi *qu'un peuple peut changer la forme de son gouvernement, pourvu que ce soit sans troubler la tranquillité de ses voisins.* En même temps, il protestoit qu'il ne s'étoit armé que pour empêcher l'invasion de son propre territoire. Or, lorsqu'à la tête de Troupes formidables, au nom de l'Empereur & en de telles circonstances, un Général a tenu ce langage ; j'ai eu bien plus de courage, si ce que j'ai fait étoit mon devoir ; si les Titus, si les Probus, si les Marc-Aurèles, car il en est encore sur les trônes, si, dis-je, Votre Majesté juge que je ne me permis rien alors que ne dût faire & dire un homme vertueux : c'étoit dans un moment de révolution, & dans l'Europe où l'on pensoit que toutes les Monarchies étoient menacées des mêmes dangers. C'étoit même à une époque où un Espagnol, M. le Chevalier Ocariez, promettoit à la Convention la neutralité de sa Cour, si l'on remettoit à Votre Majesté, Louis XVI, sa sœur, la Reine & ses enfans, qui tous étoient votre famille. Ce désir eût été accompli, si mille voix se fussent élevées pour invoquer l'inviolabilité du Roi, que la nation entière avoit jurée. Je serois donc, Sire, les

vœux de votre cœur royal, quand ma voix s'est fait entendre ; & c'est dans votre empire que ma confiance me porte à solliciter un asyle. S'il m'est fermé ; sous quel autre ciel pourrai-je croire la terre plus habitable pour moi ?

Je ne montre dans les bontés de Votre Majesté une confiance sans bornes, qu'après avoir donné en France l'exemple d'un courage que trop de dangers accompagnoient pour qu'il y trouvât des imitateurs. Cependant, Sire, je m'interdirois même cette confiance ; si les vertus les plus sublimes n'étoient pas le caractère de votre cœur royal.

Je termine cette exposition de mes vœux, par celui qui est le plus ardent de tous ; il a pour objet la prospérité de votre Empire.

Je suis avec le plus profond respect,

De VOTRE MAJESTÉ,

S I R E,

Le très-humble
& très-obéissant Serviteur,

DE LA ROCQUE,

*Ci-devant Valet-de-Chambre de la Reine,
& ensuite Premier Commis de la Compta-
bilité Générale de la France.*

TABLE DES MATIÈRES.

	Page
INTRODUCTION , dans laquelle on rend compte des circonstances qui ont fait entreprendre ces Mémoires. On examine ensuite, s'il existe des moyens de reconnoître avec certitude le degré de vérité & d'utilité des principes que l'observation fournit. On démontre enfin, que non-seulement ces moyens existent, mais même qu'ils sont ceux par lesquels les grands administrateurs immortalisent les règnes, pendant lesquels ils sont appelés à concourir au bonheur des peuples	xvii
Mémoire dans lequel, en réunissant le régime Danois & le régime Anglois, pour de ces deux régimes n'en faire qu'un seul, on démontre comment, dans le cours de 120 années, écoulées depuis 1670 jusqu'en 1790, un territoire vingt-cinq fois aussi considérable que le sol entier des îles de l'Archipel de l'Amérique, auroit été couvert d'établissmens, en y employant seulement une somme de 2,500,000 liv. tournois, dont les habitans auroient été libérés, tant en principaux qu'intérêts, en 1688, dans le cours de 18 années : calculs, d'où l'on déduit la preuve seulement de la facilité avec laquelle on peut, en moins de temps, obtenir de moindres progrès	i
Première Partie : Exposition du régime Danois & du régime Anglois	id.
Seconde Partie : Réunion des deux régimes en un ; moyen d'attirer en foule de nouveaux habitans dans une Colonie	9
Progrès de la fortune & de la libération d'un nouveau planteur	14
Emploi du fond de secours, sa rentrée, ses progrès & ses effets	19
Troisième Partie : où l'on examine l'intérêt de la Hollande, de la France & de l'Espagne, à adopter, pour leurs Colonies de l'Amérique, un régime composé de la réunion de celui du Dannemark & de celui de l'Angleterre	42

	Page
<i>Motifs pour la Hollande</i>	43
— pour la France	51
<i>Réflexions sur la situation des Finances de L'Angleterre</i>	73
<i>Motifs pour l'Espagne</i>	79
<i>Observation sur quelques faits relatifs au degré de moralité dont les nègres sont susceptibles, & réflexions sur leur liberté absolue</i>	116
<i>Mémoire sur ces questions :—Quelles loix d'accroissement la population de la terre en général paroît-elle avoir suivies, depuis l'époque à laquelle on peut en fixer l'origine?—Pourquoi l'Asie est-elle plus peuplée que l'Europe?—L'Europe doit-elle être un jour aussi peuplée que l'Asie? & par quels moyens parviendra-t-elle à une population aussi considérable?</i>	121
<i>Épître placée en tête de la première édition de ce Mémoire, & que la reconnaissance publique fait un devoir de conserver; lorsqu'elle est l'expression seulement des témoignages que l'auteur a recueillis, dans les Etats-unis, sur l'administration du Gouverneur à qui elle étoit adressée</i>	id.
<i>Première Question</i>	125
<i>Seconde Question</i>	131
<i>Appendix à la seconde Question : ou réflexions sur les causes de la durée de l'Empire de la Chine, qui est déjà de quarante siècles : & raisons de croire qu'après une expérience, plus ou moins longue, les Monarchies de l'Europe acquerront la stabilité de celle de la Chine</i>	143
<i>Troisième Question</i>	155
<i>Tableau de la population & du produit des îles du grand Archipel de l'Amérique, en 1790,</i>	169
<i>Addition à la page 174, relative aux causes de l'accroissement subit de la population de l'île de la Trinité</i>	xv

NOTA. Ces Mémoires ont été imprimés à mesure que les feuilles sortoient de la plume de leur Auteur. Il en résulte que les titres ne sont pas toujours parfaitement semblables à ceux qu'on trouve en tête des articles que cette table des matières indique.

TABLE DES ERRATA,

ET

NOTE ADDITIONNELLE,

Tous deux essentiels à consulter, sur-tout pour les Calculs des
Pages 11, 18 & 30.

PAGE 30, ligne 18, à ces mots : *c'est la terre, & non les capitaux, qui manqueroit. Le calcul y arrive. La nature n'y atteint point.* Rapportez la note suivante, qu'on peut considérer également comme le complément du résultat *treize millions d'habitans*, présenté dans la neuvième correction ci-après de la même page 30.

NOTE.

Quelque considérables que soient ces résultats ; les Géomètres les trouveroient encore trop faibles, & n'approuveroient point la manière dont cette progression a été calculée. Les douze cents habitans, derniers établis, & qui doivent une somme de 23,960,850 liv. établissent, pendant les douze années que dure leur libération, un nombre de nouveaux habitans, supérieur à celui de 2427. La raison est que beaucoup de ceux-ci, pendant ces mêmes douze années, ont déjà établi chacun plusieurs nouveaux habitans. Mais, lorsque je rédigeois cet article, je ne pouvois me livrer à des calculs compliqués, sans rappeler des maux de tête dont j'étois à peine guéri. Aujourd'hui que je n'ai plus une telle crainte, j'ai été jaloux de transformer ces produits en une progression régulière. La loi de son accroissement pour le nombre des habitans, pour la quantité d'acres sur lesquels il s'élève des habitations, et enfin pour la somme des capitaux, est l'exposant $\frac{116013}{100000}$. Or, ces douze cents premiers habitans devoient 23,960,850 livres tournois, à payer dans le cours de douze années, mais plus par les uns qui devoient toutes leurs avances, & moins par les autres qui étoient en partie libérés. Ces douze cents habitans sont l'équivalent de 930 débiteurs, qui seroient arrivés à l'année où ils commenceroient à se libérer des avances qui leur auroient été faites trois ans auparavant ; & ils établissent 5483 habitans, pendant les dix années que dureroit leur libération ; ce qui est infiniment supérieur au premier résultat présenté, 2427 habitans.

Mais, si ensuite on élève l'*exposant* de la progression à la 103^{ème} puissance, au lieu de la 11^{ème}, pour compléter la supposition de 120 années, dont dix-huit années sont déjà révolues; alors, au lieu de treize millions d'habitans seulement, ces 930 habitans primitifs auroient produit, en 102 ans, une quantité d'habitans, exprimée par le nombre 3,532,000,000; & en négligeant les centaines de mille, c'est encore un nombre triple de la population de la terre entière, sur un sol 35 fois aussi étendu que la terre habitable. Quant à la progression du capital, on a pu déjà la conjecturer; elle seroit de 34 trillions.

Si ces calculs, poussés aussi loin, ont de chimérique des résultats qui passent toutes les réalités possibles; ils ont de solide que le moins est contenu dans le plus. Ils ont de solide encore que tout ce qui existe sur la terre, la somme des biens comme celle des maux, sont autant de produits de progression, qui peuvent être chacune ramenées à leur véritable *exposant primitif*, pour calculer la lenteur ou la célérité des effets & de leurs causes. On voit, dans le cours de ces Mémoires, par une progression foible, dont l'*exposant seroit élevé*, en 120 ans, à la 12^{ème} puissance, & à l'aide d'une somme de dix millions tournois, une institution sage donner des résultats, que l'imagination la plus exagérée ne pouvoit pas attendre, même du calcul, avant d'en avoir la démonstration sous les yeux. On y voit encore qu'un seul grain de blé, par une progression dont l'*exposant seroit élevé à la 10^{ème} puissance*, donneroit une somme de tonneaux de grains, suffisante pour ensemençer toute la terre habitable, pendant un nombre d'années exprimé par 101 chiffres. On peut de même demander ce qu'est la somme d'industrie, de richesses & de crédit dont jouit l'Angleterre? ce que sont celles dont jouissent la Hollande & la France, il y a peu d'années? enfin, ce qu'elle est, cette population de la Chine dont l'immensité est presque inconcevable? Ce ne sont point autre chose que des produits progressifs, dans des rapports seulement plus foibles; & ils ont pour exposans primitifs, dans l'Angleterre son acte de navigation, ses réglemens, ses primes; dans la Hollande les premières conquêtes que ses habitans ont faites sur le commerce des autres peuples, & plus d'un siècle d'insouciance de la part de ceux-ci; en France, un grand homme, foiblement récompensé par la reconnaissance de la génération qui a joui ensuite de ses bienfaits, Colbert; enfin, à la Chine un sage législateur. Il en est de même de la somme des maux de chaque espèce. Si c'est en politique que sont ces maux,

leurs exposans sont des fautes d'administration, & des inconféquences de quelques hommes, auxquels on a trop facilement trouvé des successeurs aussi mal-habiles qu'eux. C'est donc une vérité malheureusement trop oubliée, mais qui n'en mérite que plus d'être aujourd'hui méditée : il n'existe rien, absolument rien, dans la société qui ne promette, avec le temps, & dans un nombre d'années plus ou moins grand, une somme progressive ou de maux ou de biens ; & l'étude, qui décomposera ces progressions, fera le bonheur des peuples ; quand elle sera entreprise pour reproduire le bien, & étouffer le mal. On y reconnoîtroit que tout le bien descend de la sagesse des réglemens, & de la prudence dans le choix des hommes qui les exécutent. On y verroit les moyens d'obtenir, avec certitude, tous les avantages qu'il est possible de procurer à des hommes qu'on supposeroit vivre dans la société la plus perfectionnée. On y verroit, enfin, (& cela seroit peut-être plus précieux, car il il faut savoir mettre des bornes à ses desirs) on y verroit, dans toutes les circonstances, des moyens infallibles de prévenir les maux qui, pour le malheur du genre humain, auroient le plus de probabilités.

Le grand homme en administration est peut-être celui-là seulement qui, soit par instinct, soit par science, juge, sans commettre d'erreur, les institutions dont il faut solliciter les produits, & celles dont on doit plutôt travailler à couper les racines. Jamais on ne remettrait à un autre temps, jamais on ne transmettrait à un successeur, le bien qu'on a l'occasion de faire, si l'on connoissoit l'immense fructification que d'années en années il doit produire ; & moins encore, si l'on avoit l'esprit frappé de cette observation, malheureusement trop justifiée, que le mal, que chaque jour on néglige moins de faire, parce qu'il naît sans efforts, a également ses effets. Chaque année les multiplie ; & ils opèrent successivement la dissolution des corps politiques ; quand ces effets ne sont pas détruits par une plus grande somme de biens, que d'autres hommes en même temps ont eu le soin de préparer. On a beaucoup cultivé, depuis trois siècles, les sciences mathématiques en Europe. On a la filiation de leurs progrès. On voit, encore aujourd'hui, comment un principe a conduit à un autre principe. Si jamais il arrive, & cela arrivera, si, dis-je, il arrive que les sciences politiques soient étudiées avec la même méthode, on aura alors toutes ces vérités géométriquement démontrées ; & ce sont les Monarchies, parce qu'elles ont plus de moyens pour contenir les passions, qui auront

plus de moyens aussi pour se conduire d'après la rigueur des principes. Mais, au lieu d'une note, je commence un traité. Je m'arrête, bien persuadé que j'ai au moins établi le texte d'un des ouvrages les plus précieux qui restent encore à faire.

E R R A T A.

Page xxxix, ligne 1, pui que, <i>lisez</i> puisque	
Page 7, ligne 10,	9 liv. sterl. <i>lisez</i> 9 florins
11 — 6,	6 p ^o , <i>lisez</i> 6 pour cent
<i>id.</i> — 8,	8,286 liv. <i>lisez</i> 8,226 livres
<i>id.</i> — 9,	3,072 liv. 8 f. 7 d. <i>lisez</i> 3,077 liv. 8 f. 7 d.
14 — 24,	40,000, <i>lisez</i> 4000
18 — 12,	17,212, <i>lisez</i> 21,731
<i>id.</i> — 17,	4,913, <i>lisez</i> 4,983
<i>id.</i> — 18,	22,125, <i>lisez</i> 26,714
21 — 31,	8000, <i>lisez</i> 800
29 — 34,	77,526,900, <i>lisez</i> 77,548,600
<i>id.</i> — 35,	près de trois & demi, <i>lisez</i> trois & un quart
30 — 1,	7,853, <i>lisez</i> 7,856
<i>id.</i> — 3,	250,908,000, <i>lisez</i> 250,984,000
<i>id.</i> — 4,	25,417, <i>lisez</i> 25,423
<i>id.</i> — 6,	812,038,000, <i>lisez</i> 812,299,000
<i>id.</i> — 9,	37,497, <i>lisez</i> 37,508
<i>id.</i> — 11,	579,612, <i>lisez</i> 579,744
<i>id.</i> — 13,	11,249,100 <i>lisez</i> 11,252,400
<i>id.</i> — 14,	17,577, <i>lisez</i> 17,582
<i>id.</i> — 15,	encore quatre multiplications de 13 ans chacune: <i>lisez</i> encore cinq multiplications de 13 ans chacune, pour compléter les 120 années, pendant lesquelles j'ai supposé que dureroit la progression, on aura, par la première de ces cinq multiplications, 82,289 habitans de plus; par la seconde, on aura un accroissement de 266,329 habitans; enfin, la cinquième multiplication, donnant un nombre de 9,028,800 habitans, la totalité en 121 années, seroit de treize millions d'habitans, dont les 9,028,800 de la dernière multiplication, devoient une somme de 288,450,000,000 liv.

Page 30 ligne 15, Supprimez les lignes 15, 16, 17, & la somme
1,023,100,000,000 liv. qui commence la
ligne 18.

- 33 — 22, 445,700 l. *lisez* 445,700
40 — 32, commissaires, *lisez* commissionnaires
43 — 3, il, *lisez* . Il
45 — 10, accroître à leurs, *lisez* accroître leurs
id. — 11, & qu'ils, *lisez* qu'ils
52 — 16, Les Dieux avoient, *lisez* l'Auteur de la na-
ture a
56 — 10, ses importations, *lisez* les importations
62 — 4, 1760, *lisez* 1790
67 — 28, subtile, *lisez* subtil
69 — 10, le Sève, *lisez* la Sève
70 — 19, car ainsi, *lisez* &, ainsi
71 dernière, totem, *lisez* totam
73 — 3, oreil, *lisez* oreille
78 — 34, sortir de l'Angleterre, *lisez* renoncer à venir
en Angleterre
92 — 13, présente, *lisez* représente
id. — *id.* embrasée, *lisez* au moment d'être embrasée
93 — 17, cet époque, *lisez* cette époque
97 — 1, Etats-Unies, *lisez* Etats-Unis
98 — 16, plantation, *lisez* plantations
108 — 24, cette obstacle, *lisez* cet obstacle
119 — 24, nul vente, *lisez* nulle vente
121 — 9, considérable, *lisez* aussi considérable
139 — 4, des, *lisez* de
145 — 10, Lettres, *lisez* Lettrés
155 — 23, dix acres, *lisez* de dix acres
166 — 19, les quatre cinquièmes, *lisez* les trois quarts.

Cet Errata me laisse du blanc. J'ai chez moi de l'encre encore pour le couvrir. J'en employerai une partie, à prévenir le jugement qui sera porté de ces Mémoires. On ne doit point y chercher un ouvrage: ce ne sont que des études, & que les matériaux incomplets d'un ouvrage.

Quant aux opinions que j'ai exprimées sur ma patrie; qui les condamneroit pour m'en faire des reproches, seroit injuste, & oublieroit que j'ai trouvé, dans les loix de mon pays, le droit de les avoir,

comme celui de les exprimer. Ce n'est pas moi, c'est ma Patrie qu'il faut désapprouver, de la même manière que l'on condamne ces mères, qui, permettant à leurs enfans de les tutoyer, sont forcées d'admettre, dans toute leur étendue, les conséquences de la familiarité. Elles n'ont point à s'en plaindre, si les pensées qu'on leur exprime avec liberté, soit vraies, soit fausses, ont pour objet le bonheur de la famille entière. Mais, les mères les plus recommandables, les mères les plus dignes de notre admiration, sont celles dont la prudence a fait le bonheur de leurs familles, dont les mesures l'ont rendu inaltérable, & qui ont, à cet effet, donné à la liberté de leurs enfans, des limites qu'approuvent leur respect, leur tendresse & leur reconnoissance pour des mères qu'ils regarderont éternellement comme leurs bienfaitrices.

ADDITION à la page 174, relative aux causes de l'accroissement subit de la population de l'Île de la Trinité.

PENDANT l'impression des dernières feuilles de ces Mémoires, je recueille, dans le Public de Londres, le bruit que la nouvelle population de l'Île de la Trinité fait déjà courir à son Gouvernement, tous les dangers qui naissent de l'insubordination des peuples. Je voudrois que les principes que j'ai établis dans ces Mémoires, m'eussent donné des résultats différens, lorsque cet événement est au nombre des conséquences qu'ils m'ont fait prédire.

En 1790, la Trinité comptoit à peine 6000 habitans sur son territoire ; & aujourd'hui, on parle de plus de 30,000. C'est un accroissement subit de planteurs & de nègres, sortis les premiers d'une seule & même nation, tirés les seconds de dessus des habitations déjà empoisonnées avant qu'ils les quittassent. J'examinai, en 1794, dans un des Mémoires fondus dans ceux-ci, les dangers auxquels un gouvernement s'expose, quand il reçoit subitement une population nouvelle, étrangère, plus nombreuse que l'ancienne, & sortie presque d'une même contrée. Ces habitans sont suivis nécessairement de toutes les préventions, de toutes les opinions, de toutes les passions qui formoient déjà leur esprit. Ils y apportent, par conséquent, la volonté que tout se fasse selon ce même esprit ; puisqu'ils y dominent par leur nombre.

Pénétré de ces conséquences, lorsque j'appris, en 1795, les progrès de la Trinité, je fis cette réponse, qui étoit confirmée par un grand nombre d'exemples : " L'accroissement de la Trinité, disois-je, est subit ; c'est déjà un grand inconvénient : " cet accroissement a une mauvaise origine ; c'est un " inconvénient pire encore que le premier. " On doit

“ apporter, au choix des habitans qui forment une
 “ Colonie nouvelle, autant de soins que les bons Cul-
 “ tivateurs en mettent à choisir les graines, pour ob-
 “ tenir de bonnes récoltes.” Les Allemands font cette
 graine ; peut-être même qu’ils font la seule conve-
 nable pour un tel objet ; & les François, par une rai-
 son semblable, font, peut-être, les moins propres à for-
 mer des Colonies, dans des contrées où ils doivent
 trouver d’autres loix & un autre esprit que dans leur
 patrie. S’ils y sont reçus pour l’activité dont ils peuvent
 donner l’exemple, ce doit être dans une proportion
 foible relativement au nombre total des autres habi-
 tans. Cependant, l’humanité sollicitoit un asyle pour
 ces Colons de St. Lucie, de la Guadeloupe, de la Marti-
 nique, de St. Domingue, tous échappés au meurtre, à
 l’incendie, & au pillage. C’étoit dans les Domaines d’un
 Monarque de la Maison des Bourbons, que cet asyle
 devoit leur être ouvert ; & , pour concilier ce que l’hu-
 manité exigeoit, avec les dangers auxquels elle expo-
 soit, il ne pouvoit être choisi que l’île de la Trinité.
 Par cette raison, il faut donner à la bienfaisance, le
 mérite entier de la réception de ces Colons. Alors,
 les dangers auxquels elle exposoit, en augmentent le mé-
 rite ; & c’est toute la conséquence qu’on en peut tirer.

Mais, il est des esprits dans lesquels l’idée d’un mo-
 tif de bienfaisance ne peut pas entrer. Pour eux, je
 dirai que les empoisonnemens par des alimens véné-
 neux n’ont jamais porté les hommes à renoncer aux
 alimens salubres ; parce qu’il n’y a pas plus de sagesse
 à périr d’inanition qu’à mourir de poison : & j’en con-
 clurai que les mauvais succès de l’île de la Trinité ne
 pourront pas plus détourner l’Espagne, de l’attention
 qu’elle doit donner à l’accroissement de la prospérité
 de ses autres îles, par des moyens qui, fondés sur des
 principes sages, seront exempts de dangers.

INTRODUCTION.

Dans laquelle on rend compte des circonstances qui ont fait entreprendre ces Mémoires. On examine ensuite, si les Gouvernemens ont des moyens certains de reconnoître le degré de vérité & d'utilité des vues nouvelles qu'on leur propose. On y démontre, enfin, que ces moyens existent, & qu'en les employant, les grands Administrateurs immortalisent les Règles, pendant lesquels ils sont appelés à concourir au bonheur des peuples.

LES loix de la France, en 1792 & au commencement de 1793, permettoient encore de donner des passeports, sur-tout aux hommes qui annonçoient l'intention de voyager pour acquérir des connoissances utiles à leurs pays. Ces loix m'ont ouvert les portes de ma patrie. Le motif de ma sortie est constaté par des délibérations publiques : c'étoit pour aller étudier l'Amérique chez elle-même ; c'étoit encore, parce que la patrie est également servie, par les hommes qui, les armes à la main, en repoussent l'ennemi, & par ceux dont les travaux préparent les baumes destinés à fermer, pendant la paix, les plaies qu'aura faites la guerre. Telle devoit être le but de mes études. Mais, aujourd'hui elles seroient inutiles pour la France ; elle a totalement changé le régime de ses colonies ; elle s'est fait un système que l'expérience jusqu'à présent n'a justifié nulle part ; & elle paroît résolue à ne recevoir désormais d'autres instructions que celles que lui donnera infailliblement le temps.

Cependant, les établissemens des François dans l'Amérique avoient fait, depuis 1750 jusqu'en 1790, des progrès qui étonnoient autant par leur rapidité,

que par les énormes richesses qui en avoient été le fruit. Cette prospérité est disparue ; & , s'il est des moyens de la reproduire ailleurs, ces moyens sont nécessaires sur-tout à une nation qui a dans l'Amérique plus de Colonies qu'aucune Puissance de l'Europe ; à une Monarchie qui est plus intéressée qu'aucune autre à voir naître rapidement la richesse dans ses établissemens du Nouveau Monde ; en un mot, à l'Espagne. Or, la servir, elle ou la France, lorsqu'une paix durable les unit, c'est même chose ; & si la France veut perdre de ses avantages, c'est à l'Espagne à les acquérir.

Mais, les moyens de procurer une prospérité rapide à des Colonies, n'existent que dans la nature ; & lorsqu'on veut acquérir sur cet objet une instruction solide, c'est la nature seule qu'on doit consulter. Nul principe ne doit être admis, s'il ne l'a pour fondement. Par conséquent, arrivé dans l'Amérique, transporté dans une partie de la terre où tout est encore près de la naissance, j'ai dû croire que j'assistois à la création du monde, & que j'y étois venu pour observer, d'une part la marche & les progrès de la Nature, de l'autre l'influence des Gouvernemens sur la multiplication des richesses & l'accroissement de la population. Un fait très-certain est qu'en procédant de cette manière, on commence par rencontrer des vérités connues presque depuis l'origine des sociétés ; mais, on éprouve une très-grande différence, selon qu'on reçoit ces vérités par tradition, ou qu'on les acquiert par l'observation : reçues par tradition, ces vérités sont stériles, n'étant logées que dans la mémoire ; tandis qu'en faisant suivre la Nature par-tout où elle peut atteindre, l'observation conduit à des résultats plus prodigieux que tout ce que concevroit l'imagination la plus féconde.

Cependant, pour l'homme qui s'est astreint à une telle marche, il est un inconvénient qu'il rencontre

auprès du plus grand nombre de ses lecteurs. Ce qu'il dit n'est pour eux qu'une tradition ; & ils sont disposés à la croire fautive, parce qu'il est plus facile de la déclarer telle que de la vérifier. Il en résulte que les vérités les mieux constatées par l'observation, ne sont adoptées communément qu'un siècle où deux après qu'elles ont été démontrées ; & si alors elles sont adoptées, c'est uniquement parce qu'un grand nombre de lecteurs les ayant fait circuler, il arrive que, de neuves qu'elles étoient, ces vérités sont devenues communes, & qu'enfin on les voit consacrées au nombre des règles qu'on doit suivre. Par cette raison, je ne me suis pas contenté de mettre le calcul au nombre de mes preuves. J'ai voulu qu'au moins la partie utile des résultats fût prouvée par l'expérience des nations.

Ainsi, j'ai eu à démontrer, par le calcul, d'abord comment, dans le cours de 120 ans écoulés depuis 1670 jusqu'en 1790, on feroit parvenu à couvrir d'établissmens, un territoire vingt-cinq fois aussi considérable que l'est le sol entier des isles de l'Archipel de l'Amérique, en y employant une somme seulement de 2,500,000 liv. tournois. A cet effet, j'ai supposé cette somme empruntée en 1670, par le corps des habitans d'une de ces isles quelconque, où il y auroit eu une colonie naissante ; j'ai supposé encore qu'il en auroient payé les intérêts annuels, & qu'ils en auroient remboursé le principal à leurs prêteurs, de manière qu'il n'en auroit été rien dû au bout de dix-huit ans, c'est-à-dire en 1688.

Mais ensuite, pour faire recevoir ce que cette vérité a d'utile, je me suis placé dans une alternative, telle que si, d'un côté, l'énormité de ces résultats dispose à en rejeter la totalité, comme ne contenant rien de possible ; de l'autre côté, on dût se sentir forcé à lui accorder cependant une attention sérieuse.

Cette attention est due, quand je fais considérer que ces résultats, à quelque mesure qu'on veuille en arrêter la progression, ne sont rien autre chose qu'un effet nécessaire du régime Danois & du régime Anglois, dans une colonie où l'on auroit réuni les deux régimes pour des deux n'en faire qu'un seul. Ainsi, ce n'est plus une hypothèse mathématique, une hypothèse que nous pourrions mépriser, sans que ce mépris se tournât contre nous en preuve de notre défaut de jugement ; ce sont, au contraire, des faits, & des faits que nous ne sommes pas les maîtres de rejeter ; parce que, pour les juger, il ne faut que des yeux, & nous ne voulons pas qu'on nous reproche de n'avoir pas même des yeux.

Cependant, il est des hommes qui, avec un excellent jugement, n'ont pas le temps de juger ; & ce sont précisément ces hommes qui auront à accueillir ou à rejeter les démonstrations que ces Mémoires renferment. Ainsi, ce n'est pas assez que la rapidité des progrès d'une colonie dût être le résultat nécessaire des principes établis dans ces mémoires ; il faut de plus, à ces hommes qui n'auroient pas même le temps de juger, un moyen cependant de s'assurer de la vérité des principes, & de la certitude de leurs effets.

C'est parce qu'on n'a point employé un tel moyen, que Leibnitz a donné, presque inutilement en 1683, les théories à l'aide desquelles on pourroit désormais calculer, avec autant d'exactitude que de sagesse, les emprunts publics, soit viagers, soit perpétuels, & les caisses d'amortissement aujourd'hui si nécessaires aux nations modernes, que leurs guerres trop fréquentes obligent de recourir continuellement à ces ressources. C'est par la même raison que Halley, en 1693, a publié, presque inutilement encore, des tables de la durée moyenne des hommes à chaque âge

de leur vie, afin de servir à l'application de ces théories pour les rentes viagères ; c'est par la même raison également qu'ont été presque perdus les travaux des Mathématiciens les plus célèbres, qui ont étendu ces théories ; qui ont fait des observations plus exactes ; qui ont montré des applications plus heureuses ; enfin, qui ont fait considérer la science des emprunts, & celle de leurs amortissemens, comme un des moyens les plus essentiels de la prospérité des nations. Un siècle entier s'est écoulé depuis ces premiers calculs ; & en vain de savans Académiciens continuent de s'en occuper : les emprunts publics, soit viagers soit perpétuels, & leurs amortissemens, n'en ont pas été rendus plus sages, dans la plus grande partie de l'Europe.*

Par-tout l'expérience est la même. Dès le commencement du siècle dernier, des hommes dont on continue d'admirer la sagesse, avoient établi & démontré, en Angleterre, les principes à l'aide desquels on assureroit désormais la prospérité publique, par l'agriculture, les fabriques, la navigation, le commerce & les arts ; cependant l'Angleterre, qui a été la première à les suivre, ne les a adoptés que vers la fin du siècle auquel elle en étoit redevable.

* Le savant traducteur François des Elémens d'Algèbre d'Euler, M. Bernoulli, de l'Académie des Sciences de Berlin, observe que malgré le grand nombre d'excellens ouvrages que l'on possède aujourd'hui, sur l'application des mathématiques aux questions du commerce, de la finance & de l'économie politique on a encore sujet de regretter qu'il n'y ait point de bons élémens sur cette branche si utile des mathématiques. M. du Villard, très-capable de faire cesser un tel regret, étoit au moment de donner ces élémens à l'impression, lorsque les révolutions de la France ont interrompu tous les travaux relatifs au progrès des sciences. Si son ouvrage n'est point encore imprimé, il est à présumer qu'il ne tardera pas à l'être. De tels élémens donneront à toutes les branches d'Administration, des commis plus instruits.

On feroit un énorme volume, si l'on entreprenoit de recueillir toutes les preuves qui existent, de la lenteur avec laquelle les nations ont toujours accueilli les principes qui devoient accélérer leurs pas dans la carrière du bonheur. Cependant, on est forcé de reconnaître aujourd'hui que le progrès des lumières a fait appercevoir des moyens, auxquels on ne pensoit pas alors, pour s'affurer tout d'un coup, du degré de vérité & d'utilité de toutes les méthodes qui sont le fruit d'une longue étude. On a commencé à faire usage de ces moyens, mais pas assez généralement; & l'exemple, le seul peut-être qui en existe, est trop utile pour qu'on puisse se dispenser de le rapporter.

Nommé Secrétaire d'Etat au département de l'intérieur de la France, M. le Baron de Breteuil étoit jaloux de laisser des institutions & des monumens capables d'immortaliser son ministère. Il étoit persuadé que l'exécution des vues utiles qu'on ne manqueroit point de lui proposer, en feroit l'unique moyen; mais, instruit aussi que les objets qui mériteroient d'être adoptés, seroient noyés dans des milliers d'extravagances, il s'étoit créé un comité de confiance, pour l'examen des mémoires qui seroient dignes de fixer l'attention du Roi. Il avoit composé ce comité de douze des savans les plus distingués de l'Académie des Sciences. Les soins que ces hommes auroient à prendre de la gloire de l'Académie dont ils étoient les membres, lui répondoient de l'attention qu'ils apporteroient à leurs décisions. Il est difficile de se faire une idée juste de tout ce que le Ministère François, depuis un siècle, adoptoit d'absurdités, faute d'une semblable précaution.

Les Commissaires qui formoient ce comité, avoient été choisis de manière à ce que les objets se trouvaient toujours familiers à quelques-uns d'entr'eux: d'ail-

leurs, & pour leur propre gloire, ils avoient la faculté de s'aider de toutes les personnes auxquelles ils reconnoissoient des lumières. Mais, peu de mois après le choix que le Ministre avoit fait de ces hommes, leur comité connoissoit & avoit déjà étudié tout ce que l'Europe avoit vu publier d'utile, sur les différens établissemens dont la France paroissoit vouloir s'occuper : &, pour la première fois, on vit en France, comme on le voyoit depuis long-temps en Angleterre, l'analyse des géomètres s'employer utilement à éclaircir les questions composées que fournissent les finances & l'administration publique. Les sciences étoient appelées à porter leur flambeau sur tous les objets dans lesquels un Administrateur veut être éclairé, quand il chérit le bonheur du peuple ou sa propre gloire.*

Les mémoires que ce comité rédigeoit sur les questions qui lui étoient soumises, avoient le même degré de perfection que tous les autres travaux de l'Académie des Sciences. Le Ministre, selon qu'il le jugeoit convenable, leur donnoit de la publicité, ou les tenoit secrets. M. le Baron de Breteuil n'a rien publié sur les embellissemens projetés de la ville de Paris ; il a rendu public ce qui étoit relatif à la réforme des hôpitaux & à leur remplacement par des établissemens aussi commodes que salubres. Leurs mémoires sur les hôpitaux ont été estimés des chef-d'œuvres. La dis-

* On ne fait pas assez attention que l'homme ignorant à qui l'on demande un conseil, se croit habile, par cela seul qu'on le consulte ; & il donne son avis, aux risques de qui le suivra.

La première fois que M. le Baron de Breteuil a consulté un académicien, celui-ci a dû lui dire, *L'objet m'est étranger*. La réponse du Ministre a pu être : *Qui mieux que vous saura l'étudier & le soumettre à une analyse exacte ? Vous l'étudierez ; &, l'ayant étudié, vous le connaîtrez mieux que l'homme à routine, dont cependant je prendrai l'avis, pour ce qui sera de son ressort.*

cussion de ces hommes donnoit tout d'un coup aux objets, le plus haut degré soit d'évidence soit de maturité dont les questions étoient susceptibles. Leurs jugemens étoient toujours des Traités plus complets que les ouvrages sur lesquels ils avoient eu à prononcer ; & l'on voyoit ainsi des savans, qui auroient passé leur vie dans des travaux spéculatifs, invités à rendre les sciences des moyens de prospérité publique. Il est incontestable que si un Ministère commencé avec autant de prudence avoit pu avoir suffisamment de durée, le comité que s'étoit composé M. le Baron de Breteuil, le conduisoit infailliblement à l'immortalité.

Le grand homme, pour la postérité, est celui qui se survit par un grand nombre de faits recommandables ou de monumens éclatans. La postérité ne s'informe point quels ont été les sous-ordres. Elle les compte au nombre des moyens que le génie a dû employer ; & cette règle qu'elle suit dans ses jugemens, est d'autant plus juste, qu'elle a à prononcer sur des hommes, qui, manquant de temps pour tout étudier, pour tout examiner, ont eu cependant tout à ordonner, & , par conséquent, n'ont rien eu de plus sage à faire, à leur début, que de se créer ainsi une Minerve. C'est par la même règle que l'Oracle de Delphé avoit déclaré le plus sage des hommes, celui dont la science étoit de douter.

Le comité d'académiciens que M. le Baron de Breteuil avoit composé, n'étoit point consulté sur la partie administrative ; il n'avoit à juger que le mérite des objets en eux-mêmes, que la solidité des bases, que les espérances qu'elles permettoient de concevoir. Un exemple contraire, pris à la même époque, prouvera mieux encore la sagesse de cette méthode.

La France, en 1784, étoit éclairée par une longue expérience, sur les fautes qui avoient été commises dans l'administration de ses emprunts ; & enfin étoit

reconnue la nécessité d'une caisse d'amortissement assise sur des principes solides. Il résulsoit même de la situation où se trouvoient tous les grands empires de l'Europe, que ces sortes d'établissements devoient être mis au nombre des principales parties constitutives de leurs gouvernemens. Ainsi, jamais institution, au moment de sa création, n'avoit demandé plus de maturité dans les vues qui seroient adoptées, plus de solidité dans ses bases, plus de connoissances dans les hommes qui en seroient les coopérateurs.

Si donc on suppose pour cet objet, un comité auquel eussent été appelés & les académiciens & les jurisconsultes qui avoient la science des Leibnitz, des Halley, des Davenans, des de Moivre, des de Parcieux, des Kersboom, des Prices, des Morgans, & ces hommes existoient, tant dans l'Académie des Sciences qu'au Parlement de Paris ; si l'on suppose ensuite qu'on leur eût joint encore de ces hommes dont l'unique science, il est vrai, est celle du jeu dans les fonds publics, mais qui ont cependant, sur ces objets, une expérience utile : On sera convaincu qu'un tel comité eût indiqué au Ministre, des ressources qu'il ne se soupçonnoit point, & qu'on eût vu sortir de leur bureau, non-seulement un Traité d'amortissement qui eût été un chef-d'œuvre, mais, ce qui étoit infiniment plus important, un plan d'établissement digne de servir de modèle à l'Europe entière ; c'eût même été le moindre de ses avantages : il en auroit eu un plus précieux ; c'eût été d'étonner l'Europe, par l'étendue & la solidité des ressources de la France.*

* Des Ministres étrangers, témoins de l'effet qu'a produit dans l'Europe, le compte de la situation des finances de la France en 1781, m'ont assuré & souvent répété que dix victoires remportées par les François n'auroient pas produit une sensation aussi grande, tant étoit haute l'opinion que cet état de situation donnoit des ressources de la Monarchie Française.

Mais, on appelle pour une salle de spectacle, les artistes les plus habiles ; on la met même au concours ; & le Ministre qui avoit dans son Département une occasion aussi rare de se rendre immortel, appella, pour créer une caisse d'amortissement, quel homme ? un homme célèbre seulement dans la carrière de l'agiotage, où l'on le voyoit, depuis long-temps, faire tour à tour une fortune prodigieuse & une banqueroute immense ; †

Or, une caisse d'amortissement, dont le plan auroit été conçu & dont les principes auroient été développés par un comité composé des hommes les plus habiles, eût produit une conviction plus grande, plus durable, & que le temps auroit encore accru. C'est le temps qui donne à toutes les institutions le rang qu'elles doivent tenir.

† Il existe des témoignages publics du peu d'instruction de ce banquier, sur l'objet pour lequel le Ministre des finances pronoit son avis. On en trouve des preuves, dans un arrêt du Conseil du 20 Mars 1788, portant autorisation pour l'établissement, qu'il sollicitoit, d'une chambre de cumulation de capitaux, arrêt qui n'eut point d'exécution. La brochure, qu'il fit paroître cette année même afin de justifier son projet, porte que pour 66 liv. 4 s. 6 d., *reçus par la chambre de cumulation & placés sur la tête d'un enfant de 10 ans, la chambre payera, dix ans après, une rente annuelle & viagère de 10 liv. 8 s.*

Les hommes qui connoissent ces calculs, peuvent juger quel ordre de mortalité & quel taux d'intérêt perpétuel étoient nécessaires, pour que cette convention fût sage. C'est un contrat qui devoit ruiner le banquier, s'il avoit eu un grand nombre de conventions semblables à tenir. Il est vrai que, dans le nord de l'Europe, il s'étoit formé beaucoup d'établissmens, où l'on promettoit au public d'aussi grands avantages. Ce banquier les aura pris pour ses guides. Mais, à leur sujet, je demandai alors au savant auteur de l'Histoire des Mathématiques, M. de Montucla, par quels moyens pouvoient exister toutes ces différentes caisses, avec l'extravagance de leurs calculs. C'étoit par les secours des Souverains ; & les gazettes Allemandes, de temps en temps, annonçoient au public la chute de ces établissemens, quand ils étoient abandonnés à eux-mêmes.

Cette note me donne l'occasion de prévenir de la possibilité d'une erreur plus ou moins grande. Elle seroit page 86, dans le discours prononcé par le premier Président de la Chambre des Comptes de

un homme à qui il paroît cependant qu'on ne peut refuser un très-grand mérite comme praticien; mais c'étoit appeller le machiniste tout seul, lorsqu'il falloit avec lui l'ingénieur. Le résultat fut une caisse d'amortissement, incapable d'éteindre, dans le cours entier de quatorze années, une dette égale seulement à la dépense d'une seule année de guerre, montant à 150 millions tournois; & un tel établissement étoit formé dans une monarchie, qui avoit à soutenir, tous les quatorze ans, une guerre dont les dépenses s'élevoient à 1800 millions. On ne se proposoit rien de plus que d'éblouir la classe la plus nombreuse & la moins instruite de la nation, en lui mettant devant les yeux une progression d'amortissement, tel que se feroit un accroissement de population, calculé par les naissances sans en déduire les morts. Je ne crains point l'objection, qu'on devoit bien se garder de donner le plan d'un établissement qui seroit imité par les autres nations. Autant vaudroit exiger que les Généraux d'Armées se fissent battre, afin que leurs victoires n'enseignassent point à l'ennemi l'art de la guerre. Les caisses d'amortissement sont des institutions publiques, exposées à l'imitation ou à la risée.

On a donc, dans ces deux exemples, dans celui de M. le Baron de Breteuil, & dans celui du Ministre des Finances, ce que mettent de différence pour les résultats en faveur du bonheur public, un comité pris dans les hommes dont les lumières sont garanties par une na-

Paris, en recevant le serment d'un contrôleur-général des finances. Je l'ai rapporté de mémoire; beaucoup de personnes se le rappellent tel que je l'ai rendu. Cependant, les passions en ont varié les relations. Mais, je crois avoir suivi la version qui, dans le temps, fit le plus d'honneur à ce Président; & c'est celle que le journal de Paris a donnée au public, fin de 1783 ou commencement de 1784. Ce journal confirmera la vérité ou réparera l'erreur.

tion entière, & un comité d'hommes qui n'ont pour garans de leur habileté que les témoignages toujours équivoques des cercles dans lesquels ils vivent. Suivant qu'un Administrateur fait l'un ou l'autre de ces choix, on peut dire d'avance quel sera à son égard le jugement de la postérité; si toutefois son ministère a suffisamment de durée, pour qu'il en reste des traces après lui.

Or, sans nulle espèce de sollicitation, j'ai déjà eu l'avantage de voir mes travaux soumis en France, à l'examen d'un de ces comités, à celui dont les suffrages sont un véritable succès, & en sortir avec ses éloges. C'est seulement par de tels comités, qu'on peut connoître avec certitude tout ce que les vues nouvelles qu'on propose, ont de solide & d'utile. Les Mémoires que je publie aujourd'hui, sans être sur la même matière que mes premiers travaux, sont cependant du même genre. Dans les uns comme dans les autres, ce n'est qu'une analyse des forces de la nature employées à produire le bonheur des hommes.

Mais, ces derniers Mémoires ont un avantage de plus: c'est d'être d'une utilité directe, pour une Monarchie qui a des Colonies immenses; &, sur les moyens de leur procurer une prospérité rapide, un rapport rédigé par un comité semblable à celui d'où l'on a vu en France sortir des chef-d'œuvres, seroit l'examen de ce qui a été pratiqué jusqu'à ce moment dans les divers établissemens des Européens. On y trouveroit exposé tous les avantages & tous les désavantages qui ont résulté de chaque espèce de régime. Une des sciences les plus utiles, pour une Monarchie qui a de vastes Colonies, commenceroit à être fixée; & cela seul seroit déjà un grand pas de fait pour leur prospérité.

Puissent donc les Mémoires que je donne aujourd'hui, être l'occasion d'un rapport si désirable! & alors, soit qu'un comité approuve, soit qu'il condamne les vues que j'y ai rassemblées, je n'en serai pas moins

fondé à croire utiles mes travaux, puisqu'ils auroient produit au moins cet effet. Ce vœu semble naturel; il semble même devoir être accompli; quand on considère que les Mémoires qui seroient soumis à un tel examen, sont un hommage adressé à un Monarque, dont la capitale renferme, avec une académie savante, beaucoup d'hommes que leur haute habileté, en tous les genres, peut faire compter au nombre des moyens d'immortaliser un règne.

Un tel vœu étant exprimé, & l'utilité de son accomplissement étant démontrée, il ne me reste plus à donner que de foibles détails, sur l'ordre que j'ai suivi en étudiant les objets de ces deux Mémoires. Ils sont, l'un & l'autre, la refonte de plusieurs essais, rédigés à mesure que j'en avois médité le sujet.

Un de ces essais a été inséré dans les journaux des Etats-Unis, pendant l'année 1794, sous le titre, *ECONOMIE POLITIQUE*. Il étoit divisé en trois sections. J'examinai, dans la première, *le prix de la terre chez les peuples naissans*; dans la seconde, *le progrès de la population du genre humain & comment son accroissement, dans l'Amérique, doit également accroître la population de l'Europe*; dans la troisième enfin, je présentais *les principaux axiomes de l'économie politique, dont la connoissance est nécessaire, pour suivre le progrès des peuples naissans, & les comparer aux anciens*.

Mon but principal, en publiant ces axiomes, étoit de les faire contraster avec des principes, subversifs de tout ordre, qui commençoient à circuler. Quant à ce qui me concerne, dans les effets qu'a produit ce premier essai: je demande qu'on se rappelle les ruisseaux de sang, qui couvroient à cette époque tout le territoire de la France; je devois plus que jamais me regarder comme sans patrie; & la publication de cet Essai sur l'économie politique, a été pour moi un sujet de consolation. Je fus jugé, dans les Etats-Unis,

un homme utile, un homme qu'on devoit retenir & employer. Mais, indépendamment de mes vœux qui étoient pour l'Europe, trop de motifs s'opposoient à ce que je fisse rien, pour profiter des dispositions favorables dans lesquelles on pouvoit être à mon égard. Je n'ai voulu voir dans ces dispositions, qu'un présage heureux pour les autres travaux que je me promettois d'entreprendre, & par lesquels j'espérois mériter ailleurs les mêmes suffrages. J'étois confirmé dans cette pensée par les témoignages semblables, que j'avois obtenus dans ma propre patrie ; témoignages auxquels j'ai été redevable des emplois que j'y ai remplis ; témoignages enfin, que je me remets en ce moment devant les yeux, non pour entretenir un sentiment de vanité dont je sçus toujours me défendre, mais comme un motif de conserver un espoir consolateur, sur-tout, lorsque mes nouveaux travaux semblent recommandés par tant de sacrifices, qui les ont précédés.

Ce premier essai a été suivi d'un sommaire de considérations sur les possessions de l'Espagne dans le Grand Archipel de l'Amérique, d'un autre sommaire sur la nécessité de rendre par des efforts constants à accroître la population de la Louisiane ; enfin, d'un troisième & dernier sommaire, que m'avoit demandé, pour les États-Généraux de Hollande, un habitant Créole & planteur de Surinam, M. Nassy. Je lui suis redevable de toutes les connoissances qui m'étoient nécessaires, pour juger les moyens par lesquels s'élèvent progressivement les fortunes des planteurs, & par conséquent, pour démontrer les sources de la prospérité d'une Colonie. Lorsque je remis à M. Nassy ce dernier travail, dans lequel il est des parties que j'estime infiniment précieuses, je l'ai prévenu que je méditois depuis long-temps un Mémoire plus étendu, sur la naissance & les progrès de toutes les Colonies en général, & que j'y ferois entrer ces mêmes parties. Je

regrette que toutes n'aient pu y trouver de places.
Or, les deux premières sections de l'essai intitulé
Économie Politique, & ces trois sommaires, sont les
bases du premier des deux Mémoires que je donne
aujourd'hui. Le second est une nouvelle édition. Il
a déjà été imprimé dans les Etats-Unis, avec une
épître adressée à M. de Las Casas, gouverneur de l'île de
Cuba; épître dans laquelle je n'ai point été autre
chose que l'organe de tous les hommes, que j'ai en-
tendu parler de son administration. C'étoit dans un
pays étranger à son gouvernement; cette circon-
stance m'a paru donner un très-grand poids aux témoi-
gnages qu'on lui rendoit; & c'est à ce titre unique-
ment, c'est comme expression de la voix publique, que
cette épître continue de subsister.

Quant à ce second Mémoire lui-même, indépendam-
ment des questions que j'y ai examinées, il m'en a
fait rencontrer une que j'ai négligé de développer, &
qui seroit la rectification de beaucoup d'erreurs poli-
tiques, par lesquelles les hommes sont de plus en plus
éloignés de la véritable source de leur bonheur. Tous
nos livres de Droit Public supposent en société le genre
humain, par une convention que les hommes auroient
faite entr'eux de vivre réunis. On peut admettre
leur définition, si, de tous les êtres qui couvrent la
terre, l'homme est le seul qui ait la sociabilité en par-
tage. Mais, quand on voit aussi la sociabilité à un
nombre infini d'autres espèces vivantes; on conclut,
malgré soi, que toutes ces sociétés ont un législateur
commun, l'Auteur de la nature; & qu'il a donné aux
hommes, pour code de leur société, la morale. A la
Chine, où elle est érigée en loix, on voit la morale
régner depuis quarante siècles, sans ces contrepoids,
inventions frivoles dont les passions se jouent chez
tous les peuples immoraux, & inventions inutiles chez
les nations que la morale gouverne encore. Les effets

est donc parfaitement répondu à l'idée que nos Publicistes nous ont donnée de la société des hommes ; puisque, d'un côté dans l'Europe, on ne voit qu'agitations ; tandis que de l'autre, à la Chine, c'est un calme éternel & un empire indestructible. Je n'ai examiné que les objets qui avoient du rapport avec l'accroissement futur de la population & de la richesse de l'Europe. Quelqu'intéressantes que fussent les autres questions qui pourroient se présenter, il n'étoit pas dans mon plan de m'y arrêter. Elles ont été négligées.

Puisse aujourd'hui tous ces travaux réunis être jugés utiles ! ils seroient moins imparfaits, si j'avois joui d'une santé meilleure, dans des climats si différens de celui où je suis né ; & , sur-tout, si j'avois pu y apporter une tranquillité d'esprit, dont je me glorifie d'avoir manqué, durant l'embrasement de mon pays, & pendant le deuil de tout ce que j'y ai laissé de plus cher. D'autres hommes, animés également de l'amour de l'intérêt public, pourront recommencer les mêmes études & les porter plus loin ; mais, ils marcheront dans les mêmes sentiers : ainsi, je conserverai toujours la pensée consolante, que je suis le premier qui les ait parcourus. J'approuverai même qu'on relève chez moi des erreurs. Les faits peuvent en offrir, soit dans le plus, soit dans le moins, mais indifférentes à la vérité des conséquences.

Si un sentiment, que la nature approuve, peut m'être encore permis ; je m'affligerai de ne pouvoir offrir le fruit de mes études, à ma patrie trop distraite pour s'occuper de long-temps de tels objets ; & , dans ce regret, je m'estimerai heureux, si un grand Monarque agréé que je lui consacre mes travaux & mes veilles ; bonheur dont jouissent dans d'autres Etats, des hommes qui ont été attachés à la même Souveraine que moi.

MÉMOIRE

M É M O I R E,

Contenant l'Exposition de deux Méthodes, suivies, l'une dans l'Ile de St. Croix, Possession Danoise; l'autre, dans les Colonies Angloises & depuis deux ans à Surinam, Etablissement Hollandois: Méthodes qui, réunies, sont le moyen le plus sûr de porter rapidement une Colonie naissante à un haut degré de prospérité.

OBSERVATION.

Le titre même de ce Mémoire annonce que la question n'est pas si les Méthodes, dont il contient l'Exposition, sont praticables: elles sont déjà exécutées. Mais, on doit examiner les effets de leur réunion; &, si ces effets sont démontrés jusqu'à l'évidence, il sera naturel que tout homme attaché à une patrie qui a des Colonies, conçoive le désir d'y voir adopter un régime, qui produit, par une cause simple & facile à comprendre, des avantages presque inconcevables. On doit cependant prévenir que les résultats de ce Mémoire ne pouvant pas être vérifiés par le secours seul de l'Arithmétique vulgaire, plus ils sont étonnans, plus ils demandent qu'avant de les adopter, on les soumette à l'examen des hommes, qui trouvent dans leur aggrégation aux Académies savantes, la preuve de leurs droits à la confiance.

PREMIÈRE PARTIE;

CONTENANT

L'EXPOSITION DES DEUX MÉTHODES.

TANDIS que dans l'Europe le cultivateur travaille son champ; tandis que le manufacturier y donne une nouvelle valeur à des matières premières; il y existe des hommes dont l'emploi est d'étudier les moyens d'y

faire prospérer l'agriculture & les fabriques. Les Contrées de l'Amérique n'ont pas le même avantage. Les hommes y vont, les uns s'y faire cultivateurs, les autres commerçans. L'homme qui analyse, reste en Europe. Ce n'est pas cependant que les Gouvernemens n'y aient envoyé des hommes d'un mérite distingué; mais, c'étoit pour y exercer des fonctions publiques, qu'ils eussent mal remplies, s'ils avoient donné à la décomposition des objets qu'ils avoient sous les yeux, un temps qu'ils trouvoient déjà trop court pour les devoirs de leurs places.

Je suis sorti de ma patrie sous la protection de ses loix; elles ont approuvé mon départ; elles y protégeroient également mon retour. Mes pas se sont portés dans le Nouveau Monde; le temps étoit la seule chose que j'y eusse abondamment; &, puisque le loisir ne m'a point manqué, ai-je le bonheur d'y avoir été cet homme qui analyse?

De toutes les questions qui sont relatives aux Colonies, & que l'on ne peut résoudre que par les méthodes analytiques, la première, la plus importante, & celle à laquelle je m'attache en ce moment, est celle-ci: *Par quels moyens peut-on accélérer les progrès des Colonies naissantes?* Les hommes auxquels on fait cette question, répondent que c'est par le commerce, sans faire la réflexion que le commerce ne cherche point les lieux où la richesse n'est pas encore créée. Tout le monde veut moissonner; personne ne veut semer. Les commerçans affluent dans les Colonies en pleine prospérité. On ne les voit point dans celles où l'habitant est pauvre encore; & même dans les Colonies riches, ses avances ne sont que pour les cultivateurs qui ont déjà des habitations formées. On ne voit des prêteurs que pour les riches emprunteurs. Cependant, dira-t-on, si ce n'est pas du commerce qu'on reçoit les

prêts considérables, qui seuls font prendre un accroissement rapide aux établissemens qui s'élèvent ; de qui attendra-t-on ces secours ? Ouvrira-t-on des emprunts en faveur des planteurs ? On a vu, dans la Hollande, en 1751, des banquiers réunir leurs crédits, & procurer aux habitans de Surinam, un prêt dont l'étendue est peu connue, mais qui a été estimé de 40 à 50 millions Tournois. La perte de la plus grande partie des capitaux, & la ruine des débiteurs en ont été le résultat ; au point qu'aujourd'hui ces emprunts sont l'objection par laquelle on repousse toute proposition de prêter aux habitans d'une Colonie. Existe-t-il donc un moyen d'accélérer les progrès des établissemens du Nouveau Monde ?

Je me propose de traiter cette question, non en homme qui se livre aux conceptions exagérées de l'imagination, mais en homme qui s'instruit par les faits. Ce sont eux qui me conduisent ; & déjà je peux affirmer qu'un moyen existe. Mais, il existe, une partie dans une Colonie, par exemple à St. Croix, possession Danoise ; une partie dans d'autres Colonies, par exemple dans celles de l'Angleterre, & depuis peu d'années à Surinam, établissement Hollandois. Cependant, parce que ce moyen ne peut être que la réunion de toutes ses parties, & que cette réunion n'a été faite dans aucun lieu, on peut dire que ce moyen n'a encore existé nulle part. Mais, si l'on rapproche ses parties, afin de considérer les effets que produit leur réunion, on est étonné de leurs résultats ; & l'on ne peut se refuser à la conviction qui en sort.

La Colonie de St. Croix devoit, en 1787, vingt-deux millions Tournois à la Hollande. Presque toutes les créances étoient échues ; les habitations alloient être saisies ; les frais en auroient consommé la valeur ; les procédures auroient fait négliger des plantations

qu'on perdoit l'espoir de conserver ; la durée de l'instruction les auroit anéanties ; les habitations auroient été mises en vente, presque toutes à la fois ; elles auroient été adjugées, sans concours d'enchérisseurs dans une Colonie ruinée, & par conséquent au tiers ou au quart de ce qui leur seroit resté de valeur. C'est ainsi qu'ont été renversées les fortunes des Colons de Surinam, & qu'une grande partie des créances y ont été perdues. Ceux de St. Croix ont échappé à leur ruine. Ils l'ont dû à la protection paternelle du Roi de Danemarck. Il a payé les créanciers ; il s'est mis à leur place, & a donné aux habitans vingt-cinq ans pour le rembourser. Il a en même temps établi une Caisse Royale, où les cultivateurs trouvent les avances de trois-cinquièmes du prix des Nègres qu'ils achètent ; & ils ont trois années pour se libérer, en les payant par tiers, d'année en année, avec les intérêts. Mais, dans une île de peu d'étendue, c'étoit un établissement facile à former. Son fond sans cesse rentre & sort, pour les nouvelles avances. Par exemple, l'importation annuelle est-elle de 2000 Nègres, au prix de 1371 liv. elle exige 1,645,200 liv. la première année ; 1,096,800 liv. la seconde ; 548,400 liv. la troisième. Déformais c'est la même somme qui circulera ; elle est de 3,290,400 liv. Ainsi, je ne donne point ces deux faits isolés, comme le moyen d'élever une Colonie à une haute prospérité. Ces secours prouvent la sage administration du Roi de Danemarck, & n'ont d'autre effet que de donner cette preuve.

Mais, une vérité incontestable, est que depuis qu'il est devenu le créancier des habitans de St. Croix, le Roi de Danemarck a établi, dans cette île, *une administration surveillante*, qui empêche l'habitant de perdre de vue l'obligation de le payer aux échéances. Or, si cette administration surveillante avoit existé, lorsque

le prêt de 22,000,000 liv. a commencé, & que le Roi, sans gêner les opérations des prêteurs, sans leur en faire une loi, leur eût dit : *C'est à moi que vous prêtez, quand le prêt aura passé par les mains de cette administration ; parce qu'elle sait à qui l'on peut prêter ; comment on le peut ; quels sont les moyens de rembourser ; & que, sans formalités ruineuses & lentes, elle fait payer comme pour deniers royaux :* alors, d'une part, la garantie du Roi, & de l'autre, la surveillance d'une administration, pour empêcher la dette de tomber à la charge de Sa Majesté, auroient donné la confiance de prêter plus encore que l'on a fait ; & le Roi n'auroit rien eu à payer. Mais, ce seroit un secours impuissant. Il faciliteroit les progrès des établissemens déjà formés, & n'inviteroit pas assez à en élever de nouveaux. Ce secours n'ôte pas à l'homme, qui commence une habitation, la nécessité d'avoir à son début de grands capitaux ; & une Colonie ne fait pas tous les progrès dont elle est susceptible, quand ayant des moyens d'accroître davantage le nombre de ses planteurs, elle ne les emploie point. St. Croix est toujours dans un état de langueur.

Mais, une seconde vérité, aussi incontestable que la première, est que si le Roi de Dannemarc avoit eu des possessions assez étendues & assez peuplées, pour qu'il pût leur avancer jusqu'à 150,000,000 liv. chaque année ; il leur auroit fait cette avance, sans danger d'en perdre un seul denier, du moment que rien ne leur auroit été prêté qu'en payant pour eux trois-cinquièmes du prix de ce qu'ils achetoient d'utiles à leurs progrès ; du moment encore que ces avances elles-mêmes n'auroient été faites qu'à des hommes capables d'en retirer de grands fruits ; du moment enfin que la rentrée des sommes ainsi avancées, auroit été attendues comme un recouvrement de deniers royaux. Tous capitaux abandonnés à des colons sont des capitaux

perdus. Cette vérité reçoit peu d'exceptions ; & elle explique comment ont été dissipées tant de sommes considérables, avancées en nature, aux habitans de Surinam & de St. Croix ; tandis que les objets utiles qu'on leur procure, font leur prospérité, prit-on sur eux des usures de 50 pour cent,* comme le faisoit le commerce François, dans les établissemens de sa métropole assez riches pour les comporter. Je passe dans les îles Angloises & à Surinam, établissement Hollandois.

De temps immémorial, le Gouvernement Britannique a vendu les terres de ses possessions du Nouveau Monde. Son motif est que la vente rend la propriété plus sacrée & plus fixe. Quelque modique qu'en soit le prix, c'est une vente : & la valeur qu'il en demande est si foible, que le Gouvernement semble être tombé dans un autre inconvénient. On achète ses terres pour revendre, au prix de 10,000 l. sterl. ce dont on n'a donné que 300 l. sterl. A la Jamaïque, en 1790, la terre propre à la canne étoit revendue au prix de 10 l. sterl.

* En 1787, deux négriers Américains ont vendu, à Cayenne, leurs nègres, tous beaux esclaves, 880 liv. l'un dans l'autre. Le commerce François vendoit les siens 1600 liv. & recevoit du Roi une prime de 200 liv. Je transcris cette note du Traité de la Culture des terres basses de la Guyanne, ouvrage exécuté sous les yeux & par ordre de l'Intendant de cette Colonie. L'auteur s'y plaint de ce que les commerçans de la métropole négligeoient cet établissement. La cause de leur oubli est simple : ils ne vont qu'où le bénéfice les appelle ; & ils combinent leurs opérations de manière que les ventes au comptant leur rendent la mise dehors & les frais. Les crédits qu'ils accordent portent sur la portion du prix qui est leur bénéfice. Ils le vouloient considérable ; il leur falloit des planteurs assez riches pour n'en être pas écrasés ; & ils les auroient inutilement cherchés à Cayenne. Par la même raison, ils négligeoient le Sud de St. Domingue, quoique le Roi leur y donnât la même prime que pour Cayenne. Ils alloient où la rentrée de leurs avances étoient certaines, au nord & à l'ouest de St. Domingue.

celle propre à la culture du café, étoit en vente au prix de 2 l. sterl. 5 den. L'étendue de l'île est de 4,080,000 acres. Mais, on évalue à 3,200,000 acres les terres susceptibles de récompenser les travaux des cultivateurs; & aujourd'hui un million d'acres seulement sont établis. C'est la moitié des terres que le Gouvernement a vendues.*

L'exemple que fournit Surinam, est une délibération de 1794, par laquelle il a été arrêté de vendre, au prix de 9 sterl. l'acre, les terres des deux rives d'un canal qui s'exécute pour joindre Saramaca à la rivière qui donne son nom à cette Colonie; & le motif de la vente de ces terres est seulement de dédommager le Gouvernement d'une partie de ses dépenses. Cependant, ce sont des terres à dessécher & une Colonie nouvelle à former. Je ne donne point non plus ces deux exemples de vente de terre, pour un moyen d'élever une Colonie à un haut degré de prospérité. Au contraire, elles ont l'inconvénient d'écarter l'homme qui, n'ayant que les sommes nécessaires pour y acheter la terre, après l'avoir payée, n'auroit plus de quoi se donner des nègres, sans lesquels la terre qu'il auroit acquise, ne lui rendroit aucun fruit. Aussi, les écrivains Anglois remarquent-ils que leurs Colonies, où le commerce se contente de profits infiniment modérés, ont eu durant ce siècle des progrès moins rapides que durant le dernier. Alors, c'étoient les troubles de leur métropole qui y faisoient passer, avec des capitaux considérables, des hommes qui alloient y chercher, non la fortune, mais la tranquillité; & qui, sans que ce fût leur but, y ont rapidement créé la richesse.

Cependant, il sort de ces exemples un grand trait de lumière. Une vérité incontestable est que si le Roi de

* The History of the British Colonies, par Bryan Edwards, 2 vol. in 4to, année 1794.

Dannemarc avoit eu des Colonies assez considérables, pour voir une ressource étendue dans le produit de ces ventes de terres, il se seroit dit : *Ce que deux Gouvernemens font, l'un pour diminuer ses dépenses, l'autre pour rendre plus sacrée la propriété de ses habitans; moi, j'ai à le faire, pour procurer à mes Colonies, un fond d'avances & d'encouragement, qui ne connoitra pas d'autres bornes, que celles qu'il a plu à la nature de mettre à la possibilité des progrès de mes possessions du Nouveau Monde.* Par conséquent, à l'époque où le prêt de 22,000,000 liv. a commencé, possesseur d'une île, par exemple de l'étendue de la Jamaïque, & dont la vingtième partie seulement eût été cultivée, le Roi de Dannemarc, ayant déjà établi l'administration surveillante dont on a rendu compte plus haut, se seroit dit encore : *Il est venu le moment de la grande utilité de cette administration & de ma garantie Royale. Il ne me faut plus qu'un moyen d'attirer des planteurs, acquéreurs d'assez de terres, afin de rembourser, en 18 années, une somme de dix millions qui auroit été empruntée pour mes Colons, sous la surveillance de cette administration. Cette somme croîtroit; elle en deviendrait une de vingt millions, de quarante millions, de quatre-vingt, de cent soixante millions; & elle seroit avancée à mes Colons, avant l'époque à laquelle ils en obtiendroient d'aussi considérables du commerce.* Lorsque les Colonies Françaises ont commencé à recevoir les mêmes secours des commerçans de leur métropole, plus d'un siècle avoit été employé à y créer la richesse qui devoit en être le gage: encore, les faisoient-ils payer si chèrement, qu'il étoit passé en adage qu'un planteur, en les recevant, se faisoit le nègre des négocians dans la dépendance desquels il se mettoit.

Pénétré de ces sentimens de sagesse & de bienfaisance en faveur de ses Colons, le Roi de Dannemarc eût donc exprimé son vœu à son conseil; & à l'instant, un commissaire eût été nommé, pour présenter à Sa Ma-

jesté, les bases d'un emprunt & un moyen de remboursement, l'un & l'autre les plus conformes à ses intentions. Je ne sortis point de cette supposition : elle me met pour un moment dans le conseil d'un Monarque occupé du bonheur de ses peuples. C'est ainsi qu'on réunit les unes après les autres, toutes les causes qui seront capables de produire un grand effet. Je vais donc essayer de rédiger ce que la séance d'un Conseil tenu pour cet objet m'eût fait entendre. Je me crois obligé, dans ce Mémoire, de suivre cette marche ; elle est analytique, & c'est par elle que, dans les sciences, on découvre la vérité : je fais tenir la route qui m'y a conduit.

DEUXIÈME PARTIE.

Réunion des deux Méthodes : Moyen d'attirer en foule de nouveaux Habitans dans une Colonie : Progrès de la Fortune d'un nouveau Planteur : Fond d'Encouragement, sa rentrée, ses effets.

LE Commissaire du Conseil de Sa Majesté le Roi de Danemarck eût donc fait à-peu-près le rapport suivant :

La prospérité d'une Colonie, eût-il dit, n'est que le travail & le nombre de ses habitans, l'un & l'autre aussi grands qu'on les puisse trouver dans les contrées les plus favorisées & de la même étendue. Ainsi, la science de fonder des Colonies est celle d'y animer le travail & d'y encourager la population par les espérances de bonheur que conçoivent ses habitans. Mais, parmi ceux-ci, l'homme véritablement précieux, l'homme qu'il importe le plus d'attirer par les moyens d'accomplir de telles espérances, est celui qui le premier ouvre le sein de la terre, ce sein qui renferme plus de richesses que les coffres des rois.

L'acquéreur d'une habitation de 300 nègres est déjà assuré de trouver dans le produit de ses cultures, les moyens d'en seconder les progrès, pour leur faire prendre un accroissement considérable. Mais, souvent cet acquéreur n'est que le successeur, soit prochain, soit éloigné, d'un homme qui, quinze ans avant d'avoir ce nombre d'esclaves, commençoit son établissement avec dix à douze nègres. St. Domingue, dans sa prospérité, offroit un nombre infini de ces exemples. C'étoient des fortunes commencées avec 50,000 liv. & élevées, en quinze ans, à des capitaux d'un million Tournois.* Arrivé à ce degré de force, un planteur, qui veut porter plus haut sa fortune, ne met pas cinq années à la doubler.

C'est aux commençans que manquent les moyens; c'est aux commençans qu'il faut du courage; & si, dans une Colonie, on donne aux nouveaux habitans, les moyens de porter au même degré de richesse, les établissemens qu'ils entreprendront d'y former, quel homme, aujourd'hui en Europe, ne verra point dans une telle Colonie, la certitude d'y devenir, en peu d'années, le soutien d'une famille nombreuse? Des pères y enverront de l'Allemagne, de la Suisse, de l'Italie, leurs enfans les plus capables de justifier leur confiance & d'y accroître le patrimoine de leurs frères & de leurs sœurs; des oncles y feront passer leurs neveux; des bienfaiteurs les jeunes gens dont ils voudront le bonheur; &, sans enlever d'habitans à la métropole, une telle Colonie recevrait une population qui accroîtroit rapidement sa prospérité.

* Quand un établissement étoit formé & qu'il rouloit déjà sur 50 à 60 nègres, sans être chargé de dettes, le commerce faisoit à l'habitant, d'année en année, des avances d'esclaves qui portoient rapidement son habitation à cette valeur; & le commerce en étoit créancier, souvent de plus du tiers. Mais, quand le planteur arrêtoit de ne plus travailler qu'à sa libération, elle étoit promptement opérée.

On suppose donc, continueroit le rapporteur, on suppose pour l'habitant déjà établi, un secours qui consiste, comme à St. Croix, dans l'avance de $\frac{2}{3}$ du prix des nègres qu'il achètera chaque année. La condition de cette avance sera sa rentrée en trois ans, d'année en année, avec les intérêts à 6 p. ° par an. Ainsi, ayant acheté dix nègres au prix moyen de 1371 liv. chaque, l'avance seroit de 8286 liv. Une annuité de 3,072 liv. 8 s. 7 d. pendant trois ans rembourse cette somme en principal & intérêt ; & l'administration a un gage dans des nègres, dont les deux cinquièmes ont été payés des deniers du planteur.

A l'égard de l'habitant qui commence un établissement ; celui-ci cherche à se placer le plus près de la mer qu'il lui est possible, parce qu'il trouve dans cette situation une économie d'un très-grand prix ; & s'il voit, derrière des habitations déjà élevées, des terres qui sont demeurées incultes, elles sont celles qu'il désire. Mais, souvent elles sont concédées. Il les lui faut acheter du concessionnaire, qui n'attendoit qu'un acquéreur, & les lui vend aussi cher que si elles lui avoient été à lui-même vendues. On voyoit à St. Domingue des terres qui avoient été concédées, & qui étoient vendues au prix de 100 louis le carreau, ce qui répond à 800 liv. l'acre. St. Lucie étoit une Colonie languissante : cependant, ces mêmes terres incultes & concédées y étoient vendues au prix de 300 liv. l'acre. Or, il existe sans doute de même, des concessions immenses dans les possessions de Sa Majesté. Mais, on suppose que les concessionnaires les ont à titre de récompense, pour des services rendus à l'Etat, par eux ou leurs ancêtres ; & la justice, d'accord avec la générosité du Roi, n'en permet point la révocation. Cependant, l'intérêt public sollicite le prompt établissement de ces concessions ; & afin d'en donner les moyens

aux concessionnaires, il fera proposé de leur avancer aux mêmes conditions qu'aux habitans établis, dix nègres par 300 acres.* Mais, pour eux, le délai pourroit ne commencer à courir que de la seconde année, & avec l'intérêt des quatre années. Alors, leur annuité, également de trois ans, seroit de 3262 liv. 2 s. 2 d.; & le règlement, qui sera rédigé pour l'administration des secours, pourra leur donner de plus grandes facilités, sans entamer le fond de dix millions, qu'on suppose avoir été fait pour la distribution des avances. Cette somme de dix millions ne pourroit pas se doubler dans leurs mains; & elle doit être employée de manière qu'au bout de 18 ans, elle soit cependant remboursée aux prêteurs, en laissant dans la Colonie, un fond plus considérable, pour y continuer les mêmes secours. Or, on trouve cet avantage dans les nouveaux habitans, auxquels le gouvernement vend ses terres.

On suppose ceux-ci au nombre de 100 tous les ans : c'est 1800 nouveaux habitans, en dix-huit ans; & , parce qu'il seroit donné à chacun d'eux 12 nègres dont ils n'auroient à payer comptant que deux-cinquièmes de leur prix, ce seroit, en dix-huit ans, & seulement pour la première année de chacun d'eux, une avance de 17,768,160 liv. en nègres au nombre de 21,600. Cette somme sans cesse sort & rentre : ainsi, le fond emprunté de dix millions y suffit. Mais, outre 12 nègres à chacun de ces nouveaux habitans, il leur seroit encore vendu 300 acres, au prix de 32 liv. 18 s. 1 d. l'acre; c'est 340,000 acres, en dix-huit années, & une somme pareille de 17,768,160 liv. Ainsi, l'emprunt de dix millions sera remboursé; & il restera dans la Colonie, un capital supérieur pour l'administration des secours.

* L'acre à Surinam & dans les établissemens Anglois, est de 1212 toises quarrées, pied Anglois, ou 1066 toises, pied François.

Chaque nouvel habitant fera donc propriétaire de 300 acres & de 12 nègres. Mais, il devra pour la terre, un capital de 9,871 liv. 4 s. & autant pour le prêt des trois cinquièmes du prix de 12 nègres.* Ainsi, il devra 19,742 liv. 8 s. Mais, il lui sera accordé trois années sans rien payer. Ainsi, arrivé à la fin de la troisième année, il devra 23,513 liv. 10 s. parce que l'intérêt composé des trois années précédentes, aura été joint au premier capital. Enfin, à compter de l'expiration de cette troisième année, il lui sera donné dix ans pour se libérer, en payant chaque année, pendant dix ans, une annuité de 3194 liv. 15 s. 7 d. Cette annuité contient le remboursement du principal & des intérêts sur le pied de 6 pour cent par an. Alors, son premier payement peut être fait avec une partie du produit de sa quatrième année, & successivement les autres payemens par le seul produit de son travail.

Mais, malgré ce secours, chaque nouvel habitant doit arriver sur sa plantation, avec les deux cinquièmes du prix de 12 nègres: c'est une somme de 6581 liv. Il doit avoir, pour le mobilier accessoire d'une habitation naissante, 4000 liv. Enfin, il lui faut encore une somme de 3679 liv. pour l'entretien de douze nègres pendant un à deux ans, à 80 liv. chaque par an; & il prendra en outre sur cette somme, sa propre dépense & des vivres, en attendant ceux que doit lui donner la terre: somme totale 14260 liv.

* Il y auroit de l'économie sur le prix des nègres. Je les ai mis à 1371 liv. qui est quatre fois le prix qu'ils coûtoient en 1670; c'est aussi le *medium* entre la valeur des nègres de traite François & le prix de ceux de traite Hollandoise & Angloise. A Surinam un nègre de traite coûte 500 florins ou 100 pistoles. A St. Lucie, qui reçoit ses nègres par les Anglois, 1300 liv. étoit le prix d'un nègre formé. Mais, à St. Domingue, le commerce François vendoit ses nègres de traite depuis 1600 jusqu'à 2000 liv.

Il reste à suivre les progrès des travaux & de la fortune de ce nouveau planteur. On doit y voir les moyens de sa libération; il a treize ans pour se libérer.

Progrès de la Fortune & de la Libération d'un nouveau Planteur.

Ainsi pourvu, le nouvel habitant entreprendra celles de toutes les cultures qui sont les plus faciles, le coton ou le tabac*: elles sont les seules qui rapportent dès la première année, & par conséquent celles des nouveaux habitans. Or, la première année, 12 nègres auront construit les cases, nettoyé dix acres & planté des vivres. On pourra en avoir vendu; mais, ce produit sera constamment compté pour zéro.

La seconde année, ils auront nettoyé encore dix acres; ils auront semé des vivres; ils auront mis en coton les dix acres précédens, dont on a la première récolte cette année. Un acre contient 800 pieds de coton: chaque pied rapporte rarement moins d'un quart de livre, souvent plus. C'est aussi la récolte la moins fragile. On estime un quart de livre par pied; c'est 200 livres pesant par acre; c'est 2000 pour les dix acres; & à 40 f. la livre, leur produit est de 4000 liv.† Or, ce n'est encore que la seconde année de l'établissement.

* Un acre planté en tabac contient 4840 pieds, qui rapportent environ 1940 livres pesant de tabac; lesquels à 6 f. la livre, font 582 liv. Mais, sa culture demande plus de nègres. On estime le travail de cinq hommes, pour dix mille pieds, à 2000 pieds par homme.

† 40 f. la livre de coton est le prix de celui de la Guyanne Française & de St. Domingue. Le coton de St. Lucie n'étoit payé que 24 f. la livre.

La troisième année, 12 nègres mettront en coton les 10 acres plantés en vivres l'année précédente ; ils nettoieront 4 acres & les mettront en vivres. Ici, les cultures ne feroient plus de progrès, si le planteur n'augmentoît point le nombre de ses bras. Il achètera 3 nègres de plus, mais au travail desquels on ne mettra aucun prix pendant la première année. Il récolte donc 20 acres de coton : c'est 8000 liv.

La quatrième année, sa recette est accrue du travail de trois nègres achetés l'année précédente. On estime, dans la culture du coton, le produit brut du travail d'un nègre à 667 liv. Son entretien & son dépérissement annuels déduits, on évalue son produit net à 550 liv. Mais, comme ce n'est pas encore le moment de faire les déductions, il sera porté en brut. C'est 2000 liv. pour 3 nègres de plus ; & la recette de cette année sera de 10,000 liv. Il aura encore acquis 4 nègres pendant sa quatrième année. Ainsi, son revenu, la cinquième année, sera de 12,669 liv. & de même progressivement d'année en année.

Il reste les dépenses à déduire. Il y a été pourvu la première année, par le capital que le nouvel habitant a apporté. Ses dépenses, les autres années, sont ainsi qu'il suit.

Deuxième Année.

Entretien de 12 nègres, à 80 liv.	
chaque	960 liv.
Le remboursement du déchet à 5	
pour cent de leur valeur*	823 liv.
Son entretien sur l'habitation. . .	800 liv.

Total 2583 liv.

* Un déchet annuel de cinq pour cent de la valeur des nègres suppose dans cette classe d'hommes, une mortalité d'un sur vingt tous les ans. M. Bryan Edwards, dans l'Histoire des Colonies

Le produit brut de la seconde année a été de 4000 l. ; la dépense de cette même année est de 2583 l. ; il reste un produit net de 1417 liv. sur la seconde année.

Troisième Année.

La troisième année, la dépense sera	liv.	s.
la même: ci	2583	0
Plus, pour l'accroissement de bras,		
du prix de trois nègres	1645	4
Leur entretien à 80 liv. chaque	240	

Total 4468 4

Le produit brut de la troisième année a été 8000 l. ; la dépense est 4468 l. 4 s. ; il reste net 3531 liv. 16 s. qui, joint au restant net de l'année précédente, fait un net total de 4948. liv. 16 s.

Angloises, ne l'estime qu'à deux & demi : c'est un mort sur quarante. Les habitans des îles Françaises portoient, dans leurs dépenses d'entretien, ce déchet à quatre pour cent, ou un mort par an sur vingt-cinq. Ainsi, la dépense de cinq pour cent est trop forte.

On n'a point étudié la mortalité des nègres, comme dans l'Europe celle de ses habitans. Lorsque Londres étoit une des villes les plus malsaines de cette ancienne partie du monde, la mortalité d'un sur vingt par an, étoit celle des hommes de l'âge de 59 ans ; & leur vie moyenne étoit encore de 14 ans, 8 mois. Un sur vingt-cinq étoit la mortalité de l'âge de 50 ans, dont la vie moyenne étoit 15 ans 10 mois. Enfin, un mort sur quarante étoit à l'âge de 32 ans, dont la vie moyenne étoit 22 ans, 10 mois.

Quant à la mortalité des nègres, le régime de chaque Colonie, & celui de chaque habitation, y doivent mettre une grande diversité.

Lorsque les îles Françaises recevoient des Européens qui s'y engageoient pour trois ans, le père Du Tertre cite un habitant, auquel il fut défendu d'en prendre, parce qu'il les écrasait de travail, & les faisoit périr de fatigues. Les tâches mal mesurées peuvent être la maladie la plus mortelle des nègres : après celle-là, il en est peut-être une autre, le défaut de nourriture. Il y a tel habitant qui se repose du soin de leur existence, sur leur adresse à voler les voisins.

Quatrième Année.

La quatrième année, même dé- liv. f. d.
pense : ci 4468 4 0

Plus le déchet de 3 nègres ; il en
a 15 cette année ; & les précédentes,
il n'a été déduit que le déchet de
douze : ci 205 15 0

Plus pour les deux-cinquièmes du
prix de 4 nouveaux nègres, c'est un
de plus que l'année précédente . . . 548 8 0

Plus l'entretien de ces quatre nou-
veaux nègres 320 0 0

Plus premier paiement du prix des
trois nègres achetés l'année précédente 923 7 1

Plus enfin le premier paiement du
prix de la terre & de l'avance de ses
douze nègres 3194 15 7

Total 9,660 9 8

Le produit brut de la quatrième année a été de 10,000 liv. La dépense est 9660 liv. 9 f. 8d. Il reste net 340 liv. 10 f. 4 d. Le total net des années précédentes est 4948 liv. 16 f. Joint à celui de cette année, il est 5289 liv. 6 f. 4 d. Mais, cette somme résultante des économies du nouvel habitant, auroit été employée en amélioration tant de ses bâtimens que de leurs accessoires. Ce n'est donc pas dans ses coffres qu'il faut chercher le progrès de sa fortune ; c'est dans son habitation.

Le terrain de 300 acres valoient 9871 liv. 4 f. à 32 l. 18 f. 1 d. l'acre, lorsqu'il étoit inculte & nud de bâtimens. Actuellement, qu'un établissement est formé, la valeur de ces trois cents acres est accrue de plus du tiers ; c'est 13162 liv. à raison de 43 liv. 7 f. 5 d.

l'acre : ci 13162 liv.

19 nègres : ils valent un cinquième
de plus que lorsqu'ils arrivoient de la
côte ; cependant on les laisse au même
prix 26049

22000 pieds de coton à 20 f. le pied 22000

Les bâtimens, les accessoires, les
cafés à nègres, les vivres plantés : ci . 5000

Total 66211 liv.

Mais, cet habitant a encore à payer neuf années
d'une rente annuitaire de 3194 liv. 15 f. 7 d. dont le
capital, à 6 pour cent, est . 21731 liv.

Il a de plus à payer le restant de
prix des sept derniers nègres qu'il a
achetés durant cette quatrième année
& la précédente. La valeur de ces
payemens est 4983

Total 26714 liv.

Ainsi, toutes dettes déduites, la fortune de ce nou-
vel habitant est de ~~30497~~ liv. la quatrième année de
son établissement. Mais, il a encore 250 acres dont
le capital est stérile, faute de bras qui le fassent va-
loir.

Années suivantes.

Chaque année suivante, la dépense est la même que
la précédente, mais toujours accrue par l'acquisition
de nouveaux nègres, dans la proportion de 3 sur 12,
de 4 sur 16, de 5 sur 20 ; d'où il résulte, qu'ayant
commencé, dans la troisième année, à les accroître dans
cette proportion, au lieu de 12 nègres, avec lesquels
il aura ouvert son établissement, il en aura 24 dans la
cinquième année, 48 dans la huitième année, 96 dans
la onzième, 192 dans la quatorzième, enfin 355 dans

la dix-huitième. Mais, arrivée à 355 nègres, par les acquisitions successives, une habitation doit rapporter 198000 liv. & seroit vendue plus d'un million Tournois, qui est un peu plus que cinq fois ce produit; parce que l'acquéreur ne connoît de revenu net que ce qui reste, l'intérêt de son capital déduit à 6 pour cent. Voilà donc, avec le fruit de ses dépenses, celui des travaux d'un nouveau planteur; & pour les obtenir, on l'a vu apporter seulement 14260 liv. & recevoir une avance de 19742 liv. 8 s. Ainsi, il a commencé avec un capital de 34002 liv. 8 s.; & c'est la terre seule qui l'a libéré; c'est elle qui a élevé sa fortune. Il reste à faire suivre l'emploi & la rentrée de la somme de dix millions empruntée pour l'administration des secours de la Colonie.

Emploi du Fonds de Secours; sa Rentrée, ses Progrès & ses Effets.

On a supposé l'arrivée de 100 nouveaux habitans tous les ans. Cette supposition durera 18 ans; c'est le temps pendant lequel, gênés par la nécessité de travailler à sa libération, la caisse ne peut pas étendre ses secours. La dépense sera donc établie sur la supposition de 100 nouveaux cultivateurs chaque année; & lorsqu'ils reçoivent chacun 12 nègres, c'est tous les ans 1200 esclaves à leur fournir.

On a supposé encore qu'il seroit avancé aux anciens planteurs, trois-cinquièmes du prix des nègres qu'ils acheteront. Cette avance peut porter sur 800 nègres par an, pendant les mêmes dix-huit premières années; c'est en tout 2000 nègres chaque année. Mais, il doit être observé que si l'on n'avoit pas supposé un accroissement de bras, depuis la troisième année, dans les établissemens des nouveaux planteurs, leurs recettes & leurs dépenses auroient été arrêtées, les recettes à

8000 liv. & les dépenses à 4,824 liv. 10 s. Ainsi, l'on voit qu'un nouveau planteur, quoique retardé dans ses progrès, n'en eût pas moins été libéré, & qu'il auroit eu encore, chaque année, un revenu net de 3175 liv. 10 s. Mais, il doit s'en priver pour augmenter sa richesse ; & si l'on lui impose de grandes privations, c'est afin qu'il mérite un jour de jouir d'une fortune considérable. L'accroissement de bras qu'on a supposé dans les nouveaux établissemens, depuis la troisième année, pourroit demander une somme de plus de dix millions. Mais, ce seroit dans la cinquième année qu'on reconnoîtroit ce besoin. Alors, on auroit la preuve d'une émulation, qui auroit passé les espérances ; & l'on seroit dans la position la plus favorable pour l'extension qu'il faudroit donner aux secours. Il suffira en ce moment que le règlement l'ait prévu. Ce seroit compliquer le travail, que de l'embarasser aujourd'hui de détails que des dispositions réglementaires peuvent seules éclaircir.*

L'emprunt est donc présentement ouvert, & s'élève à une somme de 10 millions. Les dépenses consistent dans le paiement des intérêts de cette somme de 10,000,000 liv. pendant 18 ans, & qu'on suppose à fix pour cent par an. Ces dépenses seront encore 1200 nègres tous les ans aux nouveaux planteurs, & 800 aux anciens ; total 2000 nègres, qui demandent chaque année une avance de 1,645,200 liv. Or, l'emprunt étant supposé consommé, les intérêts courent : on va suivre son emploi, & sa rentrée. Le temps sera partagé en époques,

* Des loix réglementaires pour une Colonie, demandent autant de rapports, qu de mémoires particuliers qu'elles contiendroient de titres ; & l'on estimoit en France qu'un excellent code colonial étoit un travail encore à faire.

Première époque :—Elle est de quatre années ; ce sont celles durant lesquelles on paye sans recevoir de rentrées suffisantes pour être couvert même des avances qu'on fait chaque année de 800 nègres aux anciens habitans.

Deuxième Époque :—Elle est également de quatre années. C'est celle durant laquelle, déjà couvert par les rentrées de l'avance de 800 nègres qu'on fait tous les ans aux anciens habitans, on est couvert encore, mais à la dernière année seulement, de l'avance de 1200 nègres, qu'on fait aussi tous les ans aux nouveaux planteurs, acquéreurs, chacun de 300 acres.

Troisième Époque :—Elle est de dix années ; c'est celle durant laquelle, couvert de toutes les dépenses par les rentrées, on reçoit chaque année un excédent qui s'accumule, pour faire le remboursement de l'emprunt de 10,000,000 liv.

La quatrième Époque embrasse tout le temps que la Colonie doit durer, après sa libération consommée. Cette époque est la conclusion de cette Seconde Partie.

Enfin, on désignera la première année de l'emploi de cet emprunt par 1781 ; la seconde par 1782 ; & ainsi successivement, afin de faciliter l'indication des années, quand il faudra les rappeler.

PREMIERE EPOQUE, de 1781 à 1784.

Première Année, 1781.

Sommes à emprunter pour les avances de huit années.

La première année, il est avancé aux nouveaux habitans les $\frac{3}{4}$ du prix de 1200	<i>liv.</i>
nègres : ci	987,120
<i>Idem</i> , aux anciens habitans, les $\frac{3}{4}$ du	
prix de 800 nègres : ci	658,080
Frais de régie, 1 pour cent, de	
10,000,000 liv. : ci	100,000
	1,745,200

De l'autre part : ci	liv.
Intérêt à 6 pour cent, de <i>id.</i> ci	1,745,200
Commission aux banquiers, pour faire l'emprunt chez l'étranger, dans l'Alle- magne, la Suisse, & l'Italie, récompenses & gratifications, le tout tiré pour mé- moire : ci	600,000
	<i>Mémoire</i>

La dépense totale de la première an-
née est de 2,345,200 liv.

Les années suivantes, la dépense sera
constamment la même, moins les objets
tirés pour mémoire.

1782.

La deuxième année, on reçoit la pre-
mière annuité des anciens habitans, aux-
quels il a été fait une avance de 800
nègres, en 1781. Cette rentrée est de
246,194 liv. La dépense diminuée d'au-
tant, n'est plus que de

2,099,006

1783.

La troisième année, on reçoit la
deuxième annuité des anciens habi-
tans, auxquels il a été avancé 800 nè-
gres en 1781, & la première annuité
des anciens habitans, auxquels la même
avance a été faite en 1782. Au moyen de
ces deux rentrées la dépense n'est plus
que de 1852,812 liv. : ci

1,852,812

1784.

La quatrième année, on reçoit la der-
nière annuité des anciens habitans, aux-
quels il a été avancé 800 nègres en 1781 ;
plus la seconde annuité de la même
avance de 1782 ; enfin, la première an-
nuité de la même avance de 1783. La

6,297,018

De l'autre part : ci . . . liv.
6,297,018

recette totale est de 738,582 liv. & elle
sera la même pendant chaque année sui-
vante. Or, cette rentrée tous les ans
couvre l'objet de sa dépense, qui n'est
que de 658,080 liv. ; on a donc un excé-
dent de 80,502 liv. On reçoit de plus,
cette quatrième année, la première an-
nuité de l'avance de 1200 nègres faite en
1781, & du prix de 30,000 acres de terre,
aux nouveaux habitans. Cette annuité
est de 319,478 liv. qui jointe à 738,582
liv. fait 1,058,060 liv. Or, on doit payer
2,345,200 liv. ; il ne reste donc à fournir
que 1,287,140 liv. : ci . . . 1,287,140

SECONDE EPOQUE, de 1785 à 1788.

1785.

La cinquième année, on reçoit comme
la précédente 1,058,060 liv. & de plus la
première annuité des avances faites aux
nouveaux habitans en 1782. Cette an-
nuité est de 319,478. Il reste à fournir
967,662 liv. : ci . . . 967,662

1786.

La sixième année, on reçoit *idem* ; plus
la première annuité de 1783. Il reste à
fournir 648,184 liv. : ci . . . 648,184

1787.

La septième année, on reçoit *idem* ;
plus la première annuité de 1784. Il
reste à fournir 328,706 liv. : ci . . . 328,706

 9,528,710

De l'autre part : ci . liv. 9,528,710

1788.

Enfin, la huitième année; on reçoit *idem*; plus la première annuité de 1785. C'est la dernière année où les recettes ne couvrent pas la totalité des dépenses. Il reste à fournir 9,228 liv. : ci . . .

9,228

Total . . 9,537,938

Les dix millions empruntés sont employés, moins une somme de 462,062 liv. On a établi 800 habitans, auxquels on a vendu 240,000 acres, & avancé les $\frac{3}{4}$ du prix de 9,600 esclaves, montant à 7,896,960 liv. On a de plus avancé aux anciens habitans les $\frac{3}{4}$ du prix de 6,400 esclaves, montant à 5,264,640 liv. On a payé tous les ans, à titre d'intérêts, 600,000 liv. pendant huit ans, montant cette somme d'intérêts à 4,800,000 liv. Ainsi, on a dépensé en huit années, 17,961,600 liv. Mais, si les avances devoient cesser à cette époque, parce qu'on n'auroit eu à vendre que ces 240,000 acres de terre, on auroit à calculer les rentrées. Elles consisteroient en 2,215,746 liv. à recevoir, par tiers, d'année en année, pendant trois ans; plus 20,766,070 livres à recevoir inégalement en 12 années. Total, 22,981,816 livres; qui, l'intérêt composé déduit, sur le pied de 6 pour cent par an, auroit une valeur actuelle de 1,974,238 liv. pour la première somme, & de 15,519,360 liv. pour la seconde: total, 17,493,598 liv.—Sur quoi on auroit 10,000,000 à rembourser. Ainsi, le bénéfice de huit années est déjà de plus de 7,000,000 liv. en sus des intérêts, à 6 pour cent par an, qui auroient été payés pendant ces huit années.

TROISIEME

TROISIÈME ÉPOQUE; de 1789 à 1798.

1789.

La neuvième année, 1789, on reçoit des anciens habitans 738,502 liv. & des nouveaux, dont les premiers sont entrés en remboursement en 1784, une somme de 1,916,868 liv. Ainsi la recette est de 2,655,450 liv. or, on doit payer 2,345,200 liv. : ainsi, on a déjà un premier excédent en recette de 310,250 liv.

Excédent de recettes réservés pendant dix ans, pour rembourser les sommes ci-dessus empruntées.

310,250

1790.

La dixième année, on reçoit de plus la première annuité des prêts faits aux nouveaux habitans en 1787. On a un second excédent de 629,728 liv. : ci

629,728

1791.

La onzième année, on reçoit de plus la première annuité des prêts faits aux nouveaux habitans en 1788. On a un troisième excédent de 949,206 liv. : ci

949,206

1792.

La douzième année, même accroissement; on a un quatrième excédent de 1,268,684 liv. : ci

1,268,684

1793.

La treizième année, même accroissement; on a un cinquième excédent de 1,588,162 liv. ci :

1,588,162

4,746,030

De l'autre part : ci . . . 4,746,030

1794.

La quatorzième année, on ne reçoit plus d'accroissement. Les nouveaux habitans, auxquels il a été fait des avances en 1791, payent leur première annuité ; mais, ils ne font que remplacer l'annuité des prêts faits en 1781, & actuellement éteinte. Ainsi, le fixième excédent est semblable, 1,588,162 liv. : ci . . . 1,588,162

1795, 1796, 1797, 1798.

Pendant ces quatre années encore, les habitans qui entrent en payement, ne font que remplacer un pareil nombre d'habitans libérés. Toutes ces années sont semblables ; & la somme de leurs excédens est de 6,352,648 liv. : ci . . . 6,352,648

Total 12,686,840

L'emprunt n'étant que de 10,000,000 liv. il est remboursé. On conserve une somme de 2,686,840 liv. & la caisse attend des rentrées considérables, avec lesquelles elle commencera l'époque suivante.

CONCLUSION,

OU

QUATRIÈME ÉPOQUE, CONTENANT LE RÉSULTAT.

LES créanciers sont remboursés. Ils ont touché 20,800,000 liv. savoir, 10,000,000 liv. pour le capital, & 10,800,000 liv. pour leurs intérêts à 6 pour cent par an, pendant 18 ans. Ce sont les planteurs

qui ont payé ces sommes ; & dans les planteurs, ce sont ceux seulement qui en ont profité. (1) Mais, ils le doivent à Sa Majesté, dont la sage protection leur en aura donné les moyens. Les capitaux que leur industrie aura créés, ne se bornent pas à cette somme de 20,800,000 liv. touchée par leurs créanciers. Il reste en caisse 2,686,840 liv. : ci . . . 2,686,840

Les anciens habitans doivent en outre une somme de 2,215,746 liv. payable en 3 ans, d'année en année, & dont la valeur actuelle, intérêts composés de 6 pour cent déduits, est de 1,974,238 liv. : ci . . . 1,974,238

Les nouveaux habitans doivent une somme de 23,960,850 liv. payable, la partie la plus considérable en cinq années, & la totalité en 12 ans. Sa valeur, intérêts déduits, comme ci-dessus, est de 18,367,570 liv. : ci . . . 18,367,570

Total 23,028,648

(1) Dans l'année 1754, il a été publié en France, un ouvrage intitulé *Essai sur les Colonies Françaises, ou discours politiques sur la nature du gouvernement, la population, & le commerce de Saint Domingue*, sans nom d'auteur, & dont il n'a paru que la première partie. On y voit que, depuis dix ans, le gouvernement de cette colonie cherchoit, sans pouvoir le trouver, un moyen de secours & de crédit, pour le progrès des cultures, auxquelles on croyoit que les usures du commerce étoient contraires ; & si St. Domingue n'a pas eu un établissement d'encouragement, qu'on jugeoit nécessaire à sa prospérité, c'est parce que, de tous les moyens qu'on proposoit, il n'y en avoit pas un seul de sage. On s'est arrêté quelque temps à l'idée d'un emprunt, & d'un impôt pour le rembourser ; impôt, qui auroit fait payer, par les habitations libérées, les dettes des habitations qui s'obéroient. C'est cette même nécessité que le Roi de Danemarck a reconnue, quand il s'est chargé de la dette ancienne des habitans de St. Croix, & lorsqu'il a établi une caisse royale dans cette île, pour des avances sur le prix des nègres.

Mais, si, au lieu de dix millions empruntés, la Colonie avoit eu dix millions en propre en 1781, lorsqu'elle a formé son établissement de secours ; elle auroit, actuellement qu'on la suppose en 1799, non-seulement ce capital de 23,000,000 liv. mais en outre 18,243,000 liv. à cause des sommes de 600,000 liv. qu'elle a payées tous les ans, pour les intérêts de chaque année, pendant dix-huit ans, & qui au contraire lui en auroient produits ; elle auroit de plus encore 13 à 14 millions provenans du prix des ventes de terre qu'elle auroit faites, en plaçant cette même somme de 18,543,000 liv. entre les mains de ses nouveaux habitans. Elle auroit de plus enfin 13,705,000 liv. savoir, les dix millions qu'elle a remboursés, & les intérêts qu'on a négligé de faire produire aux excédens de recette, tandis qu'ils s'amassoient pour ce remboursement. Elle auroit donc environ 70 millions tournois, somme septuple de celle avec laquelle elle auroit commencé ses secours.

Or, lorsqu'avec dix millions, qu'on devoit rembourser, & pour lesquelles on payoit un intérêt de 600,000 liv. tous les ans, on a établi, durant les 18 années qui viennent de s'écouler, 1,800 nouveaux habitans ; lorsqu'on a avancé les $\frac{2}{3}$ du prix de 36,000 nègres ; lorsqu'on a mis en culture 540,000 acres, & que l'on possède actuellement un capital de 23,000,000, dont on ne doit point d'intérêts ; quelle rapidité de progrès on peut espérer ! Ce n'est plus comme précédemment, une somme de 1,625,200 liv. employée en secours, tous les ans : c'en est une actuellement de 3,652,522 liv. & qui, chaque année, devient plus considérable. Ainsi, ce ne sera plus 2000 nègres tous les ans ; la caisse de secours, cette année, en peut procurer 4000, & augmenter d'année en année : ce n'est plus 100 habitans que la caisse établira tous les

les ans ; elle peut, cette même année, en, établir 200, & plus encore, chacune des années suivantes : la caisse de secours aura constamment à sa disposition des capitaux toujours supérieurs à ceux des années précédentes.

On a, dans St. Domingue, un exemple de ce résultat. Ses Colons, en 1750, devoient, au commerce de leur métropole, 10 millions : ils lui devoient 180,000,000 liv. en 1790, après un laps de 40 ans. Les secours effectifs qu'ils avoient reçus, n'étoient pas les deux tiers de la somme dont ils se reconnoissoient débiteurs : le surplus étoit composé de ces énormes bénéfices, que le commerce François faisoit dans les colonies. Ici, au contraire, on ne voit point d'usures exorbitantes. Ce sont de véritables secours ; &, dans un nombre d'années semblable, ces secours s'élèveront à plus de 180,000,000 liv. ; parce que, loin d'avoir écarté les avances du commerce, on aura vu au contraire cette caisse, par la sagesse de ses réglemens, les attirer dans la Colonie, les protéger, les garantir, & les rendre beaucoup plus considérables que ceux même dont elle dispose. Cependant, s'il étoit possible qu'aucun événement, soit la guerre, soit l'intempérie des saisons, n'y apportât des changemens ; tels sont les effets de ces deux fonds d'encouragement, que, par leur seule progression naturelle, l'un, destiné aux avances des anciens habitans, & qui est, en ce moment, de 2,215,746 liv. seroit de 18,072,700 liv. dans 38 ans. L'autre, destiné aux nouveaux habitans, & consistant, aujourd'hui, en 23,960,850 liv. encore à recevoir des 1200 derniers arrivés, doit, pendant les douze années que durera leur libération, donner des établissemens à 2427 autres habitans, débiteurs, entr'eux tous, d'une somme de 77,526,900 liv. Ceux-ci, pendant 13 ans, en établissent chacun près de trois & demi ; &, tous

ensemble, ils donnent des établissemens à 7853 nouveaux habitans, qui, à leur tour, sont débiteurs d'un capital de 250,908,000 liv. avec lequel ils donnent, durant les 13 années suivantes, des établissemens à 25,417 autres nouveaux habitans, débiteurs ceux-ci d'une somme de 812,038,000 liv.

Or, ce sont seulement 38 années d'écoulées, depuis la libération du fond de 10,000,000 liv. emprunté ; ce sont 37,497 nouveaux habitans établis depuis le commencement des avances, c'est-à-dire, en 56 années ; ce sont, en tout, 579,612 nègres, procurés par les deux fonds d'encouragement réunis ; ce sont enfin 11,249,100 acres mis en culture durant le même temps, ou 17,577 milles quarrés, à raison de 640 acres par mille. Encore quatre multiplications, de 13 ans chacune, 4,621,632 habitans auroient des établissemens ; & les 3,202,640 derniers arrivés devroient une somme de 1,023,100,000,000 liv. C'est la terre, & non les capitaux, qui manqueroit. Le calcul y arrive ; la nature n'y atteint point ; & si la progression est portée aussi loin, c'est parce qu'en cette matière ne trouver juste que la somme qu'il faut prouver, est un préjugé défavorable contre les résultats moins faciles, qu'on attendroit de l'expérience. C'est elle, c'est l'expérience qui donne aux opinions des hommes le rang qu'elles doivent occuper ; & qui ne la consulte pas, rarement a sujet de s'applaudir. L'expérience est le passé : il est le livre de l'avenir. Il faut le consulter.

L'île de la Jamaïque a déjà été prise pour exemple. On supposera qu'en 1670, son administration auroit joint à la méthode de vendre ses terres, une caisse semblable à celle qui s'est formée depuis à Sainte Croix, & que ses terres n'eussent plus été vendues que pour accroître le fond d'encouragement & de secours. Les nègres coûtant alors 342 liv. 16 s. & tout de-

vant être en proportion, un emprunt de 2,500,000 liv. à cette époque, eût répondu à un de 10,000,000 livres aujourd'hui ; & quelque modique que fût ce capital à son origine, il auroit donné, pour 1790, par un calcul infiniment modéré, infiniment réduit, un capital plus que suffisant pour établir un territoire égal à celui des îles du grand Archipel de l'Amérique. Ainsi, en moins de 30 ans, l'île entière de la Jamaïque eût été en culture : il y en a à peine le tiers en ce moment.

Si ces calculs sont nouveaux & étonnans, il faut s'en prendre aux hommes, qui, les ayant sous les yeux, ne les ont pas vus. Cette immense progression de capitaux, qu'ici l'analyse compose, a déjà été faite dans les Colonies, qui ont atteint un haut degré de prospérité. Mais, elle y a été faite, sans que nul homme en eût le dessein : c'est la nature seule qui l'a conduite. Toute Colonie riche doit son opulence à des capitaux qu'elle a convertis en fruits ; à des fruits qu'elle a convertis en capitaux ; à ces capitaux encore convertis en fruits ; & ainsi progressivement depuis sa naissance, jusqu'au moment où l'on admire sa splendeur. Ce Mémoire n'a d'autre avantage que de rendre cet effet sensible. On y est parvenu, en concentrant sur un même point, un premier capital & toutes ses fructifications. La somme de la richesse, il est vrai, y est supérieure à celle que les Colonies les plus opulentes ont amassées, dans le même nombre d'années que ce Mémoire emploie à former de tels résultats. Mais, la différence s'explique. Une Colonie & une métropole donnent, par la nature & les effets de leurs relations, l'idée d'une société, entre le commerce d'une part & l'agriculture de l'autre. Celle-ci seule a consacré à ses progrès, la part qui lui est restée, chaque

année, des capitaux produits par ses fruits: le commerce, chaque année, a retiré, plus ou moins, la sienne. Que quelqu'un essaye d'indiquer à quelle autre source ont été prises, depuis soixante ans, ces fortunes amassées à Bordeaux, à Nantes, à la Rochelle, au Havre, & dans tant d'autres places, par un nombre considérable de maisons de commerce, toutes retirées riches de plusieurs millions Tournois. Les capitaux devenus leur part ont continué de fructifier. Mais, ce n'est point dans les Colonies qui les avoient produits; c'est dans la métropole, où ils ont été répandus; c'est dans son agriculture, dont ils ont favorisé les progrès; c'est dans ses fabriques qu'ils ont multipliées; c'est dans les familles qu'ils ont élevées, & dont ils ont payé les travaux. Par-tout où il y a de l'industrie, les capitaux sont semences; & si quelqu'un peut suivre de même dans la métropole, la fructification successive des capitaux extraits des Colonies, pour faire un tout composé de ces sommes, auxquelles il joindroit celles dont le Nouveau Monde a continué les progrès, on aura des résultats différens de ceux de ce Mémoire en un seul point. Cette différence sera que les branches où la métropole prend chez elle-même les fruits de ses travaux, sont moins fécondes que celles des Colonies; & il y aura, dans les fructifications, la même diversité que dans la fécondité. Mais, ce que les Colonies auroient fait de progrès, si tous leurs capitaux, chaque année, leur étoient retournés, la métropole les a faits; & par ces calculs sont expliqués ces mots, que *l'Europe doit aux Colonies du Nouveau Monde la richesse actuelle de ses peuples*; mots que tant d'hommes ont répétés sans les comprendre, mots que n'ont pas même conçus des hommes dont on lit les écrits. Ils ont pensé que les Colonies s'élevoient & étoient entretenues par des ca-

pitaux ôtés à l'agriculture & aux fabriques de leurs métropoles.*

Convaincu de la vérité de ces calculs, & n'ayant plus de doute que pour leurs effets, craindroit-on l'objection qu'une émulation trop grande à multiplier les établissemens du Nouveau Monde, au lieu de procurer la richesse, ne produisît que l'avilissement du prix des denrées, qui sont l'objet de leurs cultures. L'expérience l'a déjà réfutée. †

* Arthur Young, dans son voyage en France, & la secte entière des économistes.

† Une objection, peut-être plus solide un jour, seroit, si les contrées de l'Afrique, où les Européens vont prendre des cultivateurs pour les terres incultes de l'Amérique, ont une population inépuisable.

Suivant l'état des importations d'esclaves, dans la seule Colonie de St. Domingue, & seulement par le commerce François, leur nombre, depuis 1680 jusqu'en 1790, s'élève à 1,337,000. On regarde St. Domingue comme formant les deux tiers des Colonies Françaises; & si la proportion a été la même pour l'importation des nègres dans les autres Colonies de cette Monarchie, celles-ci en ont reçu 448,700; alors, l'importation totale a été de 1,785,700 esclaves en 110 années.

M. Bryan Edwards a publié, en 1794, l'Histoire des Colonies de l'Angleterre, situées dans le Grand Archipel de l'Amérique. Il y a inséré un état de l'importation des nègres par le commerce Britannique, depuis 1680 jusqu'en 1790. Leur nombre s'élève à 2,250,000.

On n'a point de semblables états, pour les importations d'esclaves, dans les Colonies Espagnoles, Portugaises, Hollandoises & Danoises. Mais, ce ne peut pas être un calcul exagéré, que de supposer leur nombre à 2,000,000, dans le même espace de tems.

Ainsi, dans le cours de 110 ans, l'Afrique a fourni à l'Amérique plus de 6,000,000 de cultivateurs. Il seroit absurde de dire que c'est 55,000 par an. L'importation a toujours été en proportion de la richesse des Colonies. Par exemple, en 1680, à l'époque où les établissemens des Européens étoient, on peut dire, naissans, ces exportations ne devoient pas excéder 24000 nègres par an; & c'étoit,

Cette objection, qu'on feroit aujourd'hui contre les habitations qu'on tentera de multiplier pendant le siècle prochain, a déjà été faite à la fin du siècle dernier, en apparence avec bien plus de fondement contre les habitations qui se sont cependant élevées durant celui-ci. Alors, la ferme du tabac, établie en France vers 1674, excitoit les plus vives réclamations de la part des planteurs des îles Françaises. C'est au commencement de ce siècle que cette ferme leur a fait interdire la culture de cette plante; & les requêtes des colons existent encore. Ils y disoient que la France ne consommoit que le tiers de leurs productions en sucre, en coton, en indigo, & que les étrangers, auxquels les deux autres tiers

dans la population de l'Afrique, un vide facile à réparer par ses naissances.

Mais, en 1790, St. Domingue seule a reçu 40,000 nègres, savoir 29,000 du commerce François, & 11,000 de traite étrangère. Ainsi, c'est un calcul modéré que de supposer 100,000 nègres, cette année, pour le commerce entier des Européens. Cependant, les peuples de l'Europe ne sont pas les seuls qui enlèvent à l'Afrique ses habitants. Ceux de l'Asie lui en demandent également; & M. Bryan Edwards, dans l'ouvrage déjà cité, porte à 50,000 le nombre d'esclaves Africains que les Asiatiques reçoivent tous les ans. C'étoit donc, à l'époque de 1790, une extraction annuelle de 150,000 nègres.

Mais, on doit considérer que la partie de l'Afrique, où le commerce Européen va chercher des cultivateurs, s'étend en longueur 21 degrés de latitude nord, & dix degrés latitude sud: total 31 degrés. Elle s'étend en profondeur inégalement jusqu'aux mers opposées. La totalité forme une étendue d'environ six millions de mille quarrés de $69 \frac{13}{100}$ au degré. Mais, cette totalité n'est pas également accessible au commerce; & quelle est la population des contrées qui lui sont ouvertes?

On doit considérer encore que 150,000 nègres ôtés à une population supposée de 30,000,000 d'habitans, en font un demi pour cent, la première année; & si les naissances ne réparent point ce vide, 149,000 sont un demi pour cent de la population de la seconde an-

étoient portés, se trouvoient si abondamment pourvus qu'on ne pouvoit plus étendre ces cultures, sans les avilir & ruiner tous les établissemens, qui les produisoient. Ils en concluoient que l'interdiction de la culture du tabac alloit enlever aux îles, le seul travail qui pourroit y faire vivre les nouveaux planteurs.

Alors, les consommations auxquelles le sucre peut s'allier, n'étoient pas encore sorties de la classe peu nombreuse des premiers de chaque nation ; & il ne falloit point des marchés abondamment pourvus, afin de satisfaire à si peu de demandes. Mais, depuis cette époque, ces consommations se sont étendues des premières classes de la société jusqu'aux dernières ; parce que tous les peuples de l'Europe ont fait des progrès

née, 148,000 la troisième année, & ainsi progressivement, au point que la population ne seroit plus que de 24,000,000 au bout de 45 ans, que de 15,000,000 au bout de 129 ans, si elle ne mettoit point de termes à un tel décroissement. Or, cet événement est à prévoir. Il demande donc aujourd'hui des mesures infiniment sages ; & l'on ne doit pas attendre que l'expérience d'un demi-siècle apporte la preuve que cette source étoit épuisable. On ne s'est pas assez attaché, dans l'Amérique, aux remplacements que les habitans pouvoient obtenir par les naissances. Une importation de 6,000,000 d'habitans en 110 années, à raison de 24,000 en 1680, de 100,000 en 1790, & proportionnellement dans les années intermédiaires, donneroit, à cette dernière époque de 1790, une population de plus de 8,000,000 d'habitans ; si elle s'étoit accrue seulement d'un demi pour cent chaque année, par l'excédant du nombre des naissances sur celui des morts ; & cependant, on ne trouvoit pas en 1790, plus de deux millions de nègres dans les établissemens Anglois, François, & Anglo-Américains, quoique tous ensemble en aient reçu plus de quatre millions. Ce résultat prouve donc qu'aucun des soins qui intéressent la conservation & la multiplication des hommes, n'étoient indignes des Gouvernemens, sur-tout dans la classe des cultivateurs.

Ces considérations & ces soins ne peuvent être ici que le sujet d'une note. Ils demandent un mémoire à part.

en industrie & en richesse. Ainsi, on a déjà la preuve que le plus haut terme de la population & la plus grande aisance des peuples de l'Europe sont l'unique mesure, qui ne doit point être passée, dans la multiplication des établissemens du nouveau monde.

Or, il est facile de prouver que leur multiplication ne sera pas encore arrêtée dans plusieurs siècles. Tout est gradué dans l'accroissement des plantations ; & telle est à cet égard la marche de la nature : la production de leurs denrées en a fait naître l'usage ; celui-ci l'exemple & l'habitude ; elle le besoin ; lui la consommation & le travail pour la payer ; celui-ci l'accroissement de la population avec l'aisance générale ; & telle est la réaction de l'accroissement de la population du Nouveau Monde sur celle de l'Ancien, que, si les naissances en Europe devoient s'arrêter, parce qu'il n'y auroit que de la misère à y partager, & combien de pays n'ont éprouvé de langueur que par une telle cause, une habitation du nouveau monde, par sa liste de cargaison en draps, toiles, soieries, chaudières, souliers, cloux, instrumens de toute nature, liqueurs, salaisons, &c. que l'Europe auroit à lui fournir, donneroit la preuve qu'il ne faudroit que multiplier ces listes & les habitations du nouveau monde, pour changer la face d'abord d'une contrée de l'Europe, ensuite de l'Europe entière. Or, au point où nous prenons les choses, la multiplication n'est que commencée ; & si ce qui existoit, en 1790, de plantations dans l'Amérique, occasionnoit à l'Europe une exportation & un travail qu'on évaluoit à 500 millions tournois, il en résulte que la même émulation qui quintupleroit ces habitations en un siècle, procureroit également à l'Europe, durant le même siècle, pour deux milliards tournois de plus de manufacturiers, de commerçans & d'hommes de mer. C'est ainsi que la richesse est créée, que la production est placée, & que l'aisance générale marche

constamment devant elle. Cette multiplication est inférieure à celle que l'expérience démontre depuis le commencement du siècle actuel ; puisqu'au moment où cette objection a été faite pour la première fois, la France ne retiroit pas plus de 16 millions tournois de ses Colonies, & que leur produit, en 1790, étant de plus de 280 millions tournois, a été presque vingtplié.

Or, aujourd'hui plus que jamais, on voit, jusque dans les climats glacés de l'Europe, le bonheur des peuples devenir le but principal de la conduite des Souverains. Ils appellent chez eux, avec les arts, tous les talens créateurs de la richesse ; & ces peuples sont les plus grands consommateurs. On peut donc multiplier avec confiance les productions que les nations entières consomment dans leur prospérité. Chaque peuple de l'Europe, qui croît en industrie, accroît ses besoins. Ainsi, pour les satisfaire, les nations Européennes, qui ont des établissemens dans le nouveau monde, peuvent augmenter également leurs cultures ; &, avant qu'un siècle soit révolu, qui fait ce que l'Asie fournira encore de tout ce qu'on y va chercher aujourd'hui ? Ce siècle a naturalisé le café, & a déjà commencé la naturalisation des épiceries. On peut donc espérer sans exagération que les Colonies naissantes, où l'on réunira les deux méthodes dont on démontre en ce moment les effets, rivaliseront, avant cinquante ans, les établissemens les plus florissans qu'il y ait aujourd'hui ; sur-tout si leur exécution est favorisée par des réglemens qui seroient de vrais monumens de sagesse ; & ce qui sollicite puissamment l'adoption de ces deux méthodes ainsi réunies, c'est la considération que, chez toutes les nations, les forces maritimes sont en proportion avec leur commerce extérieur ; au point que celle qui fait, avec ses propres vaisseaux, le plus grand commerce extérieur, a aussi la marine la plus formi-

dable. L'Angleterre doit sa puissance aux bâtimens dont elle couvre les mers ; & elle en est redevable sur-tout à ses Colonies de l'Amérique & de l'Inde. La France, depuis 1750, prenoit un grand accroissement sur le même élément, ainsi que dans sa richesse intérieure : elle le devoit aux progrès de ses colonies, lents autrefois, mais devenus rapides.

Les Colonies sont marcher du même pas tous les moyens de prospérité de leur métropole. Arrivées à un haut degré de splendeur, elles sont l'occasion d'une exportation & d'une importation immenses, qui, par les droits, dont leurs objets sont chargés, accroissent le revenu de l'Etat ; qui, par l'emploi qu'elles donnent aux hommes, adoucissent leur existence, les portent au mariage, & mariés, leur font désirer des enfans, pour être leurs collaborateurs, & partager leur bonheur : au point qu'on doit calculer l'accroissement qu'une nation peut prendre en population, en force & en richesse, par les progrès qu'elle peut procurer à ses Colonies, & à son commerce extérieur : celui-ci est toujours la preuve d'un grand travail intérieur. Mais, pour ne point entrer dans ces calculs, le Commissaire du Conseil auroit terminé ici son rapport, & se feroit résumé ainsi :

Ces sommes, eût-il dit, ces sommes, dont on a vu la naissance & les progrès, ne sont pas autre chose que le prix de la terre, payé par ses fruits. Pour les obtenir, ces fruits, il faut des capitaux immenses ; & cette opération, en dernière analyse, se réduit, quant à la marche progressive, à appeler continuellement des habitans qui n'ont ni les moyens d'acheter la terre, ni ceux d'ouvrir son sein, pour en tirer le prix qui doit la payer. Mais, un capital circule au milieu d'eux ; il passe successivement par leurs mains, & leur donne à tous les moyens de l'acquérir. Dans ses principes,

cette opération se réduit à considérer les fruits de la terre, comme la rente de l'univers, & la terre comme le vrai capital de ses habitans. Tout ce qui circule sous le nom de richesse, entre les mains des hommes, est ou sorti de son sein ou imité de ses œuvres. Les intérêts payés pour les prêts d'argent, ne sont rien autre chose qu'une imitation de la nature, dans les fruits qu'elle fait produire à la terre pour lui rendre les semences qu'elle lui a confiées. L'imitation est toujours au-dessous de la réalité ; & ici on a la réalité. On a, dans les fruits, les intérêts qui devront être payés, comme on a dans le prix de la terre, le capital qui devra être remboursé.

Ainsi, l'art d'enrichir, soit les gouvernemens, soit les peuples, n'est point autre chose que la science de contraindre la terre à donner un grand emploi au travail des hommes, en mettant hors de son sein les richesses qu'elle y renferme, & que leur industrie attend pour les faire circuler. Ce seroit donc une nation énormément riche, que celle qui posséderoit un territoire immense & fertile ; si elle savoit en tirer des trésors, qui auroient le triple avantage de lui attirer des habitans des contrées les plus éloignées, d'exciter parmi eux l'émulation la plus active, & de couvrir les mers de bâtimens chargés de leurs richesses. Tout est enseignement pour les hommes qui savent tout convertir en leçon ; & c'est ici qu'elle est sublime & vraie, cette instruction que renferme l'emblème ingénieux de Deucalion & de Pirra prenant sur la terre de quoi la peupler. Il semble que la sagesse ait craint le mépris des hommes, si elle se montrait nue à leurs regards ; & elle s'est enveloppée du voile de la fable : *Magna parens terra est* ; Ovide, liv. 1. fable vii.

L'opération que Sa Majesté a prise dans ces principes, fait porter, dans le Nouveau Monde, un capital emprunté dans l'Europe ; c'est parce que, dans la na-

ture même, rien ne naît de rien ; & cet emprunt imite en faveur de la terre, ce que tous les jours, les vents font pour elle, quand ils lui apportent des semences que d'autres sols ont produites, & sur lesquelles elle va exercer sa fécondité. Si ce capital, qui sera emprunté, devoit être répandu sur le territoire de la Métropole, ce seroit à elle à le fournir ; parce que, pour 10,000,000 l. qu'elle auroit reçues, il sortiroit de chez elle, en 18 ans, à 6 pour cent par an, 20,800,000 liv. en principaux & intérêts. Mais, l'emprunt est destiné à attirer des habitans ; les sommes qui le composeront, doivent venir de l'Allemagne, de la Suisse, de l'Italie ; parce que l'emprunt ne pourra pas y être connu, sans que les secours qu'il promet ne le soient aussi ; & les hommes suivront leurs capitaux : ils suivent l'argent, comme les mouches le miel. Cette maxime doit être la loi des emprunts, qui ont pour objet d'appeler une population étrangère, dans des contrées que la nature a favorisées, & qu'il ne faut que faire connoître pour donner le désir de s'y rendre.

Jaloux de procurer à la Guyanne une population nombreuse & utile à sa prospérité, le Roi de France avoit donné une loi favorable aux étrangers. Il y renonçoit aux droits d'aubaine, en faveur de ceux qui auroient mis en culture *une terre neuve*.

La république de Hollande a été plus loin. Ses loix permettent à l'étranger, qui se retire, de se faire suivre de ses nègres dans sa retraite. Il n'y a peut-être pas d'exemples que des colons aient usé de cette faculté. Mais, des Suisses, à Neufchatel la famille de M. Peroux ; mais, des Anglois, à Londres M. Palmer, ont reçu, par des commissaires¹⁷⁹⁰ Hollandois, & par les flottes marchandes de la République, des revenus considérables, produits par des sucreries qu'ils y avoient établies. Ces faveurs ne sont pas gratuites : la Hollande doit à

ces étrangers, la vie que leurs capitaux ont donnée aux cultures de ses Colonies, les impôts dont ont été chargés les consommations & les revenus, l'emploi enfin qui en a résulté pour la marine & son commerce. Une protection, soumise à de telles conditions, n'est ni moins naturelle, ni moins utile que la faveur dont toutes les Puissances font jouir l'étranger, qui place une partie de sa fortune dans leurs emprunts publics. Cependant, ni la renonciation du Roi de France aux droits d'aubaine n'a peuplé la Guyanne Française, ni l'étendue des droits accordés aux étrangers n'a accéléré les progrès de la Guyanne Hollandoise. Aucune de ces faveurs n'a la propriété de faire lever un pied de coton. Avant la récolte tout est dépense; & l'on voit peu changer de climats aux hommes qui auroient assez de capitaux pour convertir en riches cultures les forêts ou les marais d'une Colonie.

Ainsi, la sagesse de Sa Majesté ira plus loin. Elle ne permettra pas seulement aux étrangers de s'établir dans ses Colonies, & d'y élever des fortunes considérables; elle leur en donnera les moyens. Ils existent ces moyens, dans le fond d'encouragement dont Sa Majesté a conçu l'heureuse idée, & dans les réglemens que le Conseil mettra incessamment sous ses yeux, comme un accessoir essentiel de cet établissement.

Ici seroit fini le rapport. Je l'ai supposé dans le Conseil du Roi de Dannemarc, parce que j'ai été jaloux de ne rien dire qui ne fût confirmé par des exemples, *homines magis exemplis quam concilio capiuntur—Macrob.*; & j'ai l'avantage de trouver, dans le Conseil de ce Monarque, une autorité pour l'exécution de la partie la plus difficile du plan d'administration que j'ai développé. Cette partie difficile est le régime & la surveillance que le Roi de Dannemarc a déjà établis dans les terres du

Nouveau Monde, qui sont sous sa domination, d'où l'on peut conclure que si la seconde partie de ce plan n'y est pas également exécutée, c'est parce que toutes ses possessions réunies n'ont pas l'étendue de terres que son exécution exige.

TROISIÈME PARTIE.

Où l'on examine l'intérêt de la Hollande, de la France & de l'Espagne, à adopter, pour l'exécuter, l'opération dont on a supposé le Rapport dans le Conseil du Roi de Danemarck.

LES calculs n'établissent rien, si la nature, d'accord avec eux, ne vient confirmer leurs résultats ; & lorsqu'on veut supposer des opérations qui exigent son concours, c'est un inconvénient que de s'être placé, pour une telle supposition, dans le Conseil d'un Roi presque sans territoire : parce que la nature, n'y trouvant, pour ainsi dire, pas de domaines, ne peut pas y trouver non plus les limites où elle s'arrêteroit. Ainsi, pour juger ce que cette délibération a d'applicable au bonheur des peuples, il faut la tirer du Conseil du Roi de Danemarck, & la supposer successivement dans tous les Conseils où la même sagesse peut se faire entendre. Ce sera donc dans celui de l'Espagne, dans celui de la France, dans celui de la Hollande. Ce ne sera point dans celui de l'Angleterre : elle n'a plus de terres dont elle puisse disposer dans ses Colonies. Alors, la délibération n'est pas encore terminée ; parce qu'en recevant un jour différent, tous les objets présentent un nouvel aspect.

LA HOLLANDE.

LE Conseil de la Hollande s'entendrait dire, & l'écouterait—il s'entendrait dire, que la marine de la République a dû sa naissance à l'engourdissement des nations qui lui ont laissé faire le commerce, que, sorties de leur engourdissement, elles feroient elles-mêmes. Elles en sont toutes plus ou moins sorties depuis environ un siècle. Chacune d'elles voit sa marine prendre tous les jours un nouvel accroissement; & celle de la Hollande ne tient plus le même rang; elle ne tient pas même celui qu'elle pouvoit conserver. Il sembleroit que les sujets laborieux de la République n'étoient propres qu'à un seul genre d'industrie; &, privés de l'objet de leur activité, ils ne lui en ont substitué aucun autre. Cependant, il est des carrières dans lesquelles la Hollande pouvoit faire des progrès, & prévenir les autres peuples de l'Europe, comme elle les avoit déjà prévenus dans la navigation & dans l'accumulation des richesses.

Mais, c'est notre République, c'est nous-mêmes qui avons élevé les Colonies Françaises. Reportons-nous à l'époque où nous appelions nos planteurs les habitans de la Martinique & de la Guadeloupe, auxquels même nous donnions des lettres de Bourgeois de Flessingue, afin de leur faire partager la neutralité de notre pavillon, durant des guerres qui devoient être un obstacle à leur naissance. Alors, le négociant François, incapable de tout commerce qui ne peut être entrepris qu'avec économie, nous laissoit y créer la richesse. Mais, c'étoit pour nous fermer un jour les ports de ces îles, & nous faire éprouver le regret d'avoir encouragé chez les autres, des cultures que nous devions faire prospérer chez nous-mêmes.

Considérez, dans les îles du Grand Archipel de l'Amérique, quelle étendue de terres ont été mises en cul-

ture, par les Anglois & les François, depuis 1665; & combien peu il en falloit, en 1790, pour donner de l'emploi à 130,000 tonneaux de la marine Angloise, & à 280,000 tonneaux de la marine Française. Considérez que la somme de leurs produits s'élevoit à plus de 422,000,000 liv. & que la consommation des habitans, aux travaux desquels on est redevable de ces richesses, s'élevoit à plus de 145,000,000 liv. qui leur étoient importés en productions naturelles & industrielles de leurs métropoles. L'Angleterre & la France ne possédoient pas plus de 16,400 milles quarrés du sol des îles de cet Archipel; & les deux tiers de ce sol ou ne sont pas susceptibles de culture, ou ne seroient pas cultivés avec avantage. C'est donc seulement à une étendue de 5400 milles quarrés, que ces deux Puissances ont dû l'emploi immense de leurs marines. Or, ce qui a manqué à la Hollande, pour prévenir leurs progrès, c'est la volonté & non la terre; puisque cette étendue de 5400 milles quarrés, la Hollande l'a dans la Guyanne, en n'y cultivant que ses côtes & les rives de ses fleuves, dont la plupart des terres, après une longue culture, ont l'avantage de reprendre leur première fertilité, par un repos de deux ans, pendant lequel on les remet sous les eaux.

Mais, l'époque est venue, où la République peut avoir sans rivaux l'émulation & l'habileté dont elle a manqué dans ses Colonies. Elle doit jeter les yeux autour d'elle, & mesurer avec un regard assuré, l'élévation des Puissances qui l'environnent, ou qu'elle peut rencontrer sur ses pas. Elle voit la France, l'Angleterre, la Russie, l'Espagne, le Portugal.

La France.—Si ses peuples, habitués à tromper toutes les conjectures, doivent laisser s'accomplir celle-ci; on peut dire qu'elle ne verra point en un jour le calme renaître chez elle, & moins encore sa richesse, dont

tous les moyens sont à recréer ; au point que, dans l'hypothèse même du prompt retour du calme, ce ne seroit pas trop de cinquante ans pour lui rendre sa splendeur ; & la Hollande, pour ses efforts, doit prendre le moment où elle trouve de moins cette rivale dans la carrière. Puisse cette considération être vivement sentie par tous les bons esprits ! Ils y prendront la résolution d'employer désormais à l'accroissement de la prospérité de leurs pays, les moyens qui sont les plus propres à accroître leurs fortunes particulières, & la fortune publique, & qu'ils ont jusqu'à présent trop négligée.

L'Angleterre. — Dans la soif qui la dévore, elle s'épuise à conquérir pour rendre, & fait des efforts pour n'avoir que des fatigues. Elle a passé le terme qu'elle devoit mettre à sa prospérité pour la rendre durable ; & qui a passé le but, retrouve rarement le moyen d'y revenir. Elle-même, elle s'est ôtée la partie de l'Amérique septentrionale, où elle eût trouvé bientôt une population nombreuse, milice à laquelle nulle force n'auroit pu résister dans le Nouveau Monde, & avec laquelle elle pouvoit un jour, à son gré, en acquérir l'empire. L'Angleterre en a retenu le commerce ; c'est parce que le sang des habitans des Etats-Unis est Anglois ; c'est parce que ce sang ne peut tout d'un coup oublier la source d'où il est sorti ; c'est enfin parce que plus de confiance accompagne même les relations commerciales auxquelles il se mêle. Mais, l'Angleterre perd ce commerce, à mesure que le sang Anglois s'y neutralise par le mélange des étrangers ; & ce qui le lui fera perdre plus rapidement encore, c'est qu'elle prise les contrées, & méprise les habitans, sans voir que c'est par les habitans seuls qu'elle peut s'attacher les contrées.

Etroitement circonscrite dans l'Europe, l'Angleterre établit aujourd'hui dans l'Asie, un empire moins

solide que celui qu'elle a perdu dans l'Amérique. Elle avoit donné des habitans à celle-ci : elle n'a porté que son joug dans l'autre ; & tout ce qui est joug, n'attend que le moment d'être brisé, moment prompt à venir, quand il est le vœu & des peuples qui ont reçu le joug & de ceux qui l'ont vu donner.

Ainsi, dans ses vastes projets, l'Angleterre aura regardé comme sa propriété, l'univers & ses mers. Ce n'est que dans l'ivresse qu'on a de telles conceptions ; & , ce que, dans leur accomplissement, on appelle prospérité, n'a que la durée de l'ivresse. Le terme en étoit marqué ; il devoit commencer au moment où l'Angleterre abuseroit de sa grandeur, avant de l'avoir acquise ; au moment sur-tout, où, pas assez forte d'elle-même, elle appelleroit encore à elle l'Europe entière, afin que tant d'efforts réunis donnassent à une nation, sa rivale, plus grande & mieux assise, mais jusqu'alors inactive, une énergie capable de produire des prodiges, pendant plus d'un siècle ; & puisque c'est le sommeil des grandes nations qui a fait l'Angleterre une Puissance du premier rang, leur réveil la doit rendre une Puissance secondaire. Jusqu'à sa marine, elle perdra, avec l'emploi que lui donne son commerce, l'existence qu'elle n'a due qu'à cet emploi. Il est dans les hommes, une disposition d'esprit, qui fait que les peuples laissent prendre l'empire du commerce, à la nation que ses armes couvrent de gloire. Cet empire donne au peuple qui le possède, l'émulation qui fait ensuite la perfection de ses ouvrages. L'éclat des victoires de Louis XIV avoit suivi les François, dans tous les marchés de l'Europe ; comme ils en ont été depuis presque bannis, par l'éclat phosphorique que s'est acquis, durant ce siècle, l'Angleterre. Or, réduite à ses Colonies, qu'elle appelle *West-Indies*, que fera sa puissance ? Leur sol, depuis long-temps mis en culture, a perdu

une fécondité que rien ne lui peut rendre ; & bientôt sera passé le temps des conquêtes, qu'elle méditoit de faire dans ces mers. Ainsi, son rôle est joué ; & désormais elle en aura un plus modeste à prendre, pour rester sur la scène.

La Russie.—Cette Puissance aujourd'hui affermit ses bases, pour avoir des progrès plus solides. Ses succès ne sont encore que la preuve de la vigueur qu'elle acquiert ; & l'on auroit sujet de s'étonner de voir paroître ici ses peuples, si elle ne devoit pas être nommée à la tête des nations dont l'accroissement avertit les autres de tendre par tous leurs moyens, au plus haut degré de force, dont la nature les a rendues susceptibles, afin que, ne pouvant étouffer le colosse qui s'élève, on puisse un jour le contempler sans s'humilier devant lui.

L'Espagne.—On peut dire d'elle, que l'époque où elle a jeté un grand éclat, n'est point passée sans retour. Il a été un temps où l'Europe étoit plus guerrière que commerçante ; alors l'Espagne en a été le premier peuple ; & depuis que l'Europe est devenue commerçante, elle n'a point cessé d'être comptée au nombre des Puissances qui ont les moyens d'arriver au premier rang, parce qu'elle a, dans la nature & l'étendue de ses possessions, toutes les sources d'un grand commerce. L'Espagne n'a pas fait les efforts qu'on pouvoit attendre d'elle ; c'est parce que le temps, qui coule insensiblement, ne donne que des leçons lentes. Des siècles sont déjà perdus, quand les hommes en viennent à observer que ce qui a fait autrefois la prospérité des empires, ne la fait plus ; &, durant le temps qui s'est écoulé, les peuples qui se sont accrus, ont une avance difficile à leur faire perdre. Pour la leur ôter, il faut que les nations, qui ont les dernières observé les causes de leur retard, mettent enfin à profit pour l'ave-

nir, ces leçons que donne le passé. La Hollande a cette avance ; mais, afin d'en conserver une partie, la République doit considérer ce qu'à elle-même sa propre négligence a laissé de ressources, pour le maintien de sa puissance.

Le Portugal. — On n'a point à rappeler ses années de gloire : c'est le Ciel qui les lui a données ; & qui connoît ses décrets, sait si ces années seront périodiques. Ce que nous avons à considérer est que son territoire dans l'Europe est supérieur en étendue à celui de la Hollande, & qu'il lui est inférieur dans le nombre des habitans, ainsi que dans les progrès de l'agriculture, des fabriques & des arts. Placé dans l'intérieur du continent, le Portugal eût été sans nom. Ce qu'il a eu de gloire, ce qu'il a de puissance, il le doit à la mer. Les mers sont comme les artères du monde ; & qui est auprès, en reçoit plus de vie. Il le doit à ses conquêtes, à ses découvertes, à ses Colonies ; il le doit au Brésil. Si la mer donne la vie, les Colonies donnent l'accroissement ; & dans ces deux sources de la prospérité du Portugal, la Hollande trouve une grande leçon. Mais à quoi nous serviront les mers, quand chaque nation se fera remise en possession de son propre commerce, si la République aussi n'a pas son Brésil ? Il est dans la Guyanne.

Ainsi, c'est à la Guyanne désormais que la Hollande doit donner ses soins. Considérons ce que nous y avons fait, & ce qui nous y reste à faire. Des banquiers de la République ont réuni leurs crédits ; ils ont procuré aux planteurs de cette Colonie, des capitaux énormes, qui ont été perdus. Mais, faut-il aller dans le Nouveau Monde, pour apprendre comment est arrivé leur perte ? Ils auroient eu le même sort dans l'Europe. Sous quelque ciel que ce puisse être, on voit rarement le métier ne pas rendre la laine, le chanvre,

chanvre, le lin, la soie ou le coton qui lui ont été confiés, pour les travailler & les transformer en étoffes dont sont faits nos vêtemens, nos tapis, nos couvertures; on le voit aussi rarement manquer à rendre ses réparations. Au contraire, il arrive très-fréquemment de dissiper en dépenses de luxe ou en fêtes, les sommes d'argent, qui sont prêtées pour établir une fabrique, ouvrir un magasin, former une entreprise. Mais, parce qu'il n'appartient qu'à des parens & à des amis, de faire l'expérience des hafards que courent des sommes prêtées en espèces pour exécuter des entreprises; ce sont toujours des familles ou des amis qui font ces sortes d'avances.

Cependant, une plantation dans les Colonies n'est pas autre chose que l'entreprise d'une manufacture. On l'a fait prospérer, si l'on lui donne plus de bras, qui, y faisant plus d'ouvrage, en accroîtront les produits; si l'on lui fournit même une partie des moulins qui exprimeront les cannes, une partie des chaudières qui cuiront les syrops. Mais, sous un ciel où le sang, toujours enflammé, donne aux hommes des désirs & des passions que les plus sages ont de la peine à contenir; si l'on prête des sommes d'argent aux planteurs, c'est leur faire des avances de la classe de celles qui, fréquemment perdues en Europe, seront certainement perdues dans l'Amérique. Or, c'est ce qu'ont été les prêts énormes, faits aux planteurs de Surinam, & qui ont servi à l'accroissement, non de la richesse, mais du luxe de la Colonie, & de tous les maux qu'engendre un luxe effréné.

Les banquiers, qui ont réuni leurs crédits, pour procurer ces prêts, auront été séduits par le fort intérêt que les planteurs devoient payer, & par les commissions qui devoient être prises sur les avances, & leurs rentrées. On n'a point assez observé que tout,

dans la vie civile, comme dans la nature, a ses règles, & qu'en matière de prêt, ces règles ne sont presque jamais violées, sans rencontrer tous les dangers dont ils ont fait l'expérience. Il falloit avancer aux habitants de Surinam, non des sommes d'argent, mais les instrumens de leurs cultures.

Prouver que rien ne réussit quand il est fait sans règle, & que tout a réellement ses règles, n'est pas une réflexion oiseuse. C'est de la nature que les hommes ont reçu la parole : mais, son usage observé, analysé, réduit en règles, a donné les langues. C'est de la nature que l'homme a reçu les bras, & tout ce qui est l'objet de leurs travaux : mais observé, analysé, réduit en règles, l'usage des bras a donné les arts ; & , au moment où le Conseil délibère sur la fondation ou l'accroissement d'une Colonie, quel homme peut être assez insensé pour ne pas reconnoître que ces actes ont aussi leurs règles ? On ne les découvrira jamais ; si l'on ne procède point à leur recherche, ainsi qu'il a été procédé pour trouver les règles des langues & des arts, par l'observation & l'analyse.

Or, c'est par ces moyens qu'ont été posées les bases du fonds de secours qu'on vous propose de créer, pour la prospérité de vos Colonies. Sa nature, sa marche, ses progrès, tout y prouve sa nécessité & ses effets. Son exécution ne reçoit pas de véritables objections ; puisque la composition de ce fond est la réunion de deux opérations exécutées ailleurs, & que la meilleure preuve qu'une chose peut être faite, est qu'elle ait déjà été faite. Je conclus donc à l'adoption du rapport & à l'ajournement du travail qui devra vous être présenté pour le compléter.

LA FRANCE.

Sorti des Conseils de la Hollande, je me transporte dans ceux de la France ; & pour n'y point voir les objets à travers d'un prisme, je laisse à ses frontières, toutes les passions des habitans qui ont fui son sol. Là, un rapporteur désireroit des esprits disposés à écouter des vérités, qu'on a perdu l'habitude d'entendre. Il voudroit mettre dans ses discours, la sagesse de Caton réprimant les vices de ses contemporains, & celle de Sully ou de Colbert appelant dans leur patrie l'agriculture, le commerce & les arts. Il diroit : Les victoires de la France sont à la nation ; les crimes à des individus. La postérité fera cette séparation. Mais, des complices de tant de crimes ont siégé dans ses Conseils ; & la gloire acquise par les victoires leur sera étrangère, jusqu'au moment où ils feront régner sur le sol de la France, autant de vertus qu'il y aura été commis de crimes.* Voilà pour nous animer dans nos travaux, quelles pensées nous devons sans cesse avoir devant les yeux ; & , afin qu'elles ne sortent point

* En 1789, dans une maison qui m'avoit souvent rappelé les Banquets tant vantés de la Grèce, je disois à Barrère, qu'il étoit dangereux de parler de leurs droits, à des hommes qui ne connoissent pas même leurs devoirs. Il me répondit : *Il faut donc arracher la vigne, parce que des hommes abusent du vin.* Ma réplique fut : Vous avez dit le mot ; Mahomet, qui n'étoit point un foible législateur, l'a fait arracher dans toute l'Asie ; & ce n'est pas celle de ses loix dont la sagesse est la moins profonde. Barrère rompit en me disant que mes argumens étoient trop pressans. J'allois ajouter que dans le ciel les bases d'un code pourroient être les droits de ceux qui l'habitent ; mais que, sur la terre, les seules vraies bases d'un code sont les devoirs des hommes. C'est dans les devoirs uniquement qu'on trouve la connoissance des droits, & les titres par lesquels on mérite d'en jouir. C'est bouleverser la terre, & prendre son code à rebours, que de mettre en loix, les droits avant les devoirs.

de nos esprits, demandons-nous, chaque jour, en commençant nos délibérations, quel sénat parut à Cinéas le conseil des dieux.

Ces deux cents hommes que Cinéas admiroit, étoient ce que la terre pouvoit offrir de plus majestueux. Différens de nous, ils n'avoient pas été nourris dans les subtilités de la métaphysique. Cinéas les auroit jugés dangereux à laisser agir, peut-être même à laisser parler. C'étoient des hommes, tels qu'ils sont formés, non par l'étude, mais par l'expérience : l'expérience est le véritable maître des hommes, que le Ciel établit sur les peuples.

Pour donner ce spectacle, le plus imposant qu'eût encore vu le monde, il falloit un gouvernement qui sçût placer chez lui les vertus aux plus hauts rangs, comme les dieux avoient mis au firmament tous les corps éclatans. Alors à Rome, les vices, qu'on ne peut ôter aux hommes, étoient dans la nuit, comme sont dans les fonds les plus creux de la terre, les eaux croupissantes qu'on ne peut agiter sans infecter ses contrées. Voilà ce qu'avoit admiré Cinéas. Nulle part la vertu n'est dans tous les cœurs ; & les peuples anciens, dont la renommée célèbre encore aujourd'hui les vertus, sont tous pris aux époques où il n'y avoit point chez eux de rôles à jouer, pour les hommes qui n'auroient montré que des vices.

Or, nous qui voulons avoir été régénérés à la vertu, non en métaphysiciens, mais en hommes dignes qu'on remette en leurs mains le gouvernement d'une grande nation, commençons par connoître les vrais intérêts de cette même nation. Le jugement de Cinéas, que tous les âges répètent, n'a point été porté sur une assemblée disposée à sacrifier, aux argumens d'un rhéteur, les progrès de la puissance Romaine, de cette puissance qui étoit leur vœu le plus constant, & l'ame de toutes

leurs délibérations. Ces hommes gouvernoient suivant le temps : le temps conduit les hommes ; on ne le conduit point. Ils n'ont fait Rome que guerrière, durant les siècles où, pour être grande, Rome ne devoit être que guerrière. Ils eussent ambitionné le commerce du monde, si le commerce en avoit donné l'empire : & comme ils demandèrent chez eux, à des mains serviles, le travail de leurs champs pour courir librement à des victoires ; de même aujourd'hui dans nos Colonies, ils consacreroient, par leurs loix, la condition des hommes que l'intérêt public y avoit attachés à la glebe ; le peuple ne devant avoir de puissance, que par le travail de ces hommes : ils font plus utiles ces esclaves, que tant de hardis discoureurs, dont les harangues, en cela comparables aux chants des syrènes, n'ont d'autre effet que d'attirer les peuples dans des abîmes.

Ce début étoit nécessaire dans des Conseils où l'on a tant parlé de Rome, pour ne l'imiter jamais : je distingue les Conseils, pour ne les pas confondre avec la nation que ses faits guerriers, & non ses discours, ont couverte de gloire. Après donc ce début, un rapporteur, dans le Conseil François, continueroit ainsi :

Considérons quelle est, pour les peuples modernes, la source de la puissance, & quelle force a pu porter aux rangs qu'elles ont occupés la Hollande autrefois, & récemment l'Angleterre : la Hollande, dont le territoire, s'il étoit attaché à l'Empire, formeroit à peine un Electorat ; l'Angleterre, qui n'eût que rivalisé la Pologne, si elle avoit été placée dans l'intérieur du continent, au lieu de l'être au milieu des mers. Je dis récemment l'Angleterre, parce que la lutte à laquelle elle vient d'appeler la France, & qui ne sera point encore terminée par la paix, est un pas rétrograde qu'a fait sa puissance ; si les Conseils de la France se mon-

trent aussi habiles dans la carrière politique, que la nation s'est montrée redoutable dans les combats.

La source de la puissance, continueroit-il, est le commerce, quand il occupe & forme un grand nombre d'hommes de mer. S'il donne l'empire de cet élément, c'est que, par les hommes qu'il exerce, il procure la force, & que par les travaux qu'il fait entreprendre sur la terre, il amène la richesse. L'emploi plus considérable qu'il occasionne, pour les hommes même qui ne quittent point leur sol, est tel qu'on a vu constamment, dans la Hollande & dans l'Angleterre, le nombre des habitans faire les mêmes progrès que leur navigation. Or, ce n'est point chez ces deux nations que croissent les productions qu'elles travaillent, qu'elles transportent, qu'elles débitent dans toutes les parties de la terre. Elles les doivent aux plus riches contrées, à des régions lointaines, qu'elles perdront par notre émulation plutôt que par des argumens de rhéteurs, qu'elles ne sont pas disposées à entendre.

Renonçons, nous dit-on, à nos Colonies; donnons tous nos soins à faire prospérer notre agriculture. & nos fabriques: & moi, je dis que si autrefois Philippe paya des orateurs chez les peuples de la Grèce, qu'il vouloit asservir; nous, nous devons croire que ces discours sont au nombre des moyens qu'emploient contre nous nos ennemis. Ne penseroit-on pas que notre agriculture permet encore aux forêts de couvrir nos terres, & que, semblables à plusieurs contrées de l'Irlande, elles nous sollicitent de leur faire venir de la Suisse, des habitans qui les peuplent & les cultivent ?* On croiroit encore

* Il y a environ dix ans que trois Genevois proposèrent au Gouvernement Britannique de lui amener de la Suisse, une Colonie, pour peupler une contrée de l'Irlande. Le projet adopté n'eut d'autre exécution qu'une pension de 300 livres sterling à chacun des trois auteurs. Deux en jouissent dans l'Angleterre; le troisième la dépense dans sa patrie.

que l'Europe nous reproche de ne lui plus donner des étoffes & des modes.

Nos manufactures ont devancé celles de la Hollande & de l'Angleterre. Mais, à l'époque où l'on sçut persuader à la France de sacrifier sa prospérité à l'édification de son église, on vit des milliers de François porter chez l'étranger, leur émulation & leurs arts. A compter de ce moment, toute l'Europe a voulu devenir manufacturière; & chaque nation, à mesure qu'elle a fait des progrès, a proportionnellement moins consommé de fabriques étrangères. Il n'en est pas de même des cultures; parce que la diversité des sols s'oppose à l'uniformité des productions, & qu'il est des contrées privilégiées dont les produits seront toujours recherchés par les peuples, auxquels la nature les refuse. Ainsi, depuis cette époque, les sources de la prospérité de la France sont changées; & puisque c'est une vérité de fait, il faut faire parler les faits.

Interrogeons les tableaux de notre commerce. Le premier que nous ayons est de 1716. Alors, l'exportation des fabriques de la France & de ses manufactures s'élevoit à 49,680,000 liv. L'exportation des productions de son sol s'élevoit à 38,689,000 liv. La somme de ces exportations est de 88,369,000 liv. Il est vrai que 9,164,000 liv. avoient été exportés dans nos Colonies; c'est une exportation faite chez nous-mêmes; & elle réduit à 79,205,000 liv. ce qu'ont reçu de nous les étrangers. Mais, nous avons obtenu de nos Colonies, un produit de 16,711,000 liv. dont nous avons exporté 15,461,000 livres. Ainsi, notre exportation, prise à ces trois sources, fabriques, agricultures & colonies, s'élevoit à 94,666,000 liv. Les produits de nos Colonies n'en composoient que le sixième; &, enfin, ce que nous leur exportions entroit pour un peu plus d'un dixième dans l'exportation entière de notre

agriculture & de nos fabriques. Mais, à cette somme de 94,666,000 liv. qui est le montant de nos exportations en produits de notre sol, de nos fabriques & de nos Colonies, il faut ajouter une somme de 2,839,000 liv. pour ce que nous avons réexporté des objets qui nous étoient importés de l'Asie & de l'Afrique. Alors, la totalité de nos exportations étoit ou de 97,505,000 liv. si l'on en excepte ce que nous avions exporté chez nous-mêmes, dans nos Colonies, & à 105,669,000 liv. si l'on l'y comprend. Or, dans ce dernier cas, les importations de l'étranger dans nos ports de l'Europe s'élevant alors à 71,044,000 liv. la balance à l'avantage de la France étoit de 34,625,000 liv. Nous en étions redevables, non à nos Colonies, mais à nos fabriques; &, sans colonies, nous eussions eu toujours une balance en notre faveur.

Le même recueil, où l'on trouve le tableau de notre commerce en 1716, contient pour dernier tableau celui de 1787. A cette seconde époque, l'exportation des produits de notre sol s'élevoit à 121,669,000 liv. c'est 82,980,000 liv. plus qu'en 1716. Celle des productions de nos fabriques s'élevoit à 185,077,000 liv.; c'est 135,397,000 liv. plus qu'en 1716. Réunies, ces deux exportations formoient une somme de 306,746,000 liv. Il est vrai que 77,913,000 liv. ont été exportés dans nos Colonies, & c'est, comme en 1716, une exportation faite chez nous-mêmes. Ainsi, ces deux exportations, chez l'étranger seulement, se réduisent à 228,833,000 liv. Mais, nous avons reçu de nos Colonies 185,048,000 liv. dont 152,684,000 liv. ont été réexportés. Ainsi, notre exportation la plus réduite, & prise à ces trois sources, agriculture, fabriques & Colonies, s'élevoit à 381,517,000 liv. Notre exportation dans nos Colonies formoit le quart de l'exportation totale des produits de notre sol & de nos manufactures;

factures ; & enfin, les produits coloniaux réexportés entroient pour plus de la moitié, dans nos exportations à l'étranger, qui provenoient de nos fabriques, de notre agriculture & de nos Colonies. Nos autres exportations formées des objets que nous avons reçus de l'Asie, de l'Afrique, & des contrées de l'Europe où nous commerçons, s'élevoient à 78,687,000 liv. Ainsi, la valeur totale de nos exportations étoit de 460,204,000 l. si l'on en excepte ce qui a été exporté dans nos Colonies, & 538,117,000 liv. si l'on l'y comprend. Or, dans ce dernier cas, les importations de l'étranger dans nos ports de l'Europe s'étant élevées à une somme de 459,198,000 liv. la balance à l'avantage de la France a été de 78,919,000 liv. Nous l'avons due, non à nos fabriques, mais à nos Colonies : au point que, sans Colonies, nous aurions exporté de moins 77,913,000 liv. qu'elles ont reçus des produits tant de notre sol que de notre industrie ; nous eussions encore exporté de moins 152,684,000 liv. qu'elles nous ont fournis & que nous avons réexportés ; enfin, les étrangers nous auroient importé de plus, notre consommation de denrées coloniales, montant à 32,364,000 liv. C'est une situation dans laquelle aucun empire ne pourroit exister.

Outre cette conséquence, le tableau de notre commerce, en 1787, en fournit un grand nombre d'autres. Il prouve que nos Colonies ne nous ont point fait négliger notre agriculture ; puisqu'elle a triplé ses exportations de 1716, & qu'elle a nourri en France plus d'habitans qu'à cette époque. Il prouve également que nos fabriques n'ont pas été plus négligées ; puisqu'elles ont presque quadruplé leurs exportations de 1716, & qu'elles ont fourni en France aux besoins de plus d'habitans. Cependant, durant l'accroissement de notre agriculture & de nos fabriques, toutes les na-

tions de l'Europe se sont également accrues en population & en richesse. Elles aussi, elles consomment plus qu'en 1716. Mais, parce que c'est aux progrès de leur industrie & de leurs travaux qu'elles doivent l'accroissement tant de leur population que de leurs richesses ; elles consomment de leurs propres fabriques plus qu'elles n'en consommoient en 1716 ; & ce qu'elles reçoivent aujourd'hui de notre industrie, ne nous donne plus, comme autrefois, la balance favorable du commerce que nous entretenons avec les divers peuples de l'Europe. Nous devons actuellement aux seuls progrès de nos Colonies, cette balance avantageuse, sans laquelle le commerce épuise au lieu d'enrichir.

Enfin, ce tableau prouve encore que si, dans le cours de 71 ans, nos exportations en productions de notre sol se sont triplées ; si nos exportations en productions industrielles se sont presque quadruplées ; nos exportations en produits coloniaux se sont décuplées. Mais, la balance en notre faveur s'est à peine doublée, quoique nos exportations se soient les unes triplées, les autres quadruplées, & une autre décuplée.

Une considération non moins importante est que la navigation des étrangers fait presque seule les exportations, de nos ports dans ceux des nations de l'Europe ; & qu'au contraire c'est notre navigation seule qui fait le transport des produits coloniaux, de nos îles dans nos ports ; d'où l'on peut conclure, que notre navigation, aujourd'hui estimée à 464,122 tonneaux, est de 417,000 tonneaux plus considérable qu'en 1716. Ainsi, sans ses Colonies, la France, en 1787, eût été sans marine comme sans commerce ; & c'est la raison pour laquelle l'Angleterre a constamment dirigé ses efforts vers un point unique, celui de faire perdre à la France ses Colonies, ou de les lui rendre inutiles.

C'est donc à ses Colonies que la France est redevable de tout ce qu'elle a eu d'avantages durant ce siècle. Quant aux guerres qu'elle s'est vue forcée de soutenir, elle les a dues au rang qu'elle tenoit dans l'Europe, & qui ne permettoit presque point qu'il s'y tirât un coup de canon, auquel elle ne prît part. Elle les a dues sur-tout à l'ambition de sa rivale, l'Angleterre. Celle-ci a été séduite par l'expérience qu'elle avoit cru faire, que la guerre étoit pour elle un moyen d'étendre son commerce & ses domaines. Mais, les deux dernières, dont la première a été contraire à la Grande Bretagne, & dont la seconde pourra lui être plus funeste encore, doivent donner à l'Europe l'espoir d'une tranquillité désormais plus durable.

Cependant, les guerres même les plus heureuses ont cet inconvénient, que leurs dépenses ne peuvent être défrayées par le revenu des années qu'on passe à les faire. Les Gouvernemens Européens, pour y subvenir, n'ont d'autres moyens en leur pouvoir que les emprunts toujours suivis des impôts. La France a eu ces deux moyens, à raison du progrès de ses richesses, progrès qu'elle a dûs à ses balances favorables & à l'accroissement qu'ont pris chez elle tous les travaux impossibles. Mais, cet accroissement des travaux est lui-même dû à l'avantage des balances; parce que tout capital importé chez un peuple industrieux, se répand dans son agriculture & dans ses fabriques, où il est converti en de nouveaux produits, eux-mêmes à leur tour convertis en d'autres capitaux plus considérables que les premiers; & lorsque c'est aux Colonies que la France a été redevable de l'avantage de ses balances, il est démontré combien il est faux que ses établissemens du Nouveau Monde, lui occasionnent, durant la guerre, plus de dépenses qu'ils ne lui rapportent de capitaux durant la paix. Mais, les

preuves qui anéantissent cette objection, peuvent être encore portées plus loin.

A St. Domingue, par exemple, les frais d'administration s'élevoient, en 1790, à . . . 5,759,467 liv.
Ceux de protection à . . . 4,542,624

Total 10,302,091 liv.

Mais, les impôts pour défrayer l'administration montoient à . . . 5,996,010 liv.
Et ceux pour payer la protection à 14,331,588

Total 20,327,598 liv.

Cette somme devoit faire les mêmes progrès que la Colonie, & pouvoit se quadrupler rapidement. Cependant, à cette même époque de 1790, la recette excédoit la dépense de 10,025,507 liv. Cet excédent étoit une avance que la Colonie faisoit pendant la paix, pour les années où la métropole seroit en guerre, & auroit à l'empêcher de devenir la proie d'un ennemi que sa conquête ne manqueroit point d'enrichir. Mais, pour juger le prix d'une telle avance, il faut avoir des connoissances; & une idée juste de ce que sont les emprunts publics, auxquels les gouvernemens ont recours, dans tous les cas où les revenus actuels ne suffisent plus à leurs dépenses. Ces connoissances & cette idée juste manquent aux hommes qui conseillent sincèrement à la France de renoncer à ses Colonies.

Les emprunts publics sont des hypothèques données sur les revenus à recevoir un jour. Ces revenus sont le gage de l'existence future, avant d'être celui des dépenses d'une guerre actuelle : d'où il suit la nécessité de ne les engager pour les frais d'une guerre présente, qu'avec des précautions capables de

les dégager, pour les retrouver libres au moment où ils devront donner l'existence ; & parce que tous les grands empires ont constamment, durant les années de guerre, plus de frais que de recette ; il en résulte qu'un fond d'amortissement, pour les dettes qu'ils contracteront, entre dans les parties constitutives de leurs Gouvernemens, comme les pompes dans celles d'un vaisseau. Sans fond d'amortissement, un Gouvernement que des guerres successives forcent de recourir aux emprunts & de contracter toujours de nouvelles dettes, est véritablement un vaisseau qui fait eau & n'a pas de pompes : telle a été la France. S'il a un fond d'amortissement, mais insuffisant pour rembourser pendant la paix, plus de capitaux qu'il n'en dépensera durant sa prochaine guerre, & ainsi successivement, c'est un vaisseau qui fait plus d'eau que ses pompes n'en mettent dehors ; & telle a été l'Angleterre. Ces deux Gouvernemens, l'un plus tôt, l'autre plus tard, finissent par s'engloutir.*

* L'expérience des nations sur les dettes publiques, prouve que si le mal n'est qu'à sa naissance, on ne lui cherche point de remède. Est-il devenu grave ? On désespère de lui en trouver. En 1701, l'Angleterre devoit moins de 400 millions de livres tournois. Une guerre de dix ans, terminée en 1712, a porté sa dette à un milliard deux cents quatre-vingt-dix millions. C'étoit déjà une plaie, mais dont la cure auroit été entreprise, avec d'autant plus de succès que par l'événement on auroit eu 27 années de paix pour l'opérer. On négligea de fermer cette plaie. Chaque guerre l'a accrue de tout le montant de sa dépense extraordinaire ; & en moins de 84 ans, la masse s'est élevée à plus de huit milliards. Aujourd'hui c'est une plaie presque incurable. Le progrès de la dette de la France a été le même jusqu'en 1783.

L'Espagne, suivant les Mémoires que j'ai entre les mains, devoit 160 millions en 1739 ; 700 millions en 1763 ; 900 millions en 1780. Ainsi, quelle que soit aujourd'hui sa dette, elle est à cette époque où elle peut profiter, avec avantage, des fautes de la France & de

Or, St. Domingue donnant, pendant la paix, ses dépenses prélevées, un excédent de 10,025,507 liv. soit supposé que toutes les autres parties de la Monarchie Française donnoient aussi un excédent proportionnel à leur étendue, à leur industrie & à leur population; soit supposé que le quart de ces excédens étoit pour défrayer la maison du Monarque, pour assurer des retraites aux hommes qui avoient passé au service de l'Etat, les années utiles de leurs vies, & pour mille autres objets semblables; enfin, soit supposé que les trois quarts restans de ces excédens entroient dans un fond d'amortissement chargé d'acquitter les intérêts & de rembourser les capitaux des emprunts précédens. Alors on voit que St. Domingue, à l'époque de 1790, l'intérêt étant au denier vingt, éteignoit une hypothèque de 74,447,000 liv. & remboursoit cette somme en principaux & intérêts dans le cours de quatorze années.* C'est, pendant ce siècle, la durée moyenne des temps de paix; & ce fond d'amortissement ayant été institué en 1711 seulement, il n'auroit rien existé en 1740 des dettes contractées par les règnes précédens, ni en 1778 de celles contractées pour les guerres de 1740 & de 1756. Ainsi, dans cette somme de 74,447,000 liv. que St. Domingue remboursoit en 14 années, & dans les autres avantages que les établissemens du Nouveau Monde procuroient à la France, on a la preuve que les métropoles sont épuisées, non par l'entretien & la défense de leurs Colonies, mais

l'Angleterre. Cette considération doit être un motif pour porter l'Espagne à faire usage de tous les moyens de prospérité que la nature lui a donnés.

* Ce n'est pas ici le lieu d'expliquer comment 7 millions tous les ans, pendant 14 ans, ont la propriété de rembourser un principal de 70 millions & d'en payer les intérêts au denier vingt.

uniquement par la mauvaise dispensation des revenus, soit actuels, soit futurs, de leur territoire entier.

Ils étoient donc les organes de l'Angleterre, ces hommes qui disoient depuis quatre ans, en 1793, que la France devoit renoncer aux Colonies, afin de ne plus avoir de soins à donner & de capitaux à employer que pour son agriculture. Tous leurs argumens sont détruits par ce rapport : ni les Colonies ne sont élevées par des capitaux enlevés à l'agriculture, ni la France ne peut se passer de Colonies. Elles sont toutes élevées par un premier capital, qu'elles rendent promptement ; & ses fructifications, si elles restoit toutes dans les Colonies, établiraient, en peu de siècles, tout le Nouveau Monde ; ainsi qu'un grain de blé, dont on semeroit chaque année les produits successifs, & que la terre pourroit multiplier à 15 pour un, durant un siècle, donneroit, en tonneaux de 2000 livres pesant, un nombre tel qu'il faudroit 110 chiffres pour l'exprimer. Il fourniroit pendant un nombre d'années rendu par 100 chiffres, de quoi ensemençer l'universalité de la terre habitable, à raison de 23 tonneaux par mille quarrés de $69\frac{1}{10}$ au degré, ou de 640 acres chacun.

Or, dans tous les progrès dont la nature doit être l'ouvrière, elle opère de même, mais avec une rapidité plus ou moins grande ; & , pour obtenir les trésors que donne sa fécondité, il n'y a jamais eu que la première graine à fournir aux contrées où l'on a attendu ses phénomènes. Cependant, si l'on consulte les commencemens de nos Colonies ; ce ne sont pas même les commerçans François, ce sont les commerçans Hollandois & Anglois, qui, avec les premiers capitaux, y ont semé les premières graines. Le commerçant François ne s'y est porté que quand la richesse y a été créée. Il y est venu récolter ; & en-

core, y eût-il entièrement arrêté la reproduction par l'énormité de ses bénéfices, si l'on avoit constamment écouté ses vœux. Soit chez lui défaut d'économie dans la conduite, soit désir trop vif d'une prompte accumulation de richesses, il a demandé pour tout ce qu'il leur fournissoit, des prix de cinquante pour cent supérieurs à ceux dont se contentoit le commerçant Hollandois & Anglois.

Revenons actuellement à la vérité fondamentale, qui donne la source de tous les principes pour l'administration des Colonies. Cette vérité est que tout Gouvernement habile à faire concourir la nature à leurs progrès, fait rapidement enrichir la métropole & affermir sa puissance. Les siècles modernes n'ont nul ressemblance avec les siècles anciens. Ceux-ci étoient guerriers : nous sommes commerçans. Un peuple soldat pouvoit chez les anciens conquérir l'univers : il ne lui falloit que des armes. Chez nous, c'est l'argent qui est le nerf de la guerre ; &, après des combats couronnés de la victoire, le premier épuisé d'argent est le premier aussi à mettre bas les armes. Ainsi, ne pouvant rappeler les siècles anciens, rappelons chez nous le commerce au moins ; & chérissons dans nos Colonies, l'avantage qu'elles ont d'être tout ensemble la source de la richesse, & celle de la puissance.

Pourquoi ces hommes ardens à nous conseiller d'abandonner nos Colonies, s'arrêtent-ils dans leurs argumens ? Ils ont à nous dire aussi de brûler les métiers où l'on travaille le chanvre, le lin, la laine, le coton, la soie, & de renoncer aux alimens préparés par la main des hommes. La nature se charge de tous les soins. L'air, qui fait endurcir les corps, nous apprendroit à aller sans vêtemens ; alors, sans finances, nous porterions la guerre d'un bout du monde à l'autre, trouvant, sur toute la terre, nos mêts tout servis.

Mais, parce qu'ils portent sur des objets sensibles, on seroit frappé de l'absurdité de ces conseils : ils sont cependant de la même famille que tous ceux qu'on nous donne sur nos Colonies. Les Gouvernemens sont des corps politiques : ils se conduisent par des loix politiques ; & , lorsque la terre ne donne ses fruits qu'aux travaux des hommes, les loix des Gouvernemens appellent des hommes pour les obtenir. L'humanité est satisfaite, si ces loix sont conservatrices de leurs jours. Il n'est pas au pouvoir des législateurs d'empêcher qu'il n'y ait sur la terre des corps malades & des cerveaux dérangés : mais, il est en leur pouvoir que les peuples soient heureux, par les moyens même que les têtes déréglées condamnent.

Nous avons devant les yeux les victoires que la nation vient de remporter : elle les a obtenues par les moyens qu'employoient nos pères, la valeur ; & nous, que nos fonctions moins brillantes & peut-être plus pénibles appellent à faire le bonheur de notre génération & des suivantes, ne croyons point trouver la source de nos prospérités ailleurs qu'où l'ont trouvée nos pères. Ni Sully qui a fait fleurir l'agriculture, ni Colbert qui a encouragé les manufactures & créé les élémens de notre marine, n'étoient des métaphysiciens. Ils ont bonnement voulu les effets, par les causes qui les produisent.

Redescendons des régions trop élevées où nos imaginations nous ont transportés : l'air y est trop subtile pour que les hommes le respirent ; & il n'est donné à personne de monter si haut, sans sentir sa vue se troubler, & sa tête tourner. Nous ne sommes point si malheureux que la Providence ait placé loin de nous, & hors de notre portée, les vérités qui peuvent faire notre bonheur. Elles sont près de nous ; & quand nous ne les voyons pas, c'est que nos passions remplissent le foible intervalle qui nous en sépare.

Le bonheur des peuples est l'objet de l'administrateur : sa science est toute pratique. Elle dégénère en véritable délire, quand il veut devenir théoricien & rendre les peuples la matière de ses expériences. Les essais ne sont des moyens de s'instruire que dans les sciences spéculatives, telles que la chymie, la physique, la médecine : encore elles choisissent pour leurs expériences, des corps insensibles ou les êtres vivans que l'homme ne croit exister que pour son usage. Mais, nulle loi ne convient aux peuples, si le législateur n'a pris pour leur mesure, la taille des hommes ; au point que c'est uniquement à bien prendre cette mesure, que se réduit toute la science de l'Administrateur.

Sully & Colbert, qui n'auroient pas siégé sans honte au milieu de nous, s'ils pouvoient être consultés, nous diroient que cette rivale orgueilleuse, l'Angleterre, que vous n'avez point encore pu atteindre par tant de victoires, a moins à redouter vos exploits guerriers que vos opérations politiques durant la paix. C'est le commerce qui a fait sa puissance : ce n'est que par le commerce qu'elle peut la conserver. Dans la guerre, elle se croit invulnérable. Elle ne l'est pas plus que ne l'étoit Achille ; frappez-la où elle est mortelle. Ses forges de guerre sont dans tous les marchés de l'Europe, où vous pouvez régner comme elle, & dans l'Asie, où elles sont moins solidement établies qu'elles ne l'étoient dans l'Amérique septentrionale, que vous avez commencé à lui faire perdre. Ayez, pour tous vos établissemens commerciaux, l'émulation dont elle vous a donné l'exemple. Imitiez-la en partie dans l'Asie : n'y ayez pas comme elle des sujets ; contentez-vous d'y avoir des comptoirs. Mais foyez-y un allié puissant, pour le moment d'y faire tomber son empire. L'Angleterre, en étendant sa domination, présente à vos coups une plus grande surface. Vous avez à vous

mettre en état de la frapper par-tout. Si vous devenez fort, elle ne pourra tout couvrir; & bientôt elle apprendra lequel est le plus puissant, d'un peuple qui a chez lui-même toutes les sources d'une grande prospérité, ou d'une nation qui ne les a que hors de chez elle. Celle-ci est un arbre, qui se soutient par des racines poussées chez ses voisins, & qui meurt, à l'instant où les voisins usent du droit qu'ils ont de les couper.

Ce n'est pas un emblème vide de sens que celui qui nous présente les richesses du commerce comme la sève qui fait fleurir les empires. Le commerce de l'Europe s'accroît de siècle en siècle, & continuera ses progrès. Mais, à chaque époque, sa mesure a des limites; & vous ne pouvez faire un plus grand commerce, sans réduire votre rivale à en faire un moindre. Ainsi réduite, elle perdra sa vigueur & séchera sur pied.*

Voilà à quoi votre administration doit tendre, & non à essayer si des loix faites pour des Anges, conviennent à des hommes: ces loix ne peuvent que vous rendre la risée des générations qui liront votre histoire. Ces montagnes entassées pour escalader le ciel, ne feroient-elles pas une leçon que vous donne la fable: elles représentent l'échafaudage des arguments, par lesquels vous voulez porter les hommes à une perfection plus qu'humaine. La génération ac-

* Selon que les hommes veulent la paix ou la guerre, on a des pensées différentes. Au mois de Juillet 1791, je faisois, sur un rapport du Comité des Finances, l'observation suivante, imprimée à cette même date: " Bien senties, les vérités que j'expose, seroient " un puissant argument en faveur du projet déjà conçu, d'une al-
" liance de l'Angleterre avec la France & l'Espagne. Ce sont
" autant de nations qui ne peuvent plus acquérir, qui peuvent
" perdre, & qui, unies, assureroient avec la durée de leur prospé-
" rité, la paix, peut-être, de l'Europe entière."

tuelle verroit son bonheur s'ensevelir sous leurs ruines ; & tout son espoir seroit placé désormais dans vos successeurs, si vous en avez qui sachent marcher à terre.

Confiant dans vos lumières, continueroit le rapporteur, je suppose que ces pensées, qui seroient celles de Sully & de Colbert, sont aujourd'hui les vôtres. Je vois à la France, pour le rétablissement de ses anciennes Colonies, autant à faire, que si elles étoient encore à leur naissance. Je lui vois de plus, dans d'immenses contrées, des terres restées dans nos mains, comme elles étoient en sortant de celles de la nature. Nous avons donc un grand théâtre, pour y faire éclater notre sagesse. Il faut qu'il en soit de nos folies passées, comme de ces maladies, qui rendent plus inébranlable la santé des hommes qu'elles n'ont pu tuer.

Bientôt une paix solide & durable permettra à la France, tous ces soins qu'exigent en ce moment le progrès de sa richesse & de sa puissance. Car, ainsi que durant la paix, on se prépare à la guerre : de même, durant la guerre, préparez tous les moyens que, pendant la paix, vous devrez employer pour accroître votre prospérité. L'ébranlement que la France a éprouvé dans toutes ses parties, a donné à ses peuples une activité presque étonnante, & qui fait aujourd'hui son énergie dans les combats. Elle ne sera point encore tombée à la paix, cette énergie. Ainsi, hâtez-vous de lui présenter des objets, sur lesquels vous puissiez diriger toute son action ; afin qu'elle ne la tourne point contre vous-même, contre vous sur qui elle a déjà ses regards fixés pour vous demander alors, ce que fait la puissance dans vos mains, si elle ne fait pas leur bonheur.

Des légions & des Conseils semblent jusqu'à présent former la composition entière du peuple François. Ce qu'ont fait les légions, la renommée le publie. Mais,

elle est condamnée au silence sur vous-même, si rien de grand & de sage ne sort de vos conseils. Il faut donc qu'autant vos armées ont montré de promptitude & de valeur : autant vos comités soient aujourd'hui laborieux & sages, dans la recherche des moyens d'acquérir, durant la paix, une gloire égale à celle que les armées auront obtenue dans les combats.

Votre carrière a moins de bornes. Il ne m'est point donné de vous en faire parcourir toutes les parties. Le mémoire que je vous présente, n'est point le code des finances, de cette circulation qui, par une action rapide, porte dans le trésor public la richesse, & l'en tire aussitôt, afin de la rendre aux mains d'où elle étoit sortie, & qui l'attendent pour la multiplier par de nouveaux labeurs.

Ce mémoire n'est point non plus le code des manufactures, de ce genre d'industrie dont les travaux envoyés au-dehors sont de véritables traites tirées sur les consommateurs étrangers, pour des valeurs que vos mains auront créés. Ce sont là les moyens de rendre les peuples heureux. Ces moyens sont la source d'une richesse souvent supérieure à celle que donne la terre elle-même.

Ce mémoire est moins encore le code plus difficile de la police d'un grand peuple ; * de cette police qui comprime toutes les passions, ainsi que les digues arrêtent des eaux toujours prêtes à se déborder ; de cette police sans laquelle rien ne prospère de tout ce que feroit entreprendre la paix ; de cette police enfin, dont l'absence exclut l'industrie des hommes, ainsi que le bouleversement de la nature frapperoit de stérilité toutes les contrées de la terre. L'établissement de cette police demande des législateurs. Les autres

* *Homines, a dit Tacite, homines nec libertatem totam, nec servitutem totam, pati possunt.*

parties ne sont que des pierres de l'édifice que doivent soutenir les loix ; & des commis de bureaux suffisent à tous les autres travaux. C'est au rang de ceux-ci seulement que je place ce Mémoire. J'en demande l'adoption, & qu'il vous soit fait des rapports sur chaque partie de l'administration de nos Colonies, afin que chaque partie ait ses principes, mais des principes qui soient la mesure des choses.

Les hommes ont eu des toits, & les dieux des temples, avant que l'on connût l'architecture & ses loix. C'est ainsi que nous avons eu nos Colonies. C'est après avoir beaucoup fait sans règle, que l'homme, venant à considérer ses œuvres, y voit les principes qui rendent ses ouvrages réguliers ; & nos Colonies, la source de nos prospérités futures, ne doivent plus être conduites au hasard, par une administration dont la marche seroit toujours incertaine.

Ayez l'habileté ; & , pour préparer ces travaux, le temps ne vous manquera point. La paix, que tant de succès vous assurent, ne sera pas tout d'un coup générale. Votre véritable rivale, l'Angleterre, n'est point réduite. Le Conseil Britannique est un thermomètre dérangé ; il est toujours à dix degrés au-dessus de la température de son atmosphère : il prend ses desirs pour son pouvoir ; & , quand il pensera à rendre des conquêtes récentes, dont il n'a pas encore la possession acquise, c'est qu'on l'aura amené à s'entendre redemander les conquêtes même de ses guerres les plus anciennes.

Mais, vous ne devez point croire impuissante la voix de la Renommée. Elle a porté dans toutes les contrées, ces débats du Parlement de l'Angleterre, ces discours où l'Europe est peinte épuisée, humiliée, & recevant désormais, sur la mer, les loix que la Grande Bretagne voudra lui dicter. Elle donne à tous les cœurs où il reste quelque courage, l'avis de ce que

toutes les Puissances ont à faire, pour que ces harangues ne soient que le bruit du *bull-frog*,* l'effroi du voyageur, qui, durant la nuit, en a l'oreil frappée. & n'en connoît point encore la source. Si des discours où ces Puissances sont ainsi traitées, ne leur conseillent point une alliance avec la France ; ils les portent au moins à une médiation impérieuse, afin que l'Angleterre ne trouve pas un moyen d'aggrandissement, dans une guerre dont tous ses alliés ne seront sortis qu'avec des pertes.

Cependant, il est une considération importante que vous présente l'état politique de votre rivale. Considérez que, durant la paix, les dépenses de sa sureté extérieure sont presque nulles : il en résulte que, durant la guerre, elles sont excessives. Elle devoit, il y vingt ans, 129,150,000 liv. sterling, ou 3,099,600,000 liv. Elle devoit après la guerre de 1776, 280,000,000 livres sterling, ou 6,720,000,000 liv. Ses écrivains estiment aujourd'hui que les progrès de sa dette égalent déjà ceux de sa dernière guerre. La guerre lui ouvre toutes les veines : c'est l'or qui est son sang ; &, sans qu'on lui livre des combats, par cela seul qu'on la contraindrait à demeurer sur le pied de guerre, on la tiendrait toutes ses veines ouvertes, pour la faire tomber d'épuisement.

Ainsi, cette fois, la politique du Cabinet de Londres aura été trompée dans tous ses calculs. Cette guerre de terre, dont la France sort victorieuse, l'Angleterre l'a fait entreprendre, dans la confiance qu'un pays abandonné de ses anciens officiers, mais auquel ses habitans restoient, seroit la conquête de qui voudroit la faire. Elle conserve, pour la mer, l'espoir d'un suc-

* La grenouille-taureau, décrite dans l'Histoire Naturelle de l'Amérique Septentrionale.

c'est facile, sans voir que, pour vaincre sur cet élément encore, la France a besoin de moins d'efforts qu'elle n'en fit en 1681; lorsqu'elle étoit sans marine, & qu'elle sçut en créer une, qui signala bientôt sa naissance par des victoires.

Si la France est sans amiraux; il y a de la gloire à acquérir sous son pavillon, comme sous ses drapeaux; & la gloire appelle les hommes de toutes les parties de l'Europe: elle ne permet à aucun de ceux qui entendent sa voix de rester oisifs. C'est sous le commandement d'un Hollandois, sans emploi dans sa patrie, que les flottes Russes ont brûlé celles des Turcs. On se plaît à croire sans existence en France, les hommes qui y sont encore sans nom. Il n'a fallu sur terre qu'ouvrir la lice: déjà sont inscrits au temple de mémoire, les noms de Pichegru, de Jourdan, de Pérignon, de Buonaparte, & de tant d'autres. La mer ouvre une nouvelle carrière, pour faire inscrire d'autres noms. Les François d'aujourd'hui ne sont pas indignes de leurs aïeux de 1681. Ce fut l'époque la plus brillante de notre marine, qui n'a perdu son éclat, que parce qu'on ne vit pas alors une vérité, dont l'oubli alloit faire son déclin durant le siècle suivant. Sur la mer comme sur la terre, c'est la nature qui fait les grands hommes; elle n'appelle l'art à leur secours, que pour leur donner les moyens d'exercer leur génie. Elle punit les nations qui méprisent assez ses dons, pour dédaigner ces hommes qu'elle fait naître sans se mettre en peine de la source d'où elle les fait sortir. Ses loix sont invariables; & s'il lui faut cent mille naissances, pour en donner une qui seroit cet homme, la gloire de son pays; les loix politiques, qui ne veulent de choix que sur deux mille naissances, seront cinquante ans à rencontrer cet homme, que la nature donnoit aux autres en une année.

Mais, en vain aujourd'hui toutes les causes seroient réunies, pour concourir aux succès des guerres : que soit-elles les prospérités qui en résultent, sans les loix qui, durant la paix, seroient goûter ses douceurs ?

Après ce discours fini, je préjugerois le sort de ma patrie, suivant que l'orateur sortiroit au milieu des huées ou des applaudissemens. Mais, moi qui me fais supposé dans un des Conseils de la France, je n'ai pu avoir un langage différent de celui que je tenois, au mois de Janvier 1793, lorsque je demandois la conservation des jours d'un Monarque, sur la mort duquel les hommes vertueux de tous les âges répandront des larmes. Je disois alors : " Lorsque Rome, formée d'un
" vil assemblage de brigands, abolissoit la Royauté,
" & se constituoit en République, il s'étoit déjà écoulé
" près de deux siècles & demi depuis sa fondation ; &
" deux de ses Rois, Numa & Servius, † avoient fait naître
" chez elle toutes les vertus, qui pouvoient présager au
" monde entier, un peuple digne de l'admiration des
" siècles futurs. C'étoit de la liberté, & non du sang
" des Rois, que Rome étoit avide. La liberté d'un tel
" peuple ne pouvoit point être la licence. Rome n'eût
" pas été libre, si, en même temps, elle n'eût point
" voulu que les méchans, toujours prêts à être les inf-
" trumens d'un ambitieux, fussent sans cesse sous le joug
" des loix, afin que les bons ne reçussent plus celui des

Le dénombrement de Rome, sous le premier de ses Rois, étoit de 3300 hommes, en état de porter les armes. Son cinquième dénombrement, fait sous les premiers Consuls, fut de 130,000 contribuables, qui composoient la République entière, avec les femmes en puillance de mari, les enfans en bas âge, les veuves & les orphelins, qui ne payoient point d'impositions.

† Servius Tullius a été assassiné par son gendre, qui lui a succédé.

" tyrans. * C'est à ces deux causes réunies, les vertus &
 " les loix, que Rome a dû cinq siècles de liberté ; & lors-
 " qu'une seule de ces deux causes fut détruite chez elle,
 " la liberté qui n'étoit qu'un de leurs effets, cessa avec
 " elle. La postérité a pris en pitié les peuples qui ont
 " voulu être libres par d'autres moyens que par des ver-
 " tus austères, & par des loix formidables aux méchans.
 " N'a-t-on pas vu, dans Rome sans vertus, le sang versé
 " de son premier Empereur, ne servir qu'à lui donner
 " une longue suite de successeurs, qui, presque tous, ne
 " régnèrent plus que par la terreur ? Ainsi Brutus n'est
 " connu que par son amour inutile pour la liberté, loin
 " de l'être par un service rendu à son pays. Pour ser-
 " vir véritablement sa patrie, il lui eût fallu bannir de
 " Rome, César, & tous les vices qui lui avoient livré
 " l'Empire. Victorieuse de l'univers, Rome n'avoit
 " plus les vertus que lui avoient données ses Rois Numa
 " & Servius, pour la rendre digne de la liberté ; & la
 " postérité, qui ne se trompe jamais, parce qu'elle est
 " sans passion, a prononcé que, dans Rome vicieuse,
 " l'ame grande de César & sa clémence étoient un bien-
 " fait de la nature. Brutus n'a plus été qu'un meur-
 " trier ; & Rome, autrefois le modèle de l'univers, n'a
 " plus existé que pour enseigner à la terre, que les vertus
 " seules annoncent le commencement des empires, ainsi
 " que les vices en marquent la fin. Cette vérité sublime
 " nous apprend pourquoi, après le bannissement des
 " Tarquins, Rome est restée libre ; & pourquoi,
 " après l'assassinat de César, Rome est demeurée
 " esclave, au point que cette mort donnée sans fruit,
 " est jugée, par la postérité un crime que les fac-
 " tieux attendoient, pour se disputer le trône qu'il

* Ajoutez aux loix de Rome, la distribution de ses habitans en
 tribus.

"rendoit vacant. Combien de peuples, morts nés,
 "sans ces moyens, les vertus, ont voulu prendre
 "Rome pour exemple, & ne l'ont imitée que dans
 "ses crimes !
 "Or, nous aussi, nous avons un peuple nouveau à
 "former, la royauté à abolir, & à prononcer sur le sort
 "du dernier de nos Rois. Nous aussi, nous avons juré
 "d'être libres. Ce serment renferme donc avec lui la
 "promesse que nous aurons, ainsi que Rome autrefois,
 "toutes les vertus qui ont de la sublimité ; & ces vertus
 "n'existent point là où les hommes méconnoissent
 "même la justice. Pensons donc d'avance à la posté-
 "rité qui attend, & nous & Louis XVI, pour prononcer,
 "par un même arrêt, sur nous & sur lui. Jaloux de
 "porter, sur cet ancien Monarque, un jugement que la
 "postérité puisse confirmer, procédons comme elle. Les
 "siècles futurs, qui sont près de commencer pour nous,
 "le jugeront, sans séparer des chefs d'accusations dont
 "il a à se défendre, les jours pendant lesquels il aura
 "été environné de gloire. L'histoire aura tout con-
 "servé ; & puisque la postérité prononcera sur le passé,
 "comme sur le présent, quel sera son jugement ?
 "l'homme sans passion le voit. Mais, ô honte pour ma
 "patrie ! il manque de courage pour le prononcer. Elle
 "n'est donc pas libre, ma patrie ! ô vertus sublimes, qui
 "faites toujours l'ame des républiques naissantes, don-
 "nez-moi ce courage !
 "Sans transcrire ici plus de pages, j'ai déjà prouvé
 "que mes discours ont toujours été les mêmes. Cinéas
 "eût fait une terre dont les hommes ne pouvoient pas
 "entendre un tel langage ; & moi, j'ai dû prévoir &
 "non attendre les listes de proscription. Je me suis
 "démis de mes emplois, pour quitter le sol auquel m'at-
 "tachoit ma naissance, & pour errer sur la terre, sans
 "parens, sans amis.

Errant aujourd'hui pour récompense de mes opinions, & jaloux d'être utile ailleurs, si je ne l'étois plus dans ma patrie; j'ai désiré trouver pour mes nouvelles études, un objet sur lequel je pusse découvrir des vérités dignes d'être dites à un Conseil qu'eût admiré Cinéas. Notre âge n'est pas assez malheureux pour qu'il n'y ait plus de tels conseils sur la terre; &, afin de le reconnoître, je publie mes opinions, au milieu de tant d'écrits qui inondent, tous les ans, l'Europe: comme autrefois Ulysse exposoit aux regards, une épée & des joyaux, pour reconnoître Achille. Je ne fais point concevoir d'espérances que je n'accomplirois qu'en publiant des sophismes.

Or, la plume à la main, & voyageant comme sur les ailes de l'imagination, je me suis transporté dans le Conseil du Roi de Danemarck, afin d'étudier comment on y délibère sur les objets d'utilité publique. Le Monarque qui le moins est aussi celui qui veut le moins

* En 1777, il a été publié en Hollande, un ouvrage écrit en François, & bientôt traduit en Anglois, dans lequel l'auteur a prétendu démontrer que les Gouvernemens peuvent emprunter au-delà de ce qu'ils pourront jamais rembourser. Son titre est *Traité de la Circulation*. Il a valu à son auteur, une pension de 500 liv. sterl. de la part de l'Angleterre. La France, intéressée au même paradoxe, mais moins généreuse ou plus sage, s'est contentée de récompenser l'auteur par un présent de 60,000 liv. Les hommes voient dans le même sujet, les uns la vérité, les autres des paradoxes: Davenant, en 1698, disoit que la France & l'Angleterre succomberoient sous les poids de leurs dettes, dont il annonçoit les progrès. Plus récemment encore, & dans le moment où un étranger vient d'être fait chevalier par le Roi d'Angleterre, pour avoir écrit, en 1794, que la France ne pourroit point faire la campagne de 1795, & en 1795 qu'elle ne pourroit pas faire celle de 1796. Mallet du Pan, en 1794, a été forcé de louer l'Angleterre, pour avoir écrit, en 1793, que les fautes des Puissances alliées donneroient à la France les moyens d'embraser l'Europe entière.

perdre. Je me suis ensuite supposé dans le Conseil de la Hollande, afin d'y dire ce qu'on y a oublié. Je suis dans celui de la France, où j'ai voulu rappeler & démontrer ce qu'autrefois on y savoit. Puisse ma patrie être à la fin des erreurs, dont elle devoit parcourir le cercle pour revenir aux vérités que nous ont enseignées nos pères. Ce vœu exprimé, & dans une carrière où je peux être prompt comme la pensée, je me transporte dans le Conseil de l'Espagne. Puisse un heureux instinct me faire parler le langage qu'on aime à y entendre & me préserver de tout ce qui seroit contraire à ses usages.

L'ESPAGNE.

ORATEUR de République, il n'y a qu'un moment, je ne peux plus trouver d'expressions pour rendre dignement la volonté des Rois. Pourquoi ce respect n'a-t-il pas fait tomber la plume de mes mains, lorsque mon imagination me faisoit assister aux Conseils du Roi de Dannemarck, & me la fait-il tomber aujourd'hui qu'elle me transporte de même dans le Conseil du Roi des Espagnes? Pourquoi? c'est parce qu'à l'instant où je quitte des contrées sur lesquelles on voit régner encore toute la tourbe des passions, la Majesté Royale réveille en moi, presque les mêmes pensées que celles dont est frappé, en entrant dans les temples élevés à l'Etre-Suprême, l'homme qui en reconnoît le plus les bienfaits.

Je cherche à m'expliquer cet effet aussi subit qu'imprévu: je demande à l'Histoire qu'elle me révèle les sentimens dont étoient pénétrés, dans les siècles précédens, les hommes qui ont eu à gémir sur le sort d'une patrie en révolution. Elle me montre Hobbes, composant, pendant les onze années que dura la république

d'Angleterre, son livre du Gouvernement, dans lequel, pour le bonheur des hommes, il donne à son Monarque, toute la puissance qu'exerceroit sur la terre la Divinité elle-même, si elle y descendoit pour gouverner les peuples.

Hobbes écrivoit encore que déjà l'Angleterre avoit cherché dans la Majesté Royale les moyens de rappeler le bonheur qui avoit fui son sol. Déjà la République avoit abandonné une terre que la nature sembloit avoir formée pour en recevoir les loix. Elle a placée l'Angleterre au milieu des eaux, où les Gouvernemens des autres peuples auroient le moins d'intérêts à attiser le feu des dissensions, dans lesquelles toutes les grandes Républiques viennent s'ensevelir. La nature est donc sans moyens pour empêcher les grandes Républiques de marquer leur existence par la succession des orages : toujours on voit les Nations, après avoir été battues par mille tempêtes, revenir à la Majesté Royale, comme à l'autel qui reçoit les vœux des hommes, après qu'ils sont échappés du naufrage. Ainsi, le respect que la Majesté Royale inspire, est le sentiment qu'on éprouve en pensant à tout ce qui existe de sacré sur la terre. Voilà cette cause que je cherchois aux pensées qui m'agitoient : connue, elle me donne la sécurité.

Etablie pour le bonheur des hommes, la Majesté Royale enhardit le sujet dont les travaux ont pour but la prospérité des peuples, & dans cette recherche, une confiance que le respect accompagne, est à ses yeux le plus sublime hommage qui puisse lui être rendu. Pénétré de ces deux sentimens, je peux donc achever la tâche qu'un pur zèle m'a fait entreprendre. Je continue mes suppositions : mais, elles ne me placeront plus dans les Conseils des Rois. On n'y traite point une matière, avant qu'ils l'y aient mise en délibération.

Je croirai entendre & recueillir des pensées d'un Espagnol, rentré dans sa patrie, après avoir étudié les mœurs & les moyens de prospérité des autres peuples. Loin de l'humilier, les différences ne lui inspireront que plus d'attachement aux loix de son pays.

Il a vu pourquoi dans telle contrée les travaux du commerce sont comme l'emploi spontané de tous les hommes; pourquoi dans telle autre, ces mêmes travaux ne peuvent être qu'une inclination suggérée par les efforts du Gouvernement, à une classe seulement de ses habitans. En garde contre l'imagination, qui est plus vive chez lui que dans les climats qu'il aura parcourus, il rejette toutes les conséquences qui ne seront point le résultat d'un fait; & il fait qu'un fait mal observé ne confirme qu'une erreur. Il connoît du spectateur Anglois, ces mots pleins de sens : *Si les hommes voulaient se borner à greffer sur la nature, & aider ses opérations, quels puissans effets nous pourrions en attendre!* Enfin, comme dans la première partie de ce Mémoire j'ai cherché la nature sur la terre, il la cherchera dans les hommes. Chacun d'eux reçoit sa vocation des objets qui l'entourent, se moule à l'emploi qu'il embrasse, & retient la forme qu'il y a prise. Il en est de même des peuples; & qui les connoît, saura chez les peuples mêmes, greffer sur la nature.

L'Espagnol observateur dont je me rends l'interprète, a vu la vocation du Hollandois dans un territoire étroit dont les bornes ne peuvent point être reculées; dans sa position sur la mer, qui n'a point de limites & qui n'en donne pas aux entreprises des hommes : il l'a vue encore dans la situation au centre de l'Europe, & dans de grands fleuves qui portent à des peuples nombreux les richesses dont ses provinces sont l'entrepôt : il l'a vue enfin dans la température que le climat donne aux esprits. Le climat & la situation ont

fait des habitans de la Hollande un peuple qui, dans la guerre, doit chercher la conservation & le progrès de son commerce, bien plus que la gloire qui est l'ivresse commune du soldat. L'homme commerçant est la production naturelle de la Hollande.

Il a vu qu'elle avoit dû être la vocation des habitans de l'Angleterre, aussitôt qu'ils ont pu prendre leur essor. Il a reconnu la cause de leur retard, cette cause est dans les obstacles que la nature a mis à leur communication avec les autres peuples. Ils en sont séparés par le plus redoutable des élémens, & l'Angleterre parcourt lentement tous les degrés de civilisation, par lesquels on distingue les progrès des sociétés. Les corps durs perdent dans le frottement, tout ce qu'ils ont de raboteux; ils y prennent l'éclat du poli. Il en est de même des hommes; la fréquentation des habitans de toutes les contrées est pour eux ce frottement. Ils y apprennent à les estimer, & les prisant, ils veulent en être estimés à leur tour. C'est alors que la civilisation est parfaite & qu'un peuple est sociable. Les Anglois en font encore dans leurs livres, sur leurs théâtres, dans leurs assemblées soit publiques soit particulières, à parler de l'estime qu'ils ont pour eux-mêmes, & du peu de cas qu'ils font des autres.

Je m'arrête dans ce tableau trop fidèle des mœurs Angloises: j'appréhende que l'intention de mon observateur ne soit pas que je rende chacune de ses pensées. La vie civilisée est occupée tout entière à taire ce qui ne seroit pas un miroir flatteur; elle ne permet de tout exprimer, que vis-à-vis des hommes qui n'ont pas les mêmes égards. Mais, on en use envers les peuples comme envers les hommes. Ainsi, ma crainte n'a pas de fondement; & je peux continuer de rendre tout ce que l'observateur a eu devant les yeux.

Il a donc vu l'Angleterre recevoir toutes ses leçons du dehors. Ses liaisons avec les autres nations, ont commencé par le commerce qu'elles sont venues faire chez elle. Mais, né, pour ainsi dire, de la mer qui les lui amenoit, le peuple Anglois a pensé que c'étoit pour lui plus que pour tout autre, qu'avoient été créées les mers. Cette idée a été favorisée encore par la circonstance heureuse que le centre de son Gouvernement est placé dans une ville, l'un des ports les mieux situés de l'océan. Il en résulte que, sans même en avoir le dessein, ses regards sont toujours arrêtés sur les richesses que le commerce peut lui apporter; & le commerce est devenu l'objet constant de ses soins. Ainsi entouré, le peuple Anglois ne devoit point tarder à se mettre sur les pas des Hollandois. Il les y a surpassés; & il a dit: L'empire est à moi, sur un élément où l'Angleterre laisse derrière elle, les nations qu'elle y a rencontrées. Son climat est le même que celui de la Hollande: il a sur les esprits la même influence. Mais, la séparation de son territoire & de celui du continent est brusque, comme tout ce que fait la mer; & il en résulte que, des mœurs de la Grande-Bretagne à celles du reste du continent, le passage est également brusque. Avec de telles mœurs, devenu commerçant, l'Anglois voit dans la guerre une spéculation de commerce, & tient par les registres de ses douanes, l'état de ses trophées,*

* Je reconnois cependant au peuple Anglois, les vertus domestiques, la tendresse paternelle, le respect filial, la fidélité conjugale. Qu'il les conserve long-temps! Il n'y a point de vertus publiques chez les peuples qui n'ont pas les vertus domestiques. C'est sur celles-ci que sont entées toutes les autres; & jusque dans la valeur elle-même on en distingue une, la première de toutes, celle qui défend la patrie, une autre qui ne défend que les foyers: la patrie

L'observateur que j'accompagne, a étudié ces deux peuples, non pour induire par analogie ce qu'il peut espérer de sa propre nation, mais pour ne pas attendre les mêmes effets par les mêmes causes. Il a rendu également la France l'objet de ses recherches. Il s'y est renfermé dans les époques de sa monarchie ; & il y a trouvé des ressemblances auxquelles il reconnoît qu'il se rapproche de sa patrie.

Il a vu dans la France une grande étendue de côtes ; un territoire dont la profondeur est plus vaste encore ; un peuple nombreux répandu sur son sol entier ; mais au centre, la résidence de ses Rois, & non dans une ville maritime. Ainsi, dans un tel empire, ce sont les habitans de l'intérieur, & non ceux des côtes, qui ont dû déterminer quelles seroient les mœurs de la nation. Tout a concouru pour distraire le François du rôle que la nature a donné aux Hollandois & aux Anglois : un ciel serein ; des productions variées ; des terres fertiles ; le bonheur sur la terre, sans avoir à le chercher par des courses incertaines sur les mers ; plus que tout cela, un sol qui n'a long-temps nourri que des hommes ivres de combats, & par conséquent une génération que ses aïeux ont dû instruire à ne trouver de grandeur & de gloire que dans la profession des armes. Ce n'est donc pas l'inclination de ses peuples qui a fait fleurir en France, l'agriculture, les fabriques & les arts : c'est le besoin de nourrir & d'occuper une population nombreuse. Le besoin est impérieux. Mais, parce que l'habitude est plus puissante encore, on a vu au milieu des travaux que le besoin comman-

ne se compose pas seulement de l'étendue du territoire ; elle comprend encore les autels & les loix. L'Angleterre aura le pire de tous les Gouvernemens, à l'instant où chez elle il n'y aura plus d'esprit public.

doit, la considération demeurer à la profession des armes ; & quand les exemples multipliés des fortunes immenses qu'on acquéroit dans l'administration des affaires publiques, ont eu allumé dans tous les ordres, cette soif de richesse, qui ne fait plus rien rechercher que pour l'argent qu'il produit ; cette soif elle-même n'étoit point encore l'esprit du commerce. A cette époque, ainsi qu'à toutes les précédentes, le François, au moment même où il se faisoit commerçant, avoit déjà dans le cœur le vœu impatient de ne l'être bientôt plus. Il ne croyoit point en préparer la carrière à sa génération. Il y entroit pour y gagner les frais de son ablution & devenir une souche de magistrats ou de militaires. Un peuple n'a jamais l'esprit de la profession qu'il méprise. Il y a plus : c'est qu'à l'instant où chez lui la soif des richesses est devenue générale, on ne lui voit plus de vraie considération pour aucune profession ; & nul homme n'a l'esprit de l'emploi qu'il y exerce. Les anciennes institutions peuvent exister encore ; mais, elles existent avec cette différence, que des hommes vertueux les avoient fait respecter, les avoient empêché de s'écarter de leur véritable direction, & que des hommes corrompus les ont rendues méprisables comme eux, les ont fait tendre à un but différent de celui qui leur étoit donné. Les institutions anciennes ne sont plus sacrées, depuis que des mains profanes y ont touché ; & parce que le respect ne les peut plus défendre, d'autres mains profanes vont les renverser. Qui écrirait la vie des derniers ministres d'un empire disparu de dessus la terre, feroit lire, dans la vie des uns, l'histoire de tous les vices ; dans celles des autres, l'histoire de la sottise. C'est une vérité nécessaire à dire, parce qu'elle est salutaire. Il est malheureux que l'expression de la vérité demande du courage. Mais, avec ce courage, on est au-dessus des périls ; parce que

L'ame qui le donne, fait les convertir en triomphe. Cette vérité est donc que tout empire dont le ministère présente un tel assemblage, a tous les caractères de la mort ; & , si l'on n'y apporte de remèdes, il ne faut plus que connoître la force du malade, pour dire la durée de l'agonie.*

Combien elle est sage la nature ! soit dans le monde politique, soit dans le monde physique, elle ne permet point aux orages d'éclater sur la tête des hommes, sans s'être annoncés par tous les signes du danger qui les menace. Des ministres, aussi habiles qu'in-

* Qu'avoit-on vu en France avant ses Etats-Généraux ?

On avoit vu un Contrôleur général, pour soutenir une extravagante concession faite au Duc de Polignac, mander aux pieds du Trône le Parlement qui avoit refusé d'en enregistrer les lettres, & préparer un triomphe éclatant à des Magistrats qui avoient résisté à l'autorité d'un Roi que son Ministre égaroit. C'est ainsi que se perd l'autorité des Rois, quand l'impéritie des Ministres provoque des actes fréquens de résistance. Les cinq dernières années de la Monarchie Françoisé sont remplies de ces actes qui préparoient la naissance des Etats-Généraux & annonçoient les orages. C'est durant cette lutte qu'un Contrôleur-général, n'osant plus rien soumettre à des cours qui feroient retentir la France de la censure de ses dilapidations, a pensé qu'il devoit leur substituer une assemblée de Notables. Tout le monde, excepté lui, avoit déjà prévu quelle seroit sa réponse. Elle répondit que les Etats-Généraux seuls pouvoient prononcer sur les objets qui lui étoient présentés. A l'instant les Etats-Généraux sont devenus le cri de la France entière à une époque où ni le Clergé, ni la Noblesse, ni la Magistrature, ne savoient s'attirer le respect des peuples. Tous ces corps sont tombés ; comme les fruits, qui ont fait l'ornement des jardins, tombent de pourriture aux pieds des arbres qui les portoient. Que l'on consulte les journaux François de 1784 : on y lit l'expression de l'opinion publique, dans la bouche du premier Président de la Chambre des Comptes, recevant le serment du Contrôleur-général : " Vous voici " enfin parvenu à un poste qui a fait l'ambition de toute votre vie, à " un poste que les circonstances mettent, peut-être, au-dessus des

têgres, ont vu de loin en France approcher la tempête. Ils ont demandé que l'on conjurât l'orage, que l'on assurât la durée des beaux jours ! Mais, arrivé à ce terme, on ne reçoit plus de conseils que ceux des passions. Elles ont mille interprètes ; à peine la raison en a-t-elle un. On lit aujourd'hui, sur les ruines de la Monarchie Française, *l'écrit immortel d'un homme vertueux, du Ministre & Secrétaire d'Etat, le Marquis d'Argenson*. Tous les Empires de l'Europe voient leurs destinées, dans ses derniers mots : je les transcris.

“ L'autorité monarchique & la liberté du peuple *ne sont point ennemies. Elles ne doivent ni se combattre, ni*

“ forces de l'homme le plus habile, & que la prévention qui vous entoure, vous met hors d'état de remplir.”

Je ne fais suivre ici que depuis 1784, les signes précurseurs des révolutions. Je pourrais les prendre à un siècle plus haut ; ils n'ont fait que se montrer avec plus de force à mesure que la Monarchie tendoit à sa fin : comme, dans les maladies, les symptômes s'aggravent, jusqu'au moment où ils sont ceux de la mort. *La France étoit donc à régénérer ; & les moyens étoient simples, ainsi que le sont tous ceux que donne la nature : la corruption se combat par ses contraires*. Il falloit, non des Ministres esprits brillans & faux, comme on les voyoit souvent se succéder, mais des hommes austères & prudents, qui, après s'être concilié l'estime par des vertus, auroient fait respecter l'autorité qui avoit été avilie, & auroient bientôt ordonné tout ce que le besoin commandoit. Alors, sans Etats-Généraux, l'amour & le respect des peuples auroient fait tout accepter, au milieu des transports de la plus vive reconnaissance. Voilà ce qui étoit exprimé dans la réception du Contrôleur-général de 1784. Des hommes s'amusaient aujourd'hui à faire des livres, pour prouver les uns que la France avoit une constitution, les autres qu'elle n'en avoit pas. Waine question ! Elle n'avoit plus de vertu ! Toutes les constitutions sont inutiles, là où règne la vertu ; & plus inutiles encore, là où la vertu ne règne pas.

Mais, à quoi se réduit cette note ? A rien ; si ce n'est que, pour être écouté des hommes, il faut leur parler le même langage que leurs passions ; & moi insensé, j'écris, ne pouvant parler ce langage !

“ *se détruire. C’est sur le parfait accord de l’autorité & de*
 “ *la liberté qu’est fondé le bonheur du monde. Le monde !*
 “ *de bons cœurs & des esprits droits le gouvernent*
 “ *aifement. Mais les bons cœurs, mais les esprits*
 “ *droits sont bien plus rares que les gens habiles, que*
 “ *les esprits brillans, que les hommes à imagination ;*
 “ *tous gens contre lesquels on doit être en garde : il*
 “ *faut que des plans invariables les empêchent d’éga-*
 “ *rer le public avec eux.*”

Lorsque la médecine étoit à sa naissance, on écrivoit sur des colonnes, tout ce que l’humanité découvroit d’utile pour arracher un malade à la mort. Ainsi, loin de me sentir disposé à déchirer cette page de mon trop foible écrit, je voudrois, aussi puissant que l’humanité l’étoit alors, graver moi-même aujourd’hui ces mêmes mots en caractères ineffaçables, dans les foires que fréquentent les peuples, & dans les conseils des Rois. Je sens tout ce que mon vœu a de chimérique. Les hommes qui le partagent, jouiront de le sentir dans leurs cœurs : c’est là que ces mots demeureront gravés ; & cela seul n’est point une chimère. Je reviens à mon rôle d’interprète d’un observateur.

Il a vu la France commerçante & le devoir, non à l’esprit de ses peuples, mais à la libéralité de son sol. L’Angleterre & la Hollande sont commerçantes encore ; elles le doivent aux richesses qu’elles obtiennent par le travail redoublé des hommes. Ainsi, la cause en est connue ; il ne faut plus chercher pourquoi le pavillon François n’étoit point vu dans les ports de la Russie, de la Suède, du Dannemarc, & des villes Anséatiques, où il étoit cependant importé pour 104,000,000 liv. de marchandises Françaises, mais par les bâtimens de toutes les autres nations. On ne l’eût pas même vu dans les ports de ses Colonies, si, pour tous les objets, il avoit dû y trouver en concurrence le négociant soit

Anglois soit Américain. Sans la même économie qu'eux, on ne trouve point de profits à faire sur leurs pas. Cependant, la France est devenue riche & puissante: elle a obtenu dans le commerce, par des moyens différens & à imiter, les mêmes richesses que la Hollande & l'Angleterre. L'observateur les a étudiés ces moyens. Quelle disposition d'esprit trouvera-t-il dans l'Espagne, pour y obtenir les mêmes effets? puisque c'est la disposition des esprits qui détermine le choix des méthodes.

Il a vu dans l'Espagne un vaste territoire entre deux mers; au centre la résidence de ses Rois; un ciel heureux; un sol fertile; de riches productions & en abondance; chez un peuple ancien, toute la fierté que donne le sentiment d'une origine antique; chez lui encore toutes les institutions des temps reculés, & dans ces institutions, la source de ses mœurs actuelles. Il y a vu les contrées les plus vastes & les plus fertiles du Nouveau Monde, ajoutées à son empire; elles sont des acquisitions faites par la force des armes dans des temps où l'Europe entière ne trouvoit de grandeur que dans la domination & la conquête: toutes causes qui devoient être, un jour, autant d'obstacles à la naissance de l'esprit de commerce. Il fait cette remarque à une époque où le commerce donne l'empire de la mer & celui-ci la prépondérance sur la terre; à une époque où tous les Gouvernemens montrent, pour rendre leurs peuples commerçans, autant d'émulation qu'autrefois ils en eurent pour les faire guerriers.

Mais, en considérant la diversité des rôles que la nature a distribués aux différentes nations de l'Europe, il a saisi une vérité simple, & dont les conséquences méritent d'être méditées par tous les hommes que la confiance des Souverains appelle à les soulager dans l'administration de leur pays. Cette vérité est que, s'il faut

l'esprit de commerce à une nation toute entière, pour être commerçante sur un sol étroit qui compose la totalité de son territoire, il n'en est pas de même des grands empires. Il suffit à ceux-ci que l'esprit de commerce devienne le caractère dominant d'une classe seulement des habitans. Il peut lui être donné cet esprit ; & l'ayant, cette classe établira sur les mers, tout ce qu'un grand empire doit affecter de puissance, pour y tenir le même rang que sur la terre.

Ici, l'observateur s'arrête & se glorifie de la patrie qui lui a donné le jour, des loix qu'il y a trouvé établies, enfin d'être né à une époque où cette question, *Quel Gouvernement convient le mieux à un peuple nombreux répandu sur un vaste territoire*, sera décidée en faveur de la monarchie, non par d'oisifs lecteurs, mais par l'expérience des nations elles-mêmes, dont le bonheur y est intéressé.

Des gens, sans doute habiles, des esprits brillans, des hommes à imagination avoient conçu & ont exécuté l'insensé projet d'une ligue armée contre une république naissante. L'épreuve qu'ils ont voulu de leur système, est achevée. La seule guerre utile qui puisse être faite au républicanisme, est une égale émulation entre tous les Gouvernemens. Ils ont à justifier qui d'entr'eux a l'avantage de trouver, dans sa forme même, le plus de moyens pour atteindre *promptement & sûrement* le but de son institution, le bonheur des peuples. Les hommes de l'antiquité que les modernes admirent le plus & qui étoient privés de nos lumières, ont vu & reconnu qu'une seule volonté avoit tiré le monde du néant & que plusieurs volontés l'eussent laissé dans le cahos.* Le Gouvernement, quel que

* En France, à l'ouverture des Etats-Généraux, parlant à un homme dont le cœur étoit pur, mais qui connoissoit peu le jeu des

soit l'objet sur lequel il exerce sa puissance, présente la même idée, & est toujours défini de la même manière. Les dons de la terre & tout ce dont elle fait jouir les êtres qui la couvrent, ne sont pas les lois par lesquelles l'Auteur de l'univers gouverne le monde & en assure la durée. Ces dons, ces jouissances sont les bienfaits qui résultent de ces lois. Il en est de même de la conduite des empires. *Produire & conserver, cela seul est régir*; & là où ces deux actes ne sont point, il n'y a pas de Gouvernement.

Le Gouvernement trouve, dans les hommes auxquels il commande, les instrumens de la production & de la conservation, deux vocations différentes qui semblent en faire deux classes également distinctes; &, toutes deux, il les fait concourir à son but. A l'une, il donne l'esprit de commerce. Quand il est né cet esprit, il sollicite à redoubler d'efforts tantôt l'agricul-

passions humaines, à un homme enfin célèbre alors par ses écrits, aujourd'hui par des malheurs qui sont le fruit des soins qu'il s'est donnés pour conserver la Monarchie, je comparois ces mêmes Etats-Généraux, au maître d'école de la fable prêchant l'enfant qui se noie, & qu'il étoit venu pour secourir. *L'enfant sera noyé*, lui dis-je, *avant que les discours soient finis*. Il me demandoit la raison que j'avois de voir si fort en noir. La raison! lui répondois-je, c'est l'expérience que j'ai de voir les hommes délibérer entr'eux, sur les moyens de sauver les restes d'une fortune compromise dans des banqueroutes de plusieurs millions. L'homme sensé qui leur ouvre l'avis salutaire est hué: c'est lorsque tout est perdu, qu'on dit: *Quel dommage de ne l'avoir pas écouté! il disoit bien tout ce qui arriveroit, & le moyen de l'empêcher*. Un homme les eût sauvés; la pluralité les a perdus. Montesquieu, durant sa présidence au Parlement de Bordeaux, avoit également observé que l'avis sensé est dans la minorité des membres. Par-tout, l'expérience offre les mêmes résultats; & qu'espérer pour un empire, lorsque son sort est remis à la décision de la multitude? Elle s'entend à détruire, & non à rétablir.

ture, tantôt tous les arts qui en travaillent les produits ou qui concourent à les répandre. Alors, s'accomplit un des vœux du Gouvernement, la production, dont il a levé tous les obstacles.

Dans la classe supérieure, le Gouvernement voit les gardiens des mœurs antiques de la nation & le sanctuaire, pour ainsi dire, où, retirée comme dans le lieu le plus inaccessible à la corruption, la vertu lui prépare des hommes pour délibérer avec lui, transmettre ses ordres & les exécuter en les faisant chérir & respecter. Ils sont les enfans du soleil, ces hommes; & elle est aussi sublime que juste, l'emblème de la fable qui présente la terre embrasée par le char qui devoit lui porter la lumière. Ce n'est point autrement que s'allume dans les empires le feu des révolutions qui les consomment: c'est par les fautes de ces hommes. Puissent les vertus gouverner la terre! elle sera réglée comme le ciel; & alors sera accompli, dans toute sa plénitude, le second vœu du Gouvernement, la conservation.

Nul part le passage n'est subit de la vertu aux vices; & si l'on trouve la première dans les classes élevées d'une nation, on voit dans les rangs inférieurs, toutes les vertus modestes des professions qui attendent pour récompenses les richesses que produisent leurs travaux. Ils auront l'économie, la bonne foi dans les affaires, l'amour du Gouvernement qui les encourage & les protège. S'il naît, dans ces rangs inférieurs, des hommes que des vertus sublimes aient désignés pour l'illustration de leur pays; le Gouvernement les appelle où leurs vocations les placent: ainsi que la nature permet aux météores de s'élever de la terre dans les nues.

L'homme vertueux qui a déjà été cité plus haut, le Ministre & Secrétaire d'Etat, le Marquis d'Argenson,

eut tracé les moyens de la conservation. Quant à l'observateur dont j'interprète les pensées, il ne doit chercher dans les faits qu'il exposera, que les moyens de la production. Il revient sur ses pas; il n'a jusqu'à présent fait considérer que la vocation des peuples. Il doit faire remarquer actuellement les moyens qui ont élevé leur puissance.

Il reprend donc l'Angleterre long-temps avant l'acte célèbre de sa navigation, avant cet acte qui est devenu le fondement de sa prospérité, & qui produira un effet contraire: quand les autres peuples y liront ce qu'ils doivent y voir, la nécessité de le prendre également pour règle de leur navigation, afin que l'Angleterre cesse d'y trouver l'aggrandissement de la sienne, & qu'elle perde tout ce que cet acte lui a fait acquérir de ce qu'elle ne devoit point avoir. Avant cet époque, l'Angleterre & les autres empires avoient des ressemblances, par l'examen desquelles on peut encore aujourd'hui s'instruire.

La Grande-Bretagne est au nombre des Gouvernemens qui n'ont point, comme sous leurs yeux, toute l'étendue des pays qu'ils ont à régir. Une partie est dans un monde où est établi son siège; une autre partie est dans un autre monde où, absente, elle y ordonne les actes de sa puissance: & l'on doit examiner dans celui-ci, comment s'y sont élevés ses établissemens au commencement du siècle dernier; lorsque, déjà partagé entre les deux mondes, son Gouvernement étoit distrait, par les soins que lui demandoit l'Europe, des efforts non moins nécessaires qu'attendoit de lui l'Amérique.

Combien de naissances sont difficiles par cela seul qu'elles demandent des secours, & que ces secours leur manquent! L'attention donnée à ce qui existe déjà, & pour laquelle le temps semble trop court, fait perdre

de vue ce qui est presqu'encore à naître. Ce ne sont point les soins de l'Angleterre, qui ont élevé ses établissemens du Nouveau Monde. Ce sont ses Lords; ce sont ses plus riches sujets; ce sont ses commerçans réunis en associations de propriétaires. Mais, les uns & les autres sans privilèges exclusifs, dont elle sembloit être déjà l'ennemie. Ont-ils été élevés ces établissemens: alors elle les a comptés au nombre des objets qui mériteroient désormais ses soins. Elle les a rappelés à elle: comme fait une mère, qui, chargée d'une famille trop nombreuse pour soigner les derniers nés, ne les avoit éloignés qu'afin de s'en rapprocher, aussitôt qu'elle les verroit devenus forts par un lait qu'elle ne pouvoit leur donner. Soit au nord de l'Amérique, soit entré les Tropiques, la conduite de l'Angleterre a été la même durant tout le dernier siècle. Ses établissemens n'ont présenté d'abord qu'un sol sur lequel tout étoit à créer. Il faut parcourir les exemples, & chercher ensuite dans les faits, s'il en sort des principes.

Les premiers propriétaires de la Nouvelle Angleterre étoient les plus riches marchands de Londres, unis sous la dénomination de *Compagnie de la Virginie Septentrionale*.

La Pensylvanie avoit été donnée à Guillaume Penn & à ses héritiers.

Le Lord Baltimore étoit propriétaire du Mariland.

Plusieurs Seigneurs possédoient en commun les deux Carolines.

Ces immenses concessions eussent été sans valeur, si leurs riches propriétaires n'y eussent point appelé des habitans; & pourvu qu'ils reconnussent la souveraineté de la Grande-Bretagne, ils donnoient à leurs contrées les loix qu'ils jugeoient les plus capables d'y attirer une population nombreuse. Parmi ces législa-

teurs, l'histoire a conservé les noms de Penn dans la Pensilvanie, & de Locke dans les Carolines.

Dans l'Archipel de l'Amérique : on voit, en 1624, la Barbade donnée au Lord Malborough, qui, en 1626, traite de ses droits avec le Comte de Carlisle, auquel s'associe une compagnie des plus riches marchands de Londres; Névis & Montserrat donnés, en 1628, à une autre société, à la tête de laquelle étoit Thomas Warner; Antigue, vers 1666, au Lord Wiloughby; Tabago, vers 1687, à une autre société, dont on lit encore dans le *British Empire in America* de la même année, les encouragemens qu'elle offroit pour y attirer des habitans. Or, tels ont été les effets de cette espèce de sevrage, dont l'Angleterre seule a donné l'exemple pour ses établissemens du Nouveau Monde, que, n'ayant pas encore le premier habitant en 1624, elle avoit dans ces îles, en 1687, une population de 200,000 ames, dont plus de 170,000 étoient esclaves cultivateurs; &, avant cette époque, en 1670, la Barbade, la première établie de toutes ces îles, offroit sur un sol seulement de 166 milles quarrés, une population d'environ 130,000 ames, donnant 780 habitans par mille quarré; population supérieure à tout ce qu'on peut trouver de plus considérable en ce genre, soit dans l'Europe, soit dans l'Asie, & que l'Amérique seule peut réaliser dans ses contrées fertiles, susceptibles des plus riches cultures. Une sucrerie emploie 550 nègres, sur une habitation dont les bâtimens, les savanes, les jardins & les plantations n'occupent pas un mille quarré. Mais, la Barbade à cette époque, n'étoit pas seulement agricole; elle étoit le centre du commerce de l'Angleterre dans l'Archipel de l'Amérique. Les marchands établis dans ses villes étoient propriétaires de plus de 400 bâtimens, estimés à 150 tonneaux l'un dans l'autre, donnant tous ensemble

plus de 60,000 tonneaux, & occupant près de 4000 matelots. La Barbade, à mesure que son sol s'est épuisé, a vu sa population décroître, & ses habitans passer dans les autres îles, sur-tout à la Jamaïque. Elle n'avoit plus que 120,000 habitans en 1687, que 95,000 en 1708, & enfin que 78,000 en 1790. La population de la totalité des îles Britanniques ne s'est pas même triplée durant le siècle qui s'est écoulé depuis l'époque où elle s'étoit élevée à 200,000 ames. Les obstacles ont été dans la nature de leur sol, moins fertile que celui des établissemens qui se sont formés durant ce même siècle sous la domination Française, & qui avoient été précédemment oubliés. Les obstacles ont été encore dans le peu d'étendue de chacune de ces îles. La Jamaïque exceptée, aucune d'elles n'étoit propre à devenir un marché considérable : circonstance dont on aura plus bas l'occasion de montrer toute l'influence.

Quant aux possessions de l'Angleterre dans l'Amérique septentrionale : la population des terres qui y composoient son domaine, étoit portée à environ 270,000 ames à la fin du siècle dernier, & passoit 4,000,000, en 1790. La raison de cette différence est que la population dans l'Archipel, ne se compose point de manière à se réparer & s'accroître par les naissances ; tandis que celle de l'Amérique septentrionale n'éprouve aucun des obstacles qui peuvent être mis à la reproduction. Par-tout où l'homme peut procréer, la population tend à se mettre en proportion avec la richesse qu'elle trouve à partager. Elle ne s'arrête qu'autant que la misère seroit la part d'un plus grand nombre d'habitans ; & l'Amérique septentrionale, dans l'étendue de son commerce & de son sol, aura long-temps plus de richesses que de partageans. Mais, on ne peut point appeler l'attention sur ces contrées, sans avoir une erreur à détruire. On

pense communément que les Etats-Unies ont secoué le joug de la Grande-Bretagne, parce que, devenus nombreux, leurs habitans ont senti leurs forces.

En 1769, un Lord, ex-ministre du Roi d'Angleterre, annonçoit dans les cercles où il étoit répandu, la perte de ces mêmes Colonies. Elle devoit être, selon lui, le fruit de l'indifférence, & plus que l'indifférence, celui du mépris de la mère-patrie pour cette portion de ses enfans. Arrivé au ministère, il avoit trouvé pleins encore de lettres à décacheter, les cartons de leur département, lettres par lesquelles les gouverneurs & tous les dépositaires de l'autorité publique avertissoient la métropole des besoins de ses habitans. Or, leurs droits à ses soins étoient d'autant plus grands qu'ils étoient loin d'elle & n'existoient que pour elle. Plus ils étoient grands, ces droits, plus leur oubli devoit avoir une scission pour conséquence. On voit, entre l'Amérique septentrionale & les îles plus fortunées de cette partie du monde, une différence essentielle : elle est, que les plus riches habitans de celles-ci passent leur vie presque entière dans la métropole. Ils y préviennent l'oubli des Colonies auxquelles ils tiennent par leurs fortunes, & dont ils se rendent les organes. Toujours sous les yeux de leur mère commune, ils ne lui sont jamais étrangers ; & ils ont l'avantage encore de se trouver près d'elle, pour y solliciter la récompense de leur zèle. Treize des plus riches habitans de la Barbade ont été faits Baronnets pendant le règne de Charles II. Après les richesses acquises, ce sont les honneurs qui attachent les hommes. Ils ne cherissent que les loix qui leur donnent la perspective d'acquérir les unes & de mériter les autres. Washington est devenu Président des Etats-Unis, ne pouvant pas obtenir le grade auquel il aspirait, celui de major dans l'armée de ligne. Chaque chef de cette révolution a été animé par un

motif qu'on peut dire semblable. Mais, dans ce Mémoire, ce n'est point la chute des gouvernemens que l'on se propose de faire considérer ; ce sont les progrès de leur prospérité ; ce sont les soins par lesquels les empires se conservent. Le tableau est parcouru pour l'Angleterre. C'est sur les établissemens François que l'attention actuellement doit se porter.

Il s'est écoulé bien des années pendant lesquelles rien ne sembloit avertir du rang que ces Colonies devoient prendre un jour ; & tout d'un coup on voit arriver une époque où leur prospérité étonne. C'est celle où des fortunes déjà immenses, amassées dans les îles, & dépensées dans la métropole, ont donné à toutes les classes de ses citoyens, aux plus grands Seigneurs, aux premiers Magistrats, aux plus riches commerçans, l'ambition d'y être propriétaires de plantation : comme on l'est de terres en Europe. S'il eût été plus profitable à ces propriétaires de résider dans leurs habitations que la présence du maître rend toujours plus productibles ; il étoit plus utile pour les Colonies qu'ils n'y résidassent point. Elles avoient en eux, des organes pour exprimer auprès du Trône les vœux que dictoient leurs besoins. C'est à eux qu'elles ont dû les loix qui ont fait ensuite la rapidité de leurs progrès & leur haute prospérité. Les intérêts du colon étoient défendus aussi vivement que ceux du commerçant, qui, lorsqu'il est seul écouté, devient souvent l'ennemi même de son pays. On cessa de voir des gouverneurs révoqués pour avoir sauvé les colons de la disette que le commerce François leur faisoit éprouver, dans les objets de première nécessité. Plus de nègres furent importés ; les subsistances mieux assurées ; plus de produits furent créés ; & l'on vit dans la marine les mêmes progrès que dans les revenus. Ainsi, dans les établissemens Anglois, & dans les Colonies Françaises, d'un

côté comme de l'autre, on est forcé de reconnoître un principe commun à leur prospérité : c'est l'émulation des plus grands Seigneurs & des hommes les plus puissans de leurs métropoles. Les détails dans lesquels on est déjà entré, en ont prouvé la vérité ; & c'est surtout à la naissance des établissemens, qu'on peut en remarquer les effets. C'est bien le commerce qui doit achever la prospérité des Colonies ; mais il ne s'y porte jamais avant que la richesse y ait été créée ; & quand elle y est créée, s'il pouvoit l'exprimer toute entière en un jour, ce seroit à ce but que tendroient tous ses travaux.

Or, qui peut créer rapidement la richesse, si ce ne sont pas les hommes les plus riches qui l'entreprennent, aidés par les plus puissans pour en protéger l'entreprise auprès du Trône, que trop de soins en doivent distraire ? Ce concours que l'on a observé en France & dans l'Angleterre, n'y a point été le fruit d'un principe déjà connu, déjà étudié, & qu'on adoptoit parce qu'il étoit démontré. On l'a dû au hasard : comme l'ont été dans les arts, presque tous les effets qu'ils reproduisent aujourd'hui par des règles. Cependant une vérité étoit déjà constante ; & cette vérité est la nécessité d'une sorte de sevrage pour élever les établissemens naissans. C'est dans cette seule intention, que la France avoit d'abord remis ses Colonies entre les mains de compagnies munies de privilèges exclusifs. L'expérience lui a appris que ces privilèges tuent l'enfant au berceau ; mais il n'en est pas moins vrai qu'entre l'Angleterre & la France, on ne voit de différence que dans le choix des méthodes. L'intention avoit été la même ; aujourd'hui qu'on a de plus l'expérience, on doit rendre plus parfaite encore la meilleure des méthodes.

Jusqu'au moment où les établissemens, soit François

soit Anglois, ont eu atteint une sorte de prospérité, rien d'éclatant n'y attiroit les regards de l'observateur ; & , quoique tout y fût leçon, personne ne cherchoit à s'y instruire. Aujourd'hui qu'ils sont élevés & que leur richesse étonne, on doit aimer à en parcourir les époques. Elles donnent la marche de leurs progrès.

On voit, dans le Nouveau Monde comme dans l'antique Europe, tous les degrés que l'agriculture parcourt, avant d'arriver au terme où elle fait la richesse des peuples. Sa mesure est d'abord leur subsistance ; elle ne commence à faire leur richesse que quand, déjà parvenue au terme où elle les nourrit, on la voit continuer ses progrès, & fournir encore à leurs exportations. On n'a point oublié, dans l'Angleterre, le tems où elle ne suffisoit point à la subsistance de ses peuples : il a fallu qu'elle encourageât par des primes, l'exportation des grains produits par son sol d'Europe qui ne nourrissoit pas même ses habitans ; & depuis, elle en a obtenu, outre leur consommation, un excédent encore qui est la matière de leurs exportations. L'agriculture dort, si le commerce ne l'éveille ; l'un sans l'autre, tous deux sont morts. La nature, par des moyens différens, suit la même marche dans les Colonies. L'Angleterre étoit déjà peuplée ; c'étoit l'émulation qui manquoit aux hommes ; les primes l'ont donnée : c'est le commerce qu'on appelloit par ces primes. Dans le Nouveau Monde tout y étoit à créer ; & l'on y a vu la prospérité aussitôt qu'on a eu le soin d'y faire naître tout ensemble, l'agriculture & le commerce. Alimentés l'un par l'autre, ils se doivent l'un à l'autre leurs progrès ; l'un sans l'autre ils ne peuvent pas même naître. Car, je n'appelle pas être né, répondre seulement aux foibles, mais impérieux besoins des habitans. Ainsi réunis, l'agriculture fonde les campagnes, & le commerce établit les cités : mais les cam-

pagnes sont pauvres jusqu'à la naissance des villes ; & l'instant où celles-ci commencent à s'élever, est l'aurore des beaux jours dont une Colonie va jouir.

La première ville qui devient dans une contrée de l'Amérique, un comptoir général pour le commerce, donne aux campagnes comme une seconde naissance. L'agriculture y acquiert une activité, & multiplie toutes les espèces de productions avec une rapidité qu'on ne lui voit point ailleurs. Mais, les maisons puissantes que le commerce a élevées dans l'Europe, n'envoient pas leurs associés dans le Nouveau Monde, concourir à la formation des villes, préparer des établissemens, ouvrir des comptoirs, là où le territoire est trop étroit pour offrir un champ vaste à leurs spéculations, ni dans les contrées qui, immenses, n'ont cependant encore ni assez de population ni assez de produits pour les attirer. Il en résulte que les établissemens dans les îles d'une foible étendue s'élèvent lentement, & qu'élevés ils sont toujours languissans. La Barbade seule contrarieroit cette conséquence : cependant, elle ne la détruit point ; puisqu'elle a dû ses progrès à ce qu'elle n'avoit pas de rivale à sa naissance, & à cette seconde circonstance, qu'élevée, elle étoit devenue le centre du commerce de sa métropole dans l'Amérique : encore son déclin a-t-il été rapide, lorsque les Anglois ont eu jetté à la Jamaïque, les fondemens d'un établissement plus considérable. On voit, en 1670, à une époque où toutes les îles Angloises n'avoient encore que 170,000 habitans, la Jamaïque n'en compter chez elle que 17,300 : c'étoit le dixième de leur population totale. Aujourd'hui, elle a 291,090 habitans ; c'est plus de la moitié de la population entière des îles Angloises ; & c'est chez elle que, depuis la chute de la Barbade, les maisons de commerce de l'Europe ont établi des comptoirs.

Ainsi, dans l'histoire des Colonies qui ont atteint un haut degré de prospérité, deux points essentiels sont à saisir : l'un est l'époque où ces établissemens ont commencé à appeler chez eux, le commerce par l'abondance des récoltes ; l'autre est quelle quantité de produits a procuré dans leurs villes, la résidence des commerçans. Ces deux points connus marquent le but vers lequel doivent être dirigés tous les efforts des gouvernemens qui ont encore des Colonies à élever. Les découvrir, ces deux points, n'est pas un problème dont la solution soit difficile : mais, les calculs par lesquels on y arrive & qui seroient sa preuve, sont trop longs pour trouver place ici.

Assez de faits ont été parcourus, assez de conséquences en ont été déduites, pour être présentement en état de former un vœu. On a rapporté dans la première partie de ce Mémoire, l'exemple d'un Monarque : les effets en ont été analysés ; cependant l'observateur s'interdit le vœu de voir cet exemple suivi. Si ce vœu étoit une erreur, son amour pour son pays en seroit l'excuse. Mais il se condamne au silence, parce que le cœur paternel de Sa Majesté le Roi d'Espagne est plus éclairé que tous les observateurs sur le véritable intérêt de son Peuple.

On a ensuite parcouru les établissemens Anglois & François. Ils doivent les uns leurs naissances, & tous leur prospérité, à l'émulation des Seigneurs les plus distingués & à celle des hommes les plus puissans de leurs métropoles. Si le vœu de Sa Majesté étoit de trouver une émulation semblable dans la même classe de ses sujets ; alors, l'observateur concevroit aisément l'espérance de voir ce vœu s'accomplir ; tant est prochaine encore l'époque où l'on a cru cette émulation au moment de naître dans l'Espagne, par l'exemple qu'en donnoit M. le Duc de Crillon.

Devenu concessionnaire d'un terrain de 16 lieues quarrées, d'un terrain situé à Porto-Rico qui est l'île réputée la plus fertile, M. de Crillon, sans soupçonner que lui-même suivoit un exemple, a imité dans cette Colonie, ce qu'avoit fait en 1627 le Comte de Carlisle à la Barbade, & ce qu'on fait, depuis 1627, tous les grands propriétaires Anglois. Il avoit pris des arrangemens avec des commerçans, pour y faire passer des habitans & leur faire des avances. Tout étoit bien jusques-là. Mais, les habitans que devoient faire passer ces commerçans, étoient des François : c'étoit élever dans un établissement Espagnol, une Colonie François, & y recevoir une nation avec laquelle, au premier jour, on pouvoit se trouver en guerre. Sa Majesté ne dut être frappée que de ce danger. Il étoit supérieur à tous les avantages ; & Sa Majesté fit défendre l'exécution de l'entreprise. C'est par un motif semblable que les Etats-Généraux de la Hollande ont fait rejeter, en 1794, l'offre que faisoit une Compagnie Angloise d'établir la rive droite de Saramaca, une des portes de la Colonie de Surinam. Pourquoi, au lieu de François, n'étoient-ce point des Allemands, des Suisses, des Italiens ? Ces hommes, transportés dans l'autre monde, n'y peuvent concevoir ni le vœu, ni l'espérance d'y voir un jour flotter les drapeaux de leurs nations ; un seul sentiment leur est naturel, celui de s'unir intimement à l'unique gouvernement qui peut protéger leurs travaux. Alors, il n'y avoit plus de raisons pour repousser des hommes, dont l'arrivée étoit un accroissement dans le commerce de l'Espagne, dans les revenus de la couronne, dans sa navigation, dans les travaux même de ses sujets de l'Europe ; & l'exemple du succès donnoit à M. le Duc de Crillon, dans les Seigneurs & dans la classe des hommes riches de l'Espagne, une foule d'imitateurs. On eût vu chez eux l'émulation d'établir l'île entière. Mais, ce qui n'a point été exé-

euté alors, le peut être aujourd'hui ; & les associations qu'on verroit se former, n'auroient plus qu'à plier aux plans d'établissement qu'elles adopteroient, les calculs de la seconde partie de ce Mémoire.

Les motifs les plus puissans de l'intérêt public ont encouragé l'observateur. Si elles ne sont point des erreurs, les réflexions que cet intérêt lui a donné la confiance d'exprimer, seront approuvées de Sa Majesté ; & si elles sont des erreurs, un tel motif les empêchera de perdre le caractère qu'elles ont, celui d'être des preuves de son zèle : le zèle, même lorsqu'il est condamné, ne l'est jamais qu'avec indulgence. Ainsi, ayant devant les yeux ou l'approbation ou l'indulgence, l'observateur peut achever la tâche qu'il s'est proposé de remplir.

Il fera donc remarquer que, au moment où l'Espagne a pris possession des terres du Nouveau Monde qui sont aujourd'hui sous sa domination, l'esprit de conquête étoit l'émulation des peuples ; & , à une telle époque, le Roi n'a point dû avoir d'autre ambition que d'y établir son empire. Il leur a donné des habitans, afin de rendre ces contrées comme autant de provinces de son royaume. Au contraire, lorsque l'Angleterre & la France se sont établies dans les îles de l'Archipel de l'Amérique, l'émulation des peuples étoit le commerce ; & ces deux nations n'ont dû y vouloir que des champs de coton, de sucre, d'indigo. C'est encore aujourd'hui la raison pour laquelle on voit dans leurs établissemens de vastes cultures, & dans ceux de l'Espagne de vastes domaines.

Mais si, lorsque l'Europe a substitué le commerce au système des conquêtes, l'Espagne avoit voulu que le commerce aussi vivifiât les terres qu'elle avoit alors conquises, elle eût successivement réuni tous les avantages des deux systèmes ; & nul autre pavillon que le

rien ne donneroit aujourd'hui des loix à toutes les mers. Pour acquérir & conserver l'empire de cet élément, il faut des bases étendues sur la terre. Elles manquent à l'Angleterre; l'Espagne les a. Or, ce que celle-ci a pu, elle le peut encore; & si sa politique n'est point de tendre à un degré de prospérité, d'où il faut communément descendre après y être arrivé, sa politique au moins sera de s'élever assez haut pour empêcher tout autre de prendre le rang qu'elle aura voulu laisser vacant.

Si, à l'époque de 1790, on compare les possessions des Puissances de l'Europe dans le grand Archipel de l'Amérique, on voit que l'Espagne en possède les quatre cinquièmes & les parties les plus fertiles; la France environ un dixième; l'Angleterre environ un douzième; enfin, le Dannemarc pas même un centième.

Mais si, à cette même époque de 1790, on compare dans leur commerce les îles de cet Archipel; on voit que la France en faisoit plus de la moitié, l'Angleterre environ un tiers, l'Espagne un peu plus d'un dixième. La France retiroit de ses Colonies de l'Archipel un milliard dans le même nombre d'années que l'Angleterre en mettoit à retirer des siennes 466 millions, & l'Espagne 224 millions.

Si l'on compare de même les forces maritimes, qui sont, pour les Puissances de l'Europe, la source de leur prépondérance les unes sur les autres; on voit qu'en 1783, l'Angleterre, à elle seule, avoit plus du tiers des bâtimens de guerre de l'Europe entière; la France en avoit le cinquième; l'Espagne le dixième; la Hollande la quatorzième. Ces trois Puissances réunies ne surpassoient que de fort peu de chose le nombre des bâtimens de guerre de l'Angleterre.

Si l'on consulte le passé, ce grand maître des conseils sur l'avenir, on voit que l'Angleterre, en 1755, a

entrepris la guerre uniquement pour détruire la marine commerçante de la France, avant qu'il en sortit une marine militaire formidable. Or, à cette époque, c'est le commerce des Antilles qui faisoit renaitre la marine de la France.

Ce sont les flottes militaires qui couvrent les possessions lointaines. Mais, c'est le commerce qui donne, pendant la paix, les flottes qui rendent ce service pendant la guerre. Il faut donc que l'Espagne, qui a les trois quarts du grand Archipel d'Amérique, parvienne à avoir la même part de son commerce, puisque ce commerce est une source de puissance autant que de richesse.

Si l'on fait attention au degré de force que l'Angleterre peut acquérir par l'épuisement & la durée des troubles de la France, les vœux de l'Europe entière, ceux même de la France, seront réunis pour que l'Espagne, qui en a les moyens, devienne une puissance maritime plus forte qu'elle ne l'a été jusqu'à ce moment. Or, c'est le commerce seul qui peut lui procurer ce succès. L'Espagne a donc pour elle-même & pour l'Europe entière, un grand intérêt à faire de nouveaux progrès dans son commerce, dans sa navigation, & par conséquent dans la culture de ses Colonies.

L'Angleterre, que la nature avoit moins favorisée, a travaillé avec une activité infatigable, pendant les 27 années qu'a duré la paix d'Utrecht, pour obtenir de ses îles environ cent millions de livres tournois de produits annuels, qui ont été payés aux Colons par près de soixante millions des produits annuels de l'industrie de la Métropole. A la faveur de ces établissemens, de ces travaux & du commerce auquel ils ont donné lieu, l'Angleterre a accru sa marine qui a fait ces exportations & ces importations ; sa population, qui a eu
plus

plus de moyens de vivre dans l'abondance ; son industrie, qui a été plus encouragée ; sa richesse, qui a toujours été productive ; enfin sa force, qui a été toujours active. C'est à ces causes réunies & à leurs effets successifs, qu'elle doit la prépondérance qu'elle exerce aujourd'hui sur les autres Puissances. Or, ce que la paix d'Utrecht a procuré à l'Angleterre, l'Espagne le peut obtenir pendant la paix actuelle, qui ne sera pas d'une moindre durée, si l'on en juge par l'état des dettes des nations.

Mais, sur les productions du Grand Archipel de l'Amérique, il est à considérer qu'elles ne sont point les fruits spontanés de la terre. On ne les obtient que par beaucoup d'avances & de bras. Aucune Colonie commerçante ne s'est élevée sans des capitaux considérables, & sans les efforts d'une émulation très-protégée. On a, pour exemple, les îles Angloises, qui devoient, en 1775, environ 140 millions à leur métropole ; les Colonies Françoises, dont la situation n'étoit pas différente ; enfin les îles Danoises, qui à la même époque devoient environ 28 millions, dont 26 à la Hollande, & le surplus au commerce de Copenhague. Mais, l'empressement à offrir ces avances aux Colonies Espagnoles pourra être considérable ; puisque les fonds publics de la France ont presque disparu ; & qu'instruits par cette expérience, les capitalistes étrangers font sur la dette de l'Angleterre la réflexion, qu'elle est moins hypothéquée que ne l'étoit celle de la France. Les spéculations sages du commerce auront désormais la préférence sur les fonds publics ; & il sera avantageux pour l'Espagne de procurer à ses planteurs, des capitaux même étrangers qu'ils devront rembourser par les produits de leur sol, & de leur industrie.

Pour moyen de procurer un grand avancement à une Colonie nouvelle, l'Auteur de l'Histoire philoso-

phique & politique des deux Indes, livre 12 § 7, *propose de la déclarer neutre, pendant 50 ans, en faisant reconnaître sa neutralité par les autres Puissances* ; & dans le paragraphe suivant, il se montre fier d'avoir ouvert un avis aussi sage. A ses yeux il ne manque à cette idée, pour être suivie, que *d'être venue dans la tête d'un indigène*. Elle est une extravagance. La volonté du Souverain auroit rendu neutre pour 50 ans, cette Colonie nouvelle ; &, après une guerre malheureuse, un traité de paix la rendroit neutre éternellement, pour ôter à un ennemi vaincu, un moyen de réparer ses défaites. Le vainqueur y seroit fondé. Il diroit : C'est sa neutralité qui nous a empêchés d'en faire la conquête. Notre respect pour les possessions neutres ne doit pas tourner contre nous. Ainsi, en la maintenant neutre, nous vous l'enlevons, par le moyen même que vous avez pris pour nous empêcher de la conquérir. Il vous reste d'autres Colonies à faire fleurir ; portez-y la même méthode ; tout l'univers applaudira à leur prospérité."

Ce qu'on doit donc considérer dans ces établissemens, c'est l'exemple des progrès des Colonies Françaises, & sur-tout de l'île de St. Domingue. Elle prouve qu'il ne faut ni 50 ans, ni ce moyen, pour leur donner un grand avancement. Il est vrai, & l'on ne doit point se le dissimuler, le haut degré auquel étoient déjà parvenues les Colonies des autres nations, pouvoit rendre plus difficile le succès des nouveaux établissemens qui auroient voulu s'élever & entrer en concurrence avec elles. Ainsi, toute opération, qui sera proposée pour l'avancement des Colonies Espagnoles, n'a point toutes les bases qui lui sont nécessaires, si les moyens de triompher de cette difficulté n'y sont point entrés ; &, quoiqu'il ne l'ait point exprimé, c'est sans doute la vue de cette obstacle qui a conduit l'Abbé Raynal à proposer de déclarer neutres pour 50

ans, avec le consentement de toutes les Puissances, les Colonies naissantes qu'on veut faire prospérer. Mais, nulle opération n'est bonne, si elle n'a l'effet actuel d'accroître le nombre des vaisseaux de la Métropole, celui de ses matelots, son industrie, sa richesse, sa population, en en mot, sa force, qui n'est que la réunion de tous ces avantages; & le système de cet écrivain ne conduit à aucun de ces effets. L'observateur a le désir, plus que la présomption d'avoir rencontré le meilleur. Il fait seulement qu'il a, sur cet écrivain, l'avantage d'être plus versé dans les loix civiles & de police.

Il est enfin une dernière considération, qui sollicite l'attention de l'Espagne. Les meilleures possessions Angloises ont perdu leur première fertilité. Les pluies nécessaires à leur fécondité, y sont devenues rares, à mesure qu'on a abattu les forêts. Plusieurs possessions Françoises sont dans le même cas; & ces faits ont déjà dicté à un écrivain souvent judicieux, la réflexion suivante: L'Espagne, dit-il, aura attendu l'épuisement des autres possessions, pour faire prendre aux siennes le rang qui leur appartient naturellement. L'effet de cet épuisement n'a point échappé à l'Angleterre; & pour le réparer, il est dans ses principes de faire tous les vingt ans, si elle le peut, la conquête de quelqu'une des îles du grand Archipel, qui sont encore en pleine fécondité. Ses propres écrivains ont consacré, dans leur ouvrage, cette règle de sa conduite. Ainsi, aux yeux de l'Angleterre, on possède pour elle, tôt ou tard, quand on possède sans avoir des forces capables de la repousser; & comme aucune Puissance ne peut s'accroître, sans que quelqu'autre ne décroisse, toutes doivent avoir pour maxime, que celle qui ne travaille point à sa prospérité, travaille à sa ruine. Elle laisse l'accroissement des autres préparer sa perte.

L'Espagne n'a point de nouvelles possessions à acquérir ; mais elle a à conserver les plus riches contrées que toutes les autres lui envient ; & elle ne peut les conserver que par les moyens qui rendent tous les jours ces autres nations plus redoutables.

Lorsqu'on médite sur les causes de la prospérité des empires, on est tenté de la définir : *le résultat d'un nombre infini de mesures, qui toutes tendent à procurer à une nation le plus haut degré de force & de richesse, auquel elle puisse atteindre.* La preuve de cette définition est que quelques mesures prises & un plus grand nombre de négligées rendent tous les efforts inutiles ; tôt ou tard on s'apperçoit que le but est manqué ; & il est une considération bien capable d'inspirer à l'Espagne la résolution de ne laisser échapper aucune de ces mesures. Cette considération est que, placée, pour ainsi dire, entre l'Angleterre qui est si formidable par mer, & la France qui est aussi redoutable par terre, elle a tout à craindre de leurs progrès. Elle-même, elle a été la première Puissance de l'Europe. Elle n'a point diminué ; mais, les autres ont grandi. Ainsi, pour ne point avoir à redouter leurs nouveaux accroissemens, l'Espagne doit croître elle-même. A Dieu ne plaise que l'expression d'un tel vœu soit jugé téméraire ! Quand on n'est pas seul sur la terre, tout ce dont on est environné, chez soi, & hors de chez soi, devient autant de sujets d'inquiétude ; & dans toutes les conditions de la vie, l'expérience journalière démontre qu'il n'y a d'hommes sages que ceux qui ont cette vérité pour règle de leur conduite. Mais, on peut le dire avec assurance : c'est sur-tout aux hommes d'état, & de nation à nation, que cette vérité sert de boussole.

Deux grands hommes, Sully & Colbert, avoient fondé la prospérité de la France ; mais, ils y avoient trouvé un peuple nombreux ; & l'on ne doit point se

diffinuler les plus grandes difficultés qui existent en Espagne. Elle est le pays de l'Europe le moins peuplé, après ceux envers lesquels la nature semble avoir été trop ingrate, tels que la Russie, la Norwege, le Danemarck, la Suède; & enfin, à ce premier obstacle, qui est très-puissant, il s'en joint un second; c'est que sans une grande affluence de vaisseaux dans ses ports, aucune Colonie ne peut s'élever. On voyoit languir celles de la France, que ses vaisseaux fréquentoient le moins; & pour se soutenir, elles étoient réduites à livrer leurs denrées aux Anglois. L'administration de ces Colonies y fermoit les yeux, parce qu'elle en sentoit la nécessité, pendant autant de temps qu'il n'y viendrait pas assez de bâtimens pour animer les cultures. Or, avec de telles difficultés à surmonter, le ministre qui en triomphera, fera plus grand que ne l'ont été Sully & Colbert.

Lé Lord Chatham, qui est compté au nombre des grands Ministres de l'Angleterre, faisoit voyager, dans les Colonies Angloises, des hommes qu'il chargeoit de l'informer, chacun selon leur état, des moyens d'amélioration dont elles seroient susceptibles. Tout Anglois qui y voyageoit savoit que c'étoit le servir, lui & sa patrie, que de lui envoyer ce qu'il y faisoit de remarques. Il résultoit de ce concours d'observations que les unes se trouvoient confirmées par l'unanimité, & que d'autres, étant contredites, demandoient de nouvelles vérifications.

Cette conduite n'est point particulière au Lord Chatham. Elle est celle de tout Ministre jaloux de procurer l'avancement de son pays; & c'est cette considération qui donne aujourd'hui à l'observateur, la confiance de faire paroître ce Mémoire, sous les auspices d'un Monarque que le Ciel a établi sur un grand peuple, dont il fait le bonheur.

CONCLUSION.

TOUT ce que la pensée peut faire parcourir de pays dans le grand Archipel de l'Amérique, est actuellement parcouru. On y a fait suivre l'établissement de ses Colonies depuis leurs naissances, jusqu'à leur plus haute prospérité. On y a prouvé que l'avancement de ses établissemens est le moyen le plus assuré de procurer à leurs métropoles un grand accroissement de force & de richesse. Si les Colonies ont cet avantage, & qu'il y ait des moyens d'accélérer leurs progrès, c'est un désir naturel que celui de connoître ces moyens; & c'est une émulation louable que celle qui fait entreprendre de les découvrir.

Mais en vain, dans le loisir du cabinet, on conçoit les plus beaux plans: en vain, sur le papier on les mène aussi loin que l'imagination peut les conduire. Le jour de l'action vient; &, sur le champ de bataille, le plan de campagne dont on s'étoit promis le plus de gloire, échoue contre un adversaire, dont le plan supérieur est l'objection qui n'avoit pas été prévue. Or, il sera fait aussi des objections contre le vœu qu'exprime ce Mémoire.

Attendre, dira-t-on, attendre de l'établissement des Colonies, les progrès de la richesse & de la force de son pays, c'est en ajourner le bonheur aux siècles à venir. Ne proposez rien; ou que ce soit des moyens plus prompts.

Moi aussi, j'aimerois des moyens plus prompts. Mais, je demande à ces hommes, les auteurs de l'objection, ce qu'eux-mêmes ils ont mis de tems à naître & à croître; quoiqu'avant l'expiration d'un siècle il ne doive plus rien exister d'eux. Or, lorsque nous-mêmes qui durons si peu, nous naissons si lentement;

est-il inconcevable que les empires, devant durer des siècles, aient, dans tout, de si lentes naissances ? Mais, parce que les empires, dont tout est humain, sont, dans toutes leurs parties, exposés aux loix de l'instabilité humaine, que remarque-t-on chez eux pendant leur durée si longue ? On y voit des parties qui naissent lentement, d'autres qui meurent de même ; & ce sont ces naissances, quelque lentes qu'elles soient, qui sont la durée & la vigueur des empires : parce que ce sont ces naissances qui réparent la défection de tout ce que le temps renverse & entraîne dans son cours : au point qu'étouffer ce qui demande à naître, c'est repousser la durée ; c'est ne vouloir d'autres progrès que ceux de la caducité. Tous les empires détruits sont tombés pour n'avoir voulu exister que par les parties qui tendoient à leur fin, & qu'ils n'avoient pas sçu rajeunir. Je le répète, malgré ma répugnance pour la prolixité : multiplier les occasions de travail chez les peuples, c'est favoriser ces naissances par lesquelles l'empire se répare ; rappeler sans cesse les premiers ordres aux vertus qui les environneront du respect des peuples dans les emplois que les premières classes ont à remplir & à faire respecter, c'est assurer à l'empire sa durée : deux principes qui, en administration, doivent être toujours unis, & qui ne peuvent recevoir d'objections : deux principes qui mériteront toujours d'être l'objet des méditations de l'homme d'état.

Cependant, sont-ils effectivement lents, ces moyens que peut-être on accuse trop légèrement de lenteur ? Je cite les auteurs de l'objection, devant la Barbade, devant St. Domingue, devant les Colonies Françaises, devant les Etats-Unis dont j'ai expliqué le changement de domination, enfin devant l'Europe entière.

Devant la Barbade, qui, en 1624, n'avoit pas un seul cultivateur, & qui en avoit 100,000 en 1690 :

Devant St. Domingue, qui, en 1750, donnoit à peine 40,000,000 liv. de produit, & qui rapportoit 205,000,000 liv. en 1790 :

Devant les Colonies Françaises, dont leur métropole ne recevoit que 16,711,000 liv. en 1716, auxquelles leur métropole ne fournissoit, à la même époque, que pour 9,164,000 liv. de produits de son agriculture & de ses fabriques; tandis que ces mêmes Colonies, en 1790, produisoient plus de 300,000,000 liv., recevoient de leur métropole environ 80,000,000 liv., & lui occasionnoient, seulement avec elles, un commerce de près de 400,000,000 liv. en exportations & importations :

Devant les Etats-Unis, qui n'avoient pas plus de 270 à 300,000 habitans au commencement de ce siècle, & qui en avoient 4,000,000 en 1790 :

Devant l'Europe entière, dont le commerce en importations & exportations avec l'Amérique, ne devoit pas s'élever même à 400,000,000 liv. au commencement de ce siècle, puisque celui de la France & de l'Angleterre réunies n'y étoit encore que de 60 à 65,000,000 liv. en 1716 :

Devant l'Europe, dont le commerce en exportations & importations avec l'Amérique, pouvoit être estimé, en 1790, à environ 1,400,000,000 liv. puisqu'il étoit d'environ 400,000,000 liv. pour la France seule avec ses îles, d'environ 260,000,000 liv. pour l'Angleterre avec ses possessions; enfin, d'environ 230,000,000 liv. pour les Etats-Unis, & qu'il reste à évaluer le commerce tant d'importation que d'exportation du Portugal, de l'Espagne, de la Hollande & du Danemarck, qui tous ensemble forment aisément une somme de 500,000,000 liv.

Devant l'Europe encore, qui a vu la navigation, l'agriculture, les fabriques, les travaux industriels de tous les genres,

genres, croître, dans une proportion rapide chez toutes ses nations, & pour chacune d'elles, suivant la part qu'elles ont eues des produits coloniaux, produits qui se sont convertis chez elle en capitaux pour vivifier ses propres contrées. Or, sont-ils lents, ces moyens dont l'Europe & l'Amérique attestent de si étonnans effets?

Ils ne peuvent point être méconnus, ces effets : leur existence est avouée. Ainsi, ma tâche, quant à présent, est remplie : j'ai entrepris seulement d'étudier les causes des progrès ; & le motif de cette étude a été de rendre plus faciles, après un siècle & demi d'expérience, les moyens de reproduire encore & plus sûrement les mêmes effets.

OBSERVATION

Sur quelques faits relatifs au degré de moralité dont les nègres sont susceptibles, & réflexions sur leur liberté absolue.

IL étoit étranger à mon sujet de traiter le degré de moralité dont les nègres sont susceptibles. Cependant, les Colonies en offrent des exemples trop frappans, pour que je puisse me dispenser d'en faire au moins la matière d'une observation. Je désire bien sincèrement pouvoir un jour offrir un travail complet sur leur régime ; mais, il demandera beaucoup de recherches, ne voulant jamais rien avancer sans des faits à l'appui.

Surinam, dans une habitation de 600 nègres, *c'est celle de Madame Godefroy*, donne l'exemple d'une police domestique, aussi parfaite, aussi douce, qu'il est possible de la concevoir dans une famille unie à son chef par le sentiment de ses bienfaits & par le respect qu'inspirent ses vertus. Jamais chez elle, les commandeurs ne sont armés de fouets. La maîtresse à un levée : alors, ses nègres lui sont présentés ; ils y voient les témoignages de respect qu'elle reçoit de sa famille, avant de leur donner les marques d'attention & de bonté qu'elle réserve pour chacun d'eux ; &, dans ce moment, nul nègre coupable ou qui a grièvement failli, ne peut paroître devant elle. Sa présence lui est interdite pour un nombre de jours proportionné à la gravité de la faute. Il seroit dangereux pour beaucoup de colons de succéder à une telle propriétaire ; tant il en est peu parmi eux qui soient capables d'inspirer les sentimens qui feroient mettre un prix à leur présence. C'est la moralité des gouvernans qui fait la moralité des gouvernés. Des frères Moraves ont voulu s'introduire dans cette habitation, y prêcher leur doctrine & se donner ensuite le mérite de la discipline qui y règne, en supposant qu'elle y fût restée. Mais,

cette habitante, si humaine envers ses esclaves, a fait dire aux Moraviens que quiconque d'entr'eux s'introduiroit dans son habitation, y seroit fustigé.

On doit cependant, aux colons de Surinam le témoignage que la discipline des habitations est plus douce chez eux que dans les autres établissemens Européens ; puisque, sans nuire au travail, les naissances y réparent les vides de la mortalité. Le nombre des nègres y a toujours été en croissant, quoiqu'il n'en soit pas importé plus de 1500, année commune. Leur nombre aujourd'hui est évalué à 80,800. Le dénombrement de 1794 étoit de 72,700 ; & l'on porte à environ 18,000, ceux que les habitans ont trouvé le moyen de ne pas déclarer. Il est vrai que les canaux qui entourent toutes les habitations, mettent les cultivateurs dans une enceinte où rien ne les distrait de leurs affections domestiques. Bannir ces affections de dessus la terre, c'est en ôter le bonheur. Elles ont l'avantage d'apprendre aux hommes à chérir leur existence, jusque dans les plus dures travaux.

A cet exemple que Surinam fournit, il doit en être ajouté deux autres, qui sont offerts l'un par la Guadeloupe, l'autre par une habitation de St. Domingue.

A la Guadeloupe, les nègres de l'*habitation des Religieux Dominicains*, pouvant profiter de la liberté que leur donnoient les loix de la Métropole, & n'ayant plus de maîtres qui dérigeassent leurs actions, ont frété un bâtiment des Etats-Unis, pour se joindre aux ateliers des mêmes religieux, qui étoient conservés à la Martinique. L'administration paternelle sous laquelle ils avoient vécu, leur sembloit préférable à la liberté. Ils y étoient maris, ils y étoient pères, & avoient pour juges de leurs fautes, leurs anciens dont la sévérité avoit fréquemment besoin d'être tempérée par les religieux, leurs maîtres.

A St. Domingue, un habitant, *M. Prieur*, & sa famille, s'étoient embarqués précipitamment pour sauver uniquement leurs têtes. Cinq de ses nègres rassemblent tout ce qu'ils peuvent de ses effets les plus précieux, argent & bijoux ; s'embarquent sur un bâtiment Américain ; arrivent à Charlestown ; s'informent où est leur maître, & apprennent qu'il est à Philadelphie : ils s'y rendent pour lui remettre ces débris de sa fortune, & reprendre leurs chaînes qui étoient celles de la reconnaissance. Le même Ciel a vu dans ces contrées & dans cette classe, bien des faits de cette nature. Il en a vu aussi beaucoup d'autres qui feroient regarder les blancs comme la dernière espèce des hommes. Ce ne sont point les couleurs, c'est la moralité qui nous distingue.

Mais, le régime paternel dans les habitations ne peut pas être consacré par les loix. Leur exécution demanderoit des vertus que beaucoup d'hommes n'ont point. Cependant, il est utile d'en recueillir le plus d'exemples qu'on peut ; & il est nécessaire de multiplier le nombre de leurs imitateurs. Il en est un moyen très-assuré : c'est de faire jouir ces administrateurs humains, dans toutes les occasions qui s'en présentent, de la considération qui semble due à des hommes vertueux, quoique ces hommes sachent souvent ne la point ambitionner.

Quant à la liberté absolue des nègres, elle est une chimère. Si cette liberté étoit possible ; malgré l'immoralité des hommes qui s'en sont rendus les apôtres, je voudrois aussi en être l'apologiste. Cependant, la nature, en nous imposant des besoins, nous a tous fait esclaves ; nous le sommes dans la vie civilisée, sous peine de mourir de misère, de ne rien acquérir, de ne rien conserver. Chaque membre de la société lui doit son bonheur & en est l'esclave. Mais, dans cet esclavage,

quelque nom qu'on veuille lui donner, c'est la mesure des besoins qui fait le poids des chaînes ; & le nègre, qui n'a pas de besoin, est par conséquent le plus libre des hommes. Tant qu'il ne sera point civilisé, ou en d'autres termes, tant qu'il ne partagera pas nos besoins, il faut le laisser dans les bois, au lieu de le mettre sur des habitations qui sollicitent les travaux des hommes. Il n'y feroit jamais librement ce que ses besoins ne lui commandent point.

Cependant, le travail est la condition, non-seulement de tous les membres d'une société civilisée, mais encore de tous les hommes qu'on y introduit. Il faut donc que ceux qu'on y importe, aient la volonté ou soient forcés de travailler ; car nul homme n'est membre de la société, quand il n'en partage point les affections & les besoins.

Le travail de l'homme libre, dit-on, est moins cher que celui des esclaves. Oui : là, où la population est si nombreuse que l'homme y est à vil prix, & que la terre, au contraire, a une valeur excessive. Mais, là, où la population manque, & que le peu d'habitans qui y existent, n'est pas forcé de se louer pour vivre, le travail y seroit vendu plus cher qu'ailleurs la liberté. Le travail n'y seroit pas même vendu ; parce que nul vente n'est faite que commandée par le besoin ; & là nul besoin ne commande de telles ventes.

Quant à l'importation des Africains dans les établissemens des Européens entre les tropiques, le Danemarck a pu la défendre pour l'an 1800, s'il est assuré des naissances. Il a dans ses îles 73 habitans par mille carré de 69 douze centièmes au degré. Aux mêmes conditions, l'Angleterre le peut aussi. Elle a dans ses Colonies, dont le sol est épuisé, 72 habitans par mille. Mais, ni l'Espagne, ni la Hollande, ni la France, ne sont dans la même position ; & quant au Danemarck,

il importe encore d'observer qu'à raison de la faible étendue de ses Colonies de l'Amérique, il estime peu les produits qu'il en retire. Il se promet de plus grands avantages de ses possessions de l'Afrique, où il a établi les mêmes cultures sans le concours de l'esclavage. Les nègres de la contrée s'engagent à la journée, au mois, à l'année, pour en faire les travaux. L'Angleterre suit cet exemple dans ses établissemens de Sénégal.

Le Dannemarc & l'Angleterre croient avoir trouvé dans ces contrées pour de grandes cultures, le degré de population qui donne aux hommes le besoin de se louer. Ne se trompent-ils pas ? Cependant, si les établissemens des nations Européennes peuvent y faire des progrès ; ils feront dans l'Afrique, comme la porte par laquelle la civilisation s'y introduira. L'agriculture est le premier pas de la civilisation des hommes ; & alors, deux choses arriveront incontestablement : l'une est, que la déserte Amérique ne pourra point supporter la concurrence des établissemens de l'Afrique ; l'autre est, que celle-ci consommera une plus grande quantité des productions industrielles de l'Europe, qui n'y aura ni perdu ni gagné. Ces considérations sont dignes de la plus grande attention. La France, l'Espagne, la Hollande, y sont intéressées. Cependant, bien examinée, cette question donneroit peut-être la preuve que l'Amérique, en continuant ses progrès, conservera tous les avantages de la concurrence. L'Amérique, quelque déserte qu'elle soit, est peut-être plus aisée à peupler, que l'Afrique ne l'est à civiliser. Les relations des voyageurs donnent au moins cette présomption pour les cultures qui y sont déjà commencées.

M É M O I R E

SUR CES

Q U E S T I O N S :

QUELLES loix d'accroissement la population de la terre en général paroît-elle avoir suivies, depuis l'époque à laquelle on peut en fixer l'origine ?

Pourquoi l'Asie est-elle plus peuplée que l'Europe ?

L'Europe doit-elle être un jour aussi peuplée que l'Asie ? & par quels moyens parviendra-t-elle à une population ^{aussi} considérable ?

La lettre suivante étoit en tête de la première édition de ce Mémoire. J'ai rendu compte, dans l'introduction générale, des motifs qui m'obligent à la conserver. Elle étoit adressée à M. de Las Casas, Lieutenant-Général des armées, Gouverneur de l'île de Cuba & des deux Florides.

MONSIEUR,

UN jour devoit venir, où il me seroit imputé à crime, dans ma patrie, d'avoir consacré ma plume à publier les bienfaits * d'un Roi, de la même Maison

* Les Bienfaits de LOUIS XVI, Notice faite avant 1787 & dont il avoit défendu l'impression ; précédée d'un avertissement analogue aux

que l'Auguste Monarque qui règne sur les Espagnes. Ce que j'ai fait étoit mon devoir. A peine l'ai-je eu rempli, que j'ai abandonné amis, parens, fortune. Aujourd'hui, errant chez des Peuples étrangers, il me reste un moyen de soutenir mon courage : c'est de me mettre sans cesse devant les yeux que, si je n'ai pas encore assez fait pour obtenir la faveur des hommes, je peux au moins continuer de la mériter, en consacrant, jusqu'à mon dernier soupir, mon temps & mes travaux aux objets qui intéressent le plus le bonheur de l'humanité.†

Pénétré

circonstances, & dans lequel on rend compte de l'origine de cet ouvrage, &c. &c. envoyée à la Convention Nationale pour être jointe à la première défense de Louis XVI. A Paris, chez Cuchet, Rue & Hôtel Serpente, N° 13. Cet ouvrage, signé par son auteur qui étoit en France & dans les emplois publics, a été réimprimé dans les principales villes de la France & en Suisse, notamment à Berne, dont les libraires l'ont annoncé dans les papiers publics de l'Europe.

M. NECKER a également entrepris la défense de Louis XVI, mais, il écrivoit en Suisse. MM. Malouet & Lally-Tolendal ont chacun adressé à la Convention un Mémoire justificatif de ce Monarque; mais ils étoient à Londres. M. Dugour a publié une excellente défense, en cinq cahiers, & a signé le dernier; mais on assure que quand sa signature a paru, il n'étoit plus en France. J'y suis resté après avoir signé; & j'ai été en but à tous les événemens, jusqu'au 4 Septembre 1793.

† Nombre de témoignages existent pour prouver que toutes mes études ont été dirigées vers cet objet. Témoins les procès-verbaux de l'Assemblée Provinciale de l'Orléannois, en 1786. Cette assemblée y a pris la résolution d'exécuter des vues que j'avois développées; & l'ouvrage qui les renfermoit, avoit été soumis, par M. le Baron de Breteuil, à l'examen d'un comité de l'Académie des Sciences, qui l'approuva avec éloge. Témoins encore les Bienfaits de Louis XVI, que j'ai publiés au péril de ma vie, & dont j'ai parlé au commencement de cette lettre.

Pénétré de ce sentiment, je viens aujourd'hui confirmer, par un calcul rigoureux, la réfutation que j'ai faite, il y a peu de mois, d'une opinion que je n'attaquais alors que par les armes du raisonnement. J'aurai à examiner des questions que l'Europe ne peut point voir agiter avec indifférence. Un jour, la fertile Amérique rendra l'Europe plus peuplée & aussi riche que l'est devenue l'Asie, cette antique partie du Monde, qui fut la maîtresse des autres dans la morale, le commerce, les sciences & les arts.

Cet essai, sur des questions aussi importantes, est donc digne, Monsieur, de paroître sous vos auspices. Je consens que la foiblesse de mes talens soit un juste sujet de regrets. Il restera toujours vrai que cette matière est celle qui a été jusqu'à présent la moins approfondie, & sur laquelle les travaux ne pourront jamais être trop encouragés.

Mais, ainsi que dans les temples consacrés à l'Etre suprême, on voit ses Ministres lui porter les vœux des Peuples; de même puissiez-vous, Monsieur, rapporter cet hommage du fruit de mes veilles, non-seulement à un Monarque, que le Ciel a établi sur la vingt-huitième partie de la terre habitable pour lui donner plus de moyens de contribuer au bonheur des hommes; mais à un Monarque encore que son cœur royal rendra sans doute propice à mes vœux, lorsqu'ils ont été précédés par autant de sacrifices, tous faits pour un Prince de sa Maison.

Un Peuple, dans sa révolution, sur laquelle l'Europe entière a les yeux ouverts, se glorifie d'avoir marché dans les sentiers que lui avoit tracés le célèbre écrivain de Genève; & moi aussi, dans cet hommage que j'adresse au plus grand Monarque de la terre, je me glorifie de professer les mêmes sentimens que ce Philosophe. Ses véritables opinions ne sont pas celles

pour lesquelles il a exprimé son repentir. Il a abjuré ses erreurs dans le sein de l'amitié, & a voulu que sa retractation fût publique, en laissant imprimer, au nombre de ses ouvrages, la lettre qui la renfermoit.* Là, il déclare que désormais il ne parlera plus que le langage de l'expérience : là il enseigne aux hommes, que le seul Gouvernement Monarchique a les moyens de faire le bonheur des peuples ; & , comme il eût prié le Ciel qu'il n'y eût jamais de révolutions brusques dans la Nature : de même il eût demandé aux hommes, qu'ils n'en eussent pas non plus dans leurs gouvernemens. La sage Providence ne change-t-elle pas d'une manière insensible la température des climats, à mesure que les travaux des cultivateurs s'étendent sur la terre ? Elle prend également le soin de placer, de temps à autre sur les trônes & dans les conseils, des hommes doués de cette force de jugement, qui seule peut faire dans les loix & d'une manière insensible, les changemens qui y sont devenus nécessaires, suivant le degré de lumières de la génération que ces loix doivent gouverner ; & vous êtes, Monsieur, dans l'une de ces carrières où se forment les hommes que les Rois appellent dans leurs conseils.

Une immense étendue de mer me sépare de l'Île dont vous faites le bonheur, & où vous accomplissez

* Lettre de J. J. Rousseau, du 26 Juillet 1767, adressée au Marquis de Mirabeau, tome 5 de ses œuvres, édition de la Veuve Duchene. On y lit : " Mon avis est qu'il faut mettre tout d'un coup l'homme autant au-dessus de la loi qu'il peut l'être ; par conséquent établir le despotisme arbitraire, & le plus arbitraire qu'il est possible ; je voudrois que le despote pût être Dieu. En un mot, je ne vois point de milieu supportable entre la plus austère démocratie & le Hobbisme le plus parfait : car, *le conflit des hommes & des loix, qui met dans l'état une guerre intestine continuelle, est le pire de tous les états politiques.*"

les vœux paternels de Sa Majesté. Je n'ai point pu, à une aussi grande distance, demander votre agrément pour faire paroître cet écrit sous vos auspices. Mais, dans le nom que vous portez, & que les hommes ne peuvent prononcer sans se rappeler les plus doux sentimens de l'humanité, j'ai un garant de l'approbation, que vous daignerez accorder à cette épître. Les sentimens qu'elle renferme, sont ceux qu'on éprouve, quand on ne fait de vœux que pour le bonheur des hommes,

PREMIÈRE QUESTION.

Quelles loix d'accroissement la population de la Terre en général paroît-elle avoir suivies, depuis l'époque à laquelle on peut en fixer l'origine ?

AU lieu de chercher les époques de la nature dans les entrailles de la terre & dans les cieux où les hommes s'égarent ; il est plus naturel de considérer comment la terre s'est peuplée ; ce que sa population met de temps à se doubler ; quel est le nombre actuel des hommes répandus sur sa surface ; &, enfin, comment chaque partie de cette terre voit successivement ses déserts se convertir en des villes opulentes, qui lui demandent de riches moissons. Alors tout semble encore nouveau.

La plus grande partie du monde, l'Amérique, est presque sans habitans. Les contrées de l'Europe aujourd'hui les plus peuplées, la France, l'Allemagne, la Suisse, la Hollande, l'Angleterre, n'étoient du temps de César, de Strabon, de Tacite, rien autre

chose que d'immenses forêts, où de rares habitations formées de claïes & de planches étoient les seules preuves qu'il y existât des hommes.

Les historiens de la Grèce & de Rome nous représentent à-peu-près dans le même état, la terre sur laquelle de sauvages guerriers jettoient les fondemens de la Capitale du Monde. Ils ne nous donnent point une idée différente de la Grèce & de toute l'Asie Mineure, au temps du siège de Troye, 430 ans avant la fondation de la superbe Rome. Par-tout, on voit la foiblesse qui appartient à la naissance ; c'étoit 2,164 ans après l'époque où les Livres Sacrés nous font voir, dans Noé & sa famille composée de huit personnes, le renouvellement du genre humain. Actuellement, 4,144 ans se sont écoulés depuis cette origine. C'est une courte durée pour la renaissance du Monde ; & l'on n'a plus sujet d'être surpris qu'une grande partie de l'Europe, de l'Afrique, & l'Amérique presque entière, soient encore des déserts.

La population de l'univers, assez généralement partagée en grands Empires, est aujourd'hui évaluée à environ un milliard • cent millions d'habitans, répandus sur une surface de 197 millions de milles quarrés, mais dont la partie habitable est à peine de 46 millions de milles quarrés. Le reste est couvert par les eaux.

Or, en admettant cette supposition d'un milliard cent millions d'habitans, l'Europe, dans une étendue de

* La forme de la terre étant supposée parfaitement sphérique, & ses degrés étant de 69 mille $\frac{12}{1000}$, sa surface seroit 197,000,000 de milles quarrés. J'avois supposé, dans la première édition, à 32 millions de milles quarrés, la terre habitable. Mais, j'ai en ce moment devant les yeux, des ouvrages où l'on ne l'évalue qu'à environ 46 millions de mille ; & dans des calculs où l'on manque de garans, j'adopte l'évaluation déjà suivie.

trois millions sept cents soixante & dix mille milles quarrés de 69 douze centièmes au degré, auroit une population de 41 habitans par mille quarré, & 155 millions d'habitans au total.

En y comprenant la nouvelle Hollande plus grande que l'Europe mais déserte, l'Asie a dix-huit millions de milles quarrés, une population de 815 millions & 45 habitans par mille quarré. Mais, si l'on retranche de l'Asie la nouvelle Hollande & la Sibérie, l'une & l'autre presque désertes ; on lui ôte une étendue de près de six millions de milles quarrés ; & dans le reste de son territoire, sa population est de plus de 67 habitans par mille.

La brûlante Afrique, dans une étendue de dix millions de milles quarrés, auroit 12 habitans par mille & 120 millions d'habitans dans sa totalité.

La récente Amérique, dans une étendue de quatorze millions de milles quarrés, auroit un peu plus d'un habitant par mille, à raison de dix-huit millions d'habitans dans sa totalité.

Enfin, ce seroit pour les parties habitables de la terre, prises toutes ensemble, 24 habitans par mille quarré.

Intéressé à connoître la loi d'accroissement que la population a suivie pour parvenir à un tel nombre, si l'on suppose à sa source, le genre humain composé de huit personnes, & qu'il se soit accru d'un centième tous les ans ; on trouve un nombre impossible, un nombre tel qu'on auroit aujourd'hui 6,405,100,000,000,000 habitans, sur une superficie de 46 millions de milles quarré : ce seroit 144,467,000,000 habitans, par mille quarré, ou 217,565,000 par acre, ou enfin 4,995 habitans par chaque pied quarré de la terre habitable. Cette famille de huit personnes auroit été

doublée tous les 70 ans, & l'auroit été 59 fois dans le cours de 4,144 ans écoulés depuis le déluge.

On peut actuellement demander à nos sublimes Méta-physiciens, où ils en sont, avec leurs brillantes théories qui doivent faire le bonheur de la terre, & lever les obstacles qui s'y opposent à la multiplication des hommes. On peut bien plus ; on peut leur demander si eux-mêmes, ils ne sont pas au nombre des moyens dont la nature se sert pour que le monde fût à ses habitans. Elle a mis les poisons dans l'air, sur la terre, dans les végétaux, dans les animaux : elle multiplie & détruit tout ensemble. Elle envoie aux hommes la peste, la famine, les maladies contagieuses & des dévastateurs auxquels elle donne pour armes, aux uns le fer, aux autres les sophismes. L'histoire de la police des hommes & la terre ensanglantée par leurs opinions, prouvent que les sophismes sont les plus grands destructeurs. Ces folies humaines sont cependant des actes de la sagesse de la nature. Elle fait passer rapidement les générations des êtres qui couvrent la terre, afin que pendant la durée des siècles, la terre fût aux générations à naître. S'il est quelque homme sage ; je le reconnoîtrai, en lui mettant ce tableau devant les yeux. Il s'écriera : Heureux le peuple que son gouvernement empêche d'entendre les sophistes, & qui fait être une digue puissante contre le débordement des passions de tous les rangs ! La durée de l'empire est là seulement où ce gouvernement existe. Les questions que j'examine, me donneront l'occasion de montrer quelle partie du monde a eu les plus habiles législateurs. Je reprends donc la première question où je l'avois quittée.

Cette supposition d'un milliard cent millions d'habitans actuellement répartis sur la terre, étant peu différente de la réalité, la véritable mesure de l'accroisse-

ment du genre humain, depuis son origine, a été de 453 habitans sur cent mille tous les ans, ce qui est un peu moins d'un habitant sur cent tous les deux ans. Il en résulte qu'alors, le genre humain s'étant doublé tous les 153 ans, cette famille primordiale de huit personnes auroit été doublée près de 27 fois en 4144 ans.

Cette mesure de l'accroissement du genre humain est exacte, comme taux commun : car soit qu'on suppose qu'il se fût doublé d'abord tous les vingt ans, & ensuite tous les 286 ans, soit qu'on fasse telle autre supposition que l'on voudra, on ne trouvera jamais qu'il se soit doublé ni plus ni moins de 27 fois en 4144 ans : & comme le genre humain a eu des époques où il mettoit moins de tems à se doubler que dans d'autres ; de même aussi il y a des contrées où la population, suivant les mœurs des habitans, se double plus promptement que dans d'autres parties de la terre. Cette influence des mœurs est facile à démontrer.

Un mille carré de 69 douze centièmes au degré sous l'équateur, contient 640 acres. Or, cent acres, & même mille, souvent ne suffisent pas pour la subsistance d'un seul sauvage, dont on se plaît à vanter le peu de besoins. C'en est un assez grand que celui de chercher une proie ; la poursuivre quand elle est rencontrée ; se reposer quand elle est atteinte. Un tel besoin ne laisse pas de tems pour en satisfaire d'autres ; & , comme ce genre de vie réduiroit au trentième le nombre des habitans auquel la terre est déjà parvenue, la vie sauvage est, par cela même, démontrée contraire au vœu de la nature. L'homme n'est point sur la terre pour la posséder à la manière des brutes, & pour y être aussi rare que celles dont la férocité est le caractère. Les progrès de la population ont donc été retardés dans toutes les parties de la terre, suivant les

mœurs de ses habitans, & selon que les hommes ont été plus ou moins éloignés de la vie sauvage.

C'est la seule agriculture qui favorise l'accroissement du genre humain. Elle fertilise la terre, afin qu'elle suffise à ses habitans. Elle appelle les arts sur ses pas, afin qu'ils embellissent le séjour des hommes, & qu'ils en adoucissent les mœurs ; enfin, du sein des arts, elle fait sortir les sciences, afin qu'elles apprennent aux hommes l'étendue de ses bienfaits. Voilà l'ouvrage de la nature ; & quand elle l'a achevé, elle vient encore arrêter la fécondité du genre humain, dans les contrées où la population excède déjà la mesure des jouissances qu'elle peut accorder ; ou bien dans celles où beaucoup d'hommes, en consommant chacun à eux seuls la subsistance de plusieurs, la font repentir de la fécondité qu'elle donne à la terre & à ses habitans. Ainsi, l'agriculture est le premier pas du genre humain dans la civilisation. C'est elle, & elle seule, qui a multiplié sur la terre les hommes & leurs subsistances.

Dix acres de bonne terre, chez les peuples civilisés, sont regardés comme l'équivalent d'un métier. Le propriétaire, par la seule rente qu'il en tire, donne la vie à une multitude d'individus, hommes & femmes, qui ont des rapports avec lui : c'est aux uns, parce qu'ils composent sa famille ; aux autres, parce qu'ils réparent sa maison ; parce qu'ils font les instrumens de son travail, ses habits, ses meubles, ses souliers, ou qu'ils en préparent la matière. Il donne la vie à d'autres encore ; aux uns, parce que les loix les tiennent éveillés pour protéger son sommeil ; aux autres, parce qu'ils répandent l'instruction dans sa famille, ou qu'ils dirigent les vœux qu'il adresse au Ciel. Il donne la vie, en un mot, aux hommes mêmes dont les écrits viennent quelquefois charmer son loisir ; & voilà déjà
ces

ces dix aeres de terre provoquant, pour le service du propriétaire, une population nombreuse, & concourant à former des villes. Ainsi, l'agriculture conserve & multiplie à la terre ses habitants. Elle fait plus encore. En les rendant sédentaires, elle étend tous les liens de la sociabilité entre les hommes. Elle fait de chaque genre d'occupations comme une profession à part, afin que chaque homme se consacre à celle qui lui est la plus convenable, & qu'il la perfectionne. C'est par cette émulation qu'on obtient tout ce que la nature comporte de plus parfait, soit au physique dans les fruits de la terre & les productions des arts, soit au moral dans la connoissance des principes qui sont les plus propres à faire le bonheur des hommes, & à les rapprocher de l'Etre Suprême par la pratique des vertus dont il est l'essence. Il est facile de présumer déjà quelle partie de la terre est la plus peuplée. C'est celle où la civilisation, dont l'agriculture est la source, aura le plus produit de tels effets, & où la terre aura été le moins ensanglantée par la férocité des mœurs de ses habitants.

DEUXIÈME QUESTION.

Pourquoi l'Asie est-elle plus peuplée que l'Europe ?

LORSQUE l'on parle de l'extrême population de l'Asie, on ne considère que les régions situées depuis le dixième jusqu'au quarante-deuxième degré de latitude nord. On y trouve la Chine, ce vaste empire dont l'étendue est environ le tiers de l'Europe, & dont la population est supérieure à celle de l'Europe entière. On reconnoît à l'empire de la Chine, un million cent cinq mille milles quarrés, & une population d'environ deux cents

millions d'habitans :* d'où il résulteroit que la Chine auroit une population de 181 habitans par mille quarré, & seroit aussi peuplée dans sa vaste étendue, que l'est aujourd'hui la Flandre Autrichienne, qui a près de 181 habitans par mille quarré, mais sur une étendue seulement de dix mille milles.

On n'a point sur les régions qui s'étendent depuis la Chine jusqu'à l'Océan Indien, des détails aussi authentiques de leur population ; mais, l'opinion qu'on s'en est formée, sur les relations des voyageurs, est que ces contrées sont extrêmement peuplées, & presque autant que l'est la Chine elle-même. Il n'en est pas ainsi des terres qui composent, dans l'Asie, l'empire de la Russie. Elles sont presque aussi vastes que l'Europe entière ; on leur donne une étendue de trois millions de milles quarrés ; mais, elles n'ont qu'une population d'environ quatre millions d'habitans, & à peine un par mille quarré.

Cependant, lorsque l'on compare la population de l'Asie avec celle de l'Europe ; si l'on a négligé dans la première les terres situées par-delà le quarante-deuxième degré de latitude, on doit au moins dans l'Europe, négliger, par la même raison, les terres situées par-delà le soixantième degré. Alors, il reste à l'Europe une

* Les plus grands détracteurs de la Chine s'accordent à reconnaître dans cet empire l'existence de tous les réglemens essentiels à la police générale des peuples. On distingue dans le nombre de ses institutions, l'usage des dénombremens annuels de sa population. Ils sont publiés tous les ans. Celui de 1736 étoit de 24,449,494 contribuables ; celui de 1743 étoit de 28,516,488 ; celui de 1760 étoit de 36,837,997 habitans ; enfin, en 1761, il étoit de 38,214,553. Tous présentent un accroissement constant dans la population de la Chine ; & , en prenant pour mesure générale de son augmentation annuelle le plus faible de ces deux exemples, la population de la Chine seroit actuellement de 227,872,000 habitans.

Étendue de près de deux millions trois cents mille milles quarrés, & une population d'environ 145 millions d'habitans, qui lui donnent près de 63 habitans par mille quarré. Alors, ces deux populations, celle de l'Asie & celle de l'Europe, peuvent être comparées ; & il résulte de leur comparaison qu'il faudroit à l'Europe, entre le soixantième & le trente-cinquième degré de latitude, une population presque triple de celle qu'elle a aujourd'hui, pour être aussi peuplée que le sont ces parties de l'Asie. Il y auroit peut-être de l'exagération à penser qu'un jour l'Europe aura trois fois plus d'habitans qu'elle n'en a aujourd'hui. Mais, ses contrées dont la population s'est doublée depuis trois siècles, permettent de croire l'Europe susceptible d'avoir un jour une population double au moins de celle qu'elle a aujourd'hui.

Ce n'est point ici le lieu de rechercher suivant quelles loix de progression le nombre des habitans de l'Europe s'est accru. On peut croire qu'au temps de la chute de l'empire Carthaginois, l'Europe n'étoit guères plus peuplée que ne le sont actuellement le Dannemarck & la Norwège. Les fréquentes excursions des peuples de l'Europe, depuis cette époque, ne prouvent point contre la supposition d'une aussi faible population ; puisqu'aujourd'hui, dans l'Amérique déserte, ses sauvages habitans font les mêmes excursions pour acquérir de la gloire & du butin.

Tous les calculs qui auroient également pour objet de déterminer la mesure de la population de l'Asie, à une époque quelconque de l'histoire ancienne, ne seroient que des hypothèses mathématiques, & de la certitude desquelles on seroit fondé à douter.

Mais, ce qui est certain, c'est que l'Asie, dans un grand nombre de ses vastes régions, a une population supérieure à celle de l'Europe. Ce qui est certain encore, c'est qu'on trouvoit dans l'Europe, il y a deux

mille ans, toutes les causes qui s'opposent aux progrès de la population, & que ces causes commencent à peine à y disparaître ; tandis qu'on voit au contraire dans l'Asie, à toutes les époques comme encore actuellement, toutes les causes qui en favorisent les progrès. Enfin, puisque les principes de la dépopulation de l'Europe diminuent, on est fondé à espérer que l'accroissement du nombre de ses habitans sera, durant les siècles suivans, plus rapide qu'il ne l'a été durant les précédens.

Le goût des armes & les passions qui lui doivent leur naissance, constituoient les mœurs des anciens peuples de l'Europe. La chasse étoit leur occupation la plus paisible ; les incursions lointaines & les entreprises guerrières étoient l'emploi le plus honorable de leur temps. Les guerres de nation à nation ne suffisoient point à leur fureur ; elle s'exerçoit également dans les combats singuliers. Une telle disposition des esprits leur donnoit de l'éloignement pour tous les travaux qui civilisent les hommes. Il en résultoit que l'espèce humaine étoit & moins multipliée & moins conservée. Combien de fois n'est-il pas arrivé que pendant une longue suite d'années, une partie considérable de la population, sans être remplacée par les naissances, étoit enlevée par tous les fléaux, que de telles mœurs conjuroient sur l'espèce humaine ! C'est ainsi qu'on voit par-tout la population ou décroître ou s'arrêter.

C'est au contraire dans l'Asie que la civilisation a jeté ses premiers fondemens. Elle n'y a rencontré aucun obstacle ; & tels ont été ses progrès, que, de proche en proche, c'est l'Asie qui a civilisé le reste de la terre. Un des hommes les plus célèbres de l'antiquité, Cicéron, disoit, il y a près de deux mille ans, *Ab Orientalibus humanitas omnis ad nos defluxit.*

“ Le Père Amiot, dit l'Abbé Gravier, *Description Générale de la Chine, tome second, livre 2, chapitre premier,* “ le

“ Père Amiot, ce juge aussi impartial qu’éclairé de
 “ l’histoire, des monumens & de la littérature des
 “ Chinois, après avoir exposé l’ordre qu’il a suivi dans
 “ ses longues & pénibles recherches sur l’origine de ce
 “ peuple & sur sa religion primitive, conclut que la
 “ doctrine des Chinois, dépouillée de tout ce que la su-
 “ perstition & l’ignorance y ont ajouté durant les
 “ siècles postérieurs, remonte, d’âge en âge, à une
 “ époque antérieure à celle où Moïse consignoît la
 “ même morale dans nos livres saints.”

Les témoignages de la haute antiquité de la doctrine
 des Chinois sont les mêmes pour l’ancienneté de leur
 gouvernement. Il est absolu ; & il semble que son
 pouvoir a été institué sans limites, afin que sa durée
 ne connût point de bornes. Il punit dans ses agens
 supérieurs, les fautes qu’ils ont laissé impunies dans
 leurs agens inférieurs, souvent les fautes mêmes
 qu’ils n’ont pas prévenues. C’est par un tel régime,
 l’appanage de la puissance absolue, que ce gouverne-
 ment a triomphé du temps, & qu’il a fait le bonheur
 des peuples. Il est à remarquer que les contrées de la
 terre où il est établi, sont celles où les hommes se sont
 le plus multipliés. Ce Gouvernement à la Chine n’a
 reçu aucune atteinte, soit par le cours des ans qui sont
 innombrables, soit par une population dont la mesure
 surpasse ce que l’imagination pouvoit concevoir ; & ce
 sont deux circonstances qui, réunies, donnent la preuve
 certaine du plus sage des empires. Par cette raison,
 les Conquêteurs de la Chine, non-seulement se sont
 empressés d’adopter des loix, dans lesquelles leur
 autorité trouveroit la seule base qui pût en assurer la
 durée, la morale ; ils ont fait plus ; ils ont rendu ces
 loix plus rigides pour les vainqueurs. Le Chinois
 coupable peut éprouver l’indulgence de son Monarque
 Tartare ; &, sans espoir de pardon, le sujet Tartare est

assuré, pour la même faute, d'être puni le double d'un Chinois.

Si, de la Chine, on descend dans les contrées plus méridionales de l'Asie, on ne voit point à leur civilisation une origine moins antique. La morale du législateur des Perses a été portée jusqu'aux rives de la mer Indienne ; & les hommes qui se sont le plus attachés à découvrir l'époque de la naissance de Zoroastre, veulent reconnoître en lui, les uns Moïse, les autres Cham, fils de Noé. Mais, quelle que soit la date d'une origine qui remonte à plus de quarante siècles, son antiquité est suffisante pour confondre, dans l'Asie, l'époque de la naissance de la morale avec celle de la naissance des hommes. Dès le berceau, ils l'ont comme respirée avec l'air. Les institutions, qu'ailleurs les passions modifient, ont eu dans l'Asie la morale pour principe ; *& ce sont les institutions qui font les mœurs des nations.* Il en résulte, " qu'encore aujourd'hui la morale règne " dans l'Asie plus que dans le reste de l'univers."* Les anciens Grecs, dont les moralistes avoient été s'instruire dans l'orient, pensoient, & les orientaux pensent encore, que la vertu, objet de la morale, s'enseigne comme la musique, la peinture, la danse, par les préceptes & l'exercice.

Il n'est sans doute point d'époque, où l'Europe n'ait eu à se glorifier de quelques traits sublimes de vertus. Mais, ils sont comme échappés à des hommes, si différens de la génération qui les a vu naître qu'on les en croiroit presque désavoués. Encore, ces traits même qui nous étonnent, sont indignes de notre admiration ;

* *Considérations sur les causes physiques & morales de la diversité du génie des nations, de leurs mœurs & de leurs gouvernemens.* Par L. CASTILLON. Imprimées à Bouillon en 1769. Les passages ci-après, indiqués par des guillemets, sont extraits du même ouvrage.

puisque, n'étant rien autre chose que les fruits trop rares d'une éducation pénible, leur rareté ne peut être pour nous qu'un sujet de nous affliger. Au contraire, on voit dans l'Asie, non quelques hommes, mais des peuples entiers, capables, sans efforts, de plus de vertu, que nul de nous peut-être n'en sauroit imiter.

En 1770, durant cette horrible famine qui ravagea le Bengal, & dans laquelle périrent plus de quatre millions d'habitans, le gouvernement François avoit fait des provisions de ris, pour la subsistance des familles de son territoire. Ces ris étoient amoncés dans les champs. De simples nattes les défendoient contre les oiseaux. Nulle barrière n'en éloignoit les hommes. La morale & son précepte, *abstiens-toi de ce qui est aux autres*, en étoient les seuls gardiens. On vit cependant des milliers d'habitans, tous pressés par le plus impérieux des besoins, les uns traverser ces champs, les autres y tomber morts, épuisés par la faim; & nul d'entre eux ne montra le soupçon que sa vie pouvoit être prolongée par le vol de la subsistance des autres.* En Eu-

* Telle est la bizarrerie de l'esprit humain, que ces peuples incapables de concevoir la pensée de conserver leurs jours par un vol de cette nature, sont cependant sans foi dans les affaires de commerce. Ils y tiennent deux livres. L'un est le témoin fidèle mais secret de leur gestion; l'autre est celui qu'ils se promettent de produire pour la reddition de leurs comptes. On obtient le premier en les emprisonnant; si la prison ne suffit pas, on les prive encore de l'eau qui est nécessaire pour leurs ablutions; & ils se passeroient de celle qui est pour leur boisson, si l'on ne les contraignoit point de la boire devant celui qui la leur apporte. C'est donc, dans ces contrées comme ailleurs, la religion qui est le fondement de la probité des peuples. Considérées politiquement, les religions ne permettent qu'un sujet de regret, c'est qu'aux plus pures il se mêle toujours quelque chose d'humain, & qu'elles semblent n'avoir pas de moyens pour empêcher les hommes de composer avec leur conscience. Mais, quelque

tope, les plus inexpugnables greniers seroient impuissans, pour resserrer le dépôt des subsistances des peuples, au milieu d'hommes que la faim précipiteroit au tombeau. Et ce n'est pas en cela seulement que nous leur sommes inférieurs.

L'amour des Orientaux pour la Morale, explique pourquoi les peuples de l'Asie sont à la fois les plus tranquilles ; ceux où la forme du Gouvernement est la plus stable ; ceux, enfin, chez lesquels on trouve au plus haut degré toutes les jouissances de la sociabilité. La source de ces jouissances est toute entière dans la Morale ; dans cette science qui est la perfection des êtres pensans, réduite en principes pour conduire l'homme au bonheur par l'usage de sa raison. Elle tourne toutes ses pensées vers les grands objets de ses devoirs. Elle lui donne de l'éloignement pour les discussions politiques, & lui inspire une égale horreur pour la guerre & pour tout ce qui la produit. Elle ne lui montre de charmes que dans une vie coulée au sein de l'amitié, sous le toit domestique.

« Aussi la tendresse des Orientaux & leur respect pour les morts surpassent de beaucoup tous les témoignages de notre souvenir & de notre douleur. » Aussi, les crimes qui ailleurs désolent le plus la terre, semblent-ils des fruits étrangers à ces climats, & des productions auxquelles le sol est contraire. « Chardin ne vit en

grand que soit cet inconvénient, les religions rendent toujours aux peuples & à leur gouvernement le plus important des services, celui de les préserver d'être absolument immoraux. Ils sont donc les sœurs du genre humain, les hommes qui veulent ôter aux peuples la religion, le seul frein qu'il y ait à leur licence. Le chef d'œuvre de la législation seroit au contraire de considérer les Ministres des autels comme les Magistrats des mœurs, & de les rendre meilleurs eux-mêmes, afin que la vertu, plus grande à sa source, arrivât plus grande aux peuples qui la reçoivent d'eux.

“ Perse, presque point de punition publique. Un
 “ seul homme y fut exécuté durant un séjour de
 “ douze ans qu’il y fit. On ne voit dans cet empire
 “ que très-peu de maisons de force, très-peu de que-
 “ relles, & moins encore de sang répandu ; au point
 “ qu’on diroit que c’est dans l’Orient que la Morale
 “ a établi son trône, tant son autorité y paroît ab-
 “ solue, puissante & respectée. Les Arabes eux-
 “ mêmes, quoique guerriers & brigands, ont pour
 “ principe d’éviter l’effusion du sang, & commettent
 “ peu d’assassinats.”

“ Des sentimens stoïques sur le détachement de la
 “ vie, & le mépris de la mort, font toute la science des
 “ Musulmans : de même que l’érudition & la doctrine
 “ des Chinois se réduisent à un nombre prodigieux de
 “ maximes.” Chez ces Peuples, les belles-lettres, qui
 ont aussi leurs dissensions, les sciences, qui éblouissent
 plus qu’elles n’éclairent, enfin les arts qui donnent
 plus de tourmens qu’ils n’ont d’influence sur le bon-
 heur, sont sacrifiés à la morale. “ Celle-ci, dans l’Asie,
 “ paroît avoir irrévocablement condamné au mépris,
 “ tout le reste des connoissances humaines : ” comme si
 elles donnoient aux hommes qui les cultivoient, une
 hardiesse sacrilège, avec laquelle ils la détruiraient
 bientôt elle-même, elle, le seul fondement solide de
 toute autorité établie sur les peuples. Les sciences
 étrangères à la morale ne sont répandues dans l’Orient,
 que dans la proportion qu’il leur faut pour être la
 lumière. Elles y sont regardées comme l’astre du jour,
 qui, s’il acquéroit plus de chaleur, au lieu d’animer la
 nature, en brûleroit tous les germes.

Là donc, nul obstacle ne s’est opposé au progrès de la
 population. On n’y voit, à aucune époque, ni le goût
 des combats, ni l’amour de la chasse, ni ces excursions
 que suivent le fer & la flamme ; en sorte qu’entre

l'Européen & l'Asiatique, il y a cette différence, que, " quand celui-ci est cruel, c'est de dessein " formé, par méditation & comme une suite de la " profondeur de ses sensations. Il s'irrite difficile- " ment & s'apaise avec la même difficulté ; au lieu " que l'Européen se porte à la cruauté par fou- " gue." Opinions politiques, opinions religieuses, tout lui est prétexte à baigner la terre dans le sang de ses habitans ; & comme une opinion le fait entrer en fureur, une autre opinion aussi lui ramène le calme.

Les soins que l'Asiatique dédaigne, l'Européen les recherche. Le premier est gouverné ; le second gouverne. Les préambules des loix des Etats Monarchiques de l'Europe prouvent que l'opinion du Peuple, ou d'une partie du Peuple, est consultée ; & que, revêtu du pouvoir souverain, le Monarque veut encore que l'obéissance ne paroisse accordée qu'à la conviction.

Dans l'Asie, ce sont des guerres de Prince à Prince, à qui l'envie en passe plus aisément pour le bonheur de l'humanité. Dans l'Europe, elles sont de nation à nation, dont les passions, en entretenant les combats, troublent le repos du Genre Humain & la marche de la Nature dans les progrès de la population.

Ainsi, telle est la différence entre l'Asie & l'Europe, qu'en général, dans la première, les Gouvernemens n'ont eu pour règles à leurs naissances que les passions des conquérans, soit chefs, soit compagnons : & ils n'ont eu pour régulateurs pendant leurs durées, que le temps qui change les passions des hommes. De-là est née cette opposition invincible à l'introduction du Christianisme dans l'Orient : il eût été un changement dans la morale, & par conséquent dans le fondement

des Empires. De-là est né encore cet empressement avec lequel le Christianisme a été embrassé dans l'Europe. Il promettoit des règles aux passions qui avoient fondé les empires. Il devoit diminuer pour les Gouvernemens, le caractère d'instabilité qui seroit celui de leurs fondemens, pendant autant de temps qu'on n'y verroit d'autres loix que les passions des hommes. Le Christianisme, en Europe, a été reçu comme le devoit être un étaie apporté à des Gouvernemens qui manquoient de fondemens solides. C'est par la morale que le Christianisme faisoit espérer cet important service : mais la morale n'a pas pris dans tous les cœurs le même empire que le dogme ; & l'on a vu des passions teindre du sang humain les bannières même de la Religion. Dans l'Europe, la Morale conseille ; dans l'Asie, elle commande. Ces différences, observées depuis tant de siècles, rendent sensibles les causes de la population si nombreuse de l'Asie. Mais l'esprit de commerce, qui se répand de plus en plus dans l'Europe, & qui désormais ne pourra plus y être arrêté, promet à celle-ci une population, dans peu de siècles, égale presque à celle de l'Asie. Un accroissement de 145 millions d'habitans de plus, entre le 60° & le 25° degré de latitude, lorsque l'Europe y a déjà 141 millions d'habitans, demanderoit un laps de 300 ans : c'est le temps à-peu-près que l'Angleterre a mis à se doubler. Elle a aujourd'hui huit millions d'habitans ; elle n'en avoit que 4,688,000 en 1483. La population de la France & celle de la Hollande ont eu des progrès plus rapides encore. Mais, quel que soit le temps nécessaire pour doubler la population générale de l'Europe, on doit observer que ses progrès ne seront pas uniformes dans toutes ses contrées. Ils seront lents dans les unes où le commerce languira, rapides dans les autres où il sera florissant ; &, dans l'accroissement que l'Europe

doit continuer de prendre, c'est aujourd'hui à l'Espagne & au Portugal qu'il convient de chercher à avoir la meilleure part; puisque ce sont les hommes & leurs travaux, qui font la force & la richesse des Empires, & que ces deux Puissances sont celles qui ont fait le moins de progrès, tant en population que dans le Commerce & les Arts.

R É F L E X I O N S

Sur les Objets parcourus dans l'Examen de cette Seconde Question.

JE peux croire mon objet rempli, si j'ai montré les causes de l'accroissement prodigieux du Genre Humain chez les Orientaux, & celles des retards de son accroissement chez les Européens. Il est cependant une vérité plus importante que je rencontre sur mon chemin; & je ne peux la passer sous silence, lorsqu'au centre de l'Europe on entend les peuples parler de constitutions.

Les constitutions sont à la morale ce que l'Art est à la nature: la morale produit la durée des empires; & l'art ne donne point les productions de la nature. On voit à une extrémité de l'Asie, une Monarchie de quarante siècles. Les hommes sous ses loix se sont plus multipliés qu'en aucune autre contrée de la terre: la population y est immense. Les peuples, à raison de leur nombre, sembleroient avoir dû donner lieu à de grands démembrements & à la naissance d'une multitude de Souverains, tous plus ou moins

redoutables. Cependant, l'empire à la Chine est constamment resté le même. Les Dynasties seules y ont changé. Mais, les nouveaux Empereurs ont reconnu que les loix qu'ils y trouvoient établies, étoient les meilleures; qu'elles écartoient du trône les orages; qu'elles assûroient la durée des règnes; & ils se sont presque tous attachés à leur rendre tout ce qu'elles pouvoient avoir perdu de vigueur. Les changemens de Dynasties ont été au profit des mœurs. Il ne faut point de constitution à des peuples, quand la puissance absolue du Souverain est, comme à la Chine, le despotisme des loix. On y voit un grand pouvoir, mais, par-dessus tout, l'excellence & l'immuabilité des principes.

L'Europe, au contraire, avec une population moindre, répandue sur un territoire plus vaste, n'a pas une seule contrée à laquelle on puisse trouver deux siècles d'une véritable tranquillité; &, quelle qu'en soit la forme, aucun Empire ne peut y donner l'exemple d'un Gouvernement toujours semblable à lui-même, ne fût-ce que pendant dix siècles.

Les causes de cette longue durée de l'Empire de la Chine méritent d'être le sujet des méditations de tous les hommes qui tiennent de la confiance des Monarques, les moyens d'affermir leurs trônes, de préserver les peuples des calamités compagnes inséparables des révolutions, & de prouver dans l'Europe, comme il l'est dans l'Asie, que de tous les Gouvernemens le plus parfait est la Monarchie, parce qu'elle seule peut être le Gouvernement de la Morale.

De coupables écrivains voudroient que sur aucun coin de la terre, on ne pût citer l'exemple de l'empire des mœurs. Ils nous représentent les Chinois comme un assemblage d'hommes sans foi; &, pour prouver leurs assertions, ils nous en citent les habitans qui

vivent des travaux du commerce. Les commerçans à la Chine ne font pas, comme dans quelques-unes de nos contrées, la nation entière. Plus sévère qu'en Europe, l'opinion publique à la Chine flétrit une profession dont l'ame est la cupidité, & qui ne s'exerce communément qu'à l'aide du mensonge. Ce mépris pour la classe des commerçans est universel chez les Orientaux ; il l'étoit également chez tous les peuples anciens de l'Europe. Mais, nous-mêmes, que penserions-nous de la justice des Asiatiques à notre égard ? si, parce que chez nous les commerçans font des entreprises souvent contraires à l'intérêt public, les nations de l'Asie en concluoient que nous conspirons tous contre le bonheur de notre pays : si, parce que nos commerçans font de traités sans foi & des banqueroutes méditées, elles en concluoient que les Européens sont tous dignes d'un égal mépris. Cependant, l'opinion publique, dans nos mœurs, ne flétrit point la profession du commerce ; & que seroient donc nos commerçans ? De quels sentimens élevés leurs ames seroient-elles susceptibles ? si notre morale donnoit chez nous au commerce le même rang qu'à la Chine.

Mais, puisque ce n'est pas à la classe des commerçans que l'Empire de la Chine est redevable de cette durée de quarante siècles ; ce qu'on doit considérer dans cet Empire, c'est la cause même de sa durée. Cette cause est dans ses loix. Pour tout écrit composé contre le Gouvernement, elles punissent de mort l'auteur, le distributeur & l'acheteur. Cependant, elles permettent ces sortes d'ouvrages ; c'est même par eux que les Lettrés s'élèvent aux premiers emplois. Mais, ces écrits doivent être remis à l'Empereur, sans nulle espèce de publicité. C'est la publicité seule qui en fait le crime ; & l'on a vu de ces Empereurs, en

même temps qu'ils réformoient les vices ainsi censurés de leur administration, publier eux-mêmes la censure qui en avoit été faite, & inviter à leur en remettre de nouvelles, par la confiance publique dont ils faisoient jouir les auteurs.

Au commencement de ce siècle, "l'Empereur Kang-hi ne s'est pas contenté de faire imprimer & de publier un recueil de remontrances : il les a enrichies de ses propres remarques ; & dans cette collection, on trouve rassemblé tout ce que chaque siècle a produit de meilleur en ce genre. Un grand nombre de ces remontrances peuvent aller de pair avec les chefs-d'œuvres d'Athènes & de Rome."

L'éducation à la Chine est dirigée vers un but unique, celui de former des hommes qui soient d'excellens citoyens, si la nature ne leur a point donné des moyens élevés, & qui soient des administrateurs aussi probes qu'habiles, si, après un grand nombre d'examens, ils sont jugés dignes d'être admis successivement à tous les grades de Lettrés. La science de ceux-ci est par-dessus tout la morale, ensuite la géographie du pays & l'histoire de la nation. La morale est le droit. Les lettres sont à la Chine le premier rang. C'est de la classe des Lettrés que sont tirés tous les hommes appelés, soit aux premiers, soit aux derniers emplois publics. Leurs succès dans les examens, & les témoignages d'une vertu solide, sont la règle que l'on consulte dans leur choix. On y voit de simples instituteurs portés tout d'un coup au grade de Vice-Roi d'une grande province.

Les ouvrages contre les mœurs sont punis à la Chine, avec une extrême rigueur : on les regarde comme des écrits composés contre le Gouvernement. On ne

* Description générale de la Chine, livre iv, chap. iii.

leur fait point, ainsi qu'en Europe, les honneurs d'une censure, qui leur donne de la célébrité, & qui augmente le désir de les lire : un seul mot les flétrit. S'ils portent à la cruauté, ils sont déclarés la production d'un monstre; ou l'œuvre d'un porc, s'ils sont dissolus. L'Empereur actuel offre, dans sa propre famille, cet exemple singulier de l'austérité des mœurs. " Un Prince, son oncle, avoit composé des vers un peu libres : ils étoient destinés à ne jamais sortir du boudoir de la femme qui en étoit l'objet. Celle-ci les prêta à une amie; & de ses mains ils furent dans celles de l'Empereur. Il ordonna que ces vers seroient lus dans l'assemblée de tous les Princes de son sang, chaque fois qu'ils seroient convoqués au palais, & qu'on y ajouteroit qu'ils étoient de son oncle. Ce ne fut qu'après des lectures multipliées, que l'Empereur fit grâce à ce Prince de cette humiliante leçon."* Dans combien de Conseils de l'Europe, une telle lecture seroit-elle une punition? & combien d'Européens sont disposés à demander le mal que faisoit cette lecture à l'auteur des vers? Les spectacles à la Chine sont condamnés par la morale, mais soufferts par la police. Les théâtres, par cette raison, ne peuvent être construits que dans les quartiers où sont tolérées les maisons de débauche. Les papiers publics n'y peuvent point parler des pièces qu'on y joue, ni des auteurs, ni des acteurs. Les hommes qui prennent quelque soin de leur réputation s'interdisent les spectacles.

Les gouvernemens font les mœurs des peuples, & leurs mœurs prouvent la bonté de leurs gouvernemens; au point que négliger chez eux cette partie, les mœurs, c'est abandonner les soins qui seuls peuvent

* Description générale de la Chine, liv. iv. chap. ii.

rendre éternel le règne des loix. C'est donc la morale qui gouverne la Chine ; & dans l'Europe, ce ne sera jamais que l'absence de la morale, qui pourra donner, à des peuples devenus raisonneurs, la pensée de demander des constitutions.

Mais, quand un empire offre cet exemple des causes de sa durée ; la source des conséquences qu'il fournit, est incomplète, si l'on n'y joint point les traits qui en Europe ont caractérisé la chute des empires. Or, quel tableau présentent les dernières années de la Monarchie Françoisé ?

Un peu avant le milieu de ce siècle, il avoit été arrêté que le Roi ne recevroit plus de remontrances de ses Cours, qu'après qu'elles auroient été déjà remises au Secrétaire d'Etat dans le département duquel seroit l'objet. Il n'avoit pas été au pouvoir des Cours de ne se point soumettre à cette formalité. Mais, elles ont rendu publiques leurs remontrances ; & moins elles ont eu d'effet sur le Monarque, plus elles ont excité de fermentation parmi les peuples. Elles les ont formés à la désobéissance, pour la première occasion qui leur seroit donnée d'opposer une résistance plus formelle. Elle a été amenée, cette occasion ; & les circonstances, qui avertissoient le Monarque de l'éloigner, lui ont été présentées comme la preuve du besoin de convoquer des Etats-Généraux, qui seroient cette occasion elle-même. A cette époque, la résistance étoit passée de la Magistrature dans tous les ordres. On peut voir dans les recueils de ces années, les représentations de la Noblesse de Bretagne & celles du Clergé. Les commissaires de la Noblesse avoient été mis à la Bastille, sans que cette mesure intimidât la Province. — Au contraire, on envioit leur fort,

Ce n'étoit donc ni des Assemblées de Notables, ni des Etats-Généraux, c'étoit le retour à la morale qui pouvoit sauver la France : mais, tout rendoit ce retour difficile. Il n'avoit pas suffi de soumettre, vers le milieu du siècle, les remontrances des Cours à une formalité qui les rendroit souvent impuissantes auprès du Monarque. On s'étoit attaché encore à connoître les hommes vertueux, afin que le gouvernement ne les rencontrât jamais sur son chemin. On avoit même vu, dans les premières charges de la magistrature, des hommes corrompus ne pouvoir obtenir la permission de se retirer, parce que l'ordre d'ancienneté, encore respecté, leur donnoit des successeurs vertueux. Il sembloit qu'on eût voulu prendre toutes les précautions, pour qu'au moment où la Monarchie seroit en péril, il ne se trouvât personne capable de la sauver.

Tel étoit depuis bien des années, la première Monarchie de l'Europe, lorsque le grand Frédéric disoit à Berlin, que la France, avant dix ans, essuyeroit une révolution : c'étoit en 1783.* Il avoit constamment vu disgracier les Ministres qui parloient d'introduire des réformes, & de réduire les dépenses de tous les départemens. Que dut-il dire, lorsque les journaux de 1784. lui apportèrent le discours prononcé par le premier Président de la Chambre des Comptes à la réception d'un nouveau Contrôleur-général?† Qu'eût-il dit, s'il eût vécu en 1787, à la nomination, pour premier Ministre de la France, d'un homme plus immoral que son prédécesseur, dont il auroit les fautes à réparer ?

* Il le dit entr'autres personnes, au Marquis de la Fayette, en lui ajoutant *de ne pas oublier que les hommes qui commencent les révolutions ne les achèvent point.* Le Marquis de la Fayette l'a souvent répété, au commencement de la révolution.

† Ce discours est rapporté page 86. Il fait partie d'une note.

c'étoit un Prélat que le scandale de ses mœurs avoit empêché tout récemment d'être nommé à l'Archevêché de Paris, dont le siège avoit l'avantage de n'être depuis longtemps occupé que par des hommes vertueux ; & telle étoit à cette époque la dépravation de l'opinion, qu'avant de l'élever au premier ministère, la Cour avoit cru devoir donner l'ordre du St. Esprit à ce même Prélat, pour le consoler d'une disgrâce qu'il avoit due à sa mauvaise réputation. C'est à de tels hommes qu'il est réservé de provoquer les peuples à la résistance, & d'enterrer les Monarchies dont le gouvernement leur est imprudemment confié.

Ce parallèle de l'empire de la morale à la Chine & des avantages qu'elle produit, avec le mépris de la morale en France & de tous les maux qui en sont résultés, est plus instructif que tous les traités dont l'Europe est inondée sur le gouvernement des peuples. Les faits portent avec eux une conviction, que nul raisonnement n'est capable de faire naître.

Aujourd'hui, transporté dans l'Europe, un Lettré de la Chine qui auroit ces réflexions à terminer, le feroit ainsi : il diroit : " Sans commander à des hommes, " j'ai un empire, qui me donne la seule idée juste " qu'on puisse se former du gouvernement des " peuples.

" J'ai à régler mes desirs. Ceux que me donnent mes passions, je les appelle mon peuple. " Ils sont instrumens de trouble ; ils font tous les " soulèvemens ; & je me garde de leur donner la " liberté ; ils ne me laissent de tranquillité, ils ne " me permettent de bonheur, qu'autant qu'ils " sont contenus par les résolutions que me fournit la " morale : j'appelle celles-ci mes conseillers, mes " fonctionnaires. En moi seul, je trouve l'emblème " du monde entier, & les peuples, & leurs chefs.

“ Lorsque la morale siège avec les fonctionnaires pu-
 “ blics, nul gouvernement ne craint le soulèvement
 “ des hommes.

“ S’il arrive que mes fonctionnaires m’engagent
 “ dans des devoirs périlleux ; ces dangers tiennent à
 “ des causes qui sont hors de moi, & auxquelles je ne
 “ commande point. Cependant, mon triomphe n’en
 “ est pas moins certain : je conserve mon empire.
 “ Alors, ce que la morale peut de plus sublime, elle
 “ le produit encore. Elle me met devant les yeux
 “ que la mort termine la vie la plus heureuse comme
 “ la plus malheureuse, l’âge de vingt comme celui de
 “ quatre-vingt-dix ans ; & si elle ne peut pas sauver
 “ de la destruction un corps dont tous les élémens
 “ sont périssables, elle fait que ce qui peut être conservé
 “ échappe à la destruction. Il reste, après moi, l’exemple
 “ d’un devoir rempli, un exemple qui sera imité par
 “ d’autres hommes, qui auront à leur tour des imita-
 “ teurs : & j’ai d’autant prolongé tout ce que mon
 “ existence peut avoir de bon. Les exemples sont
 “ aux vertus, ce que les semences sont aux produc-
 “ tions de la nature : c’est par les exemples qu’on
 “ reproduit les vertus. Les gouvernemens des peu-
 “ ples ne se dissolvent donc jamais d’eux-mêmes, n’étant
 “ point autre chose qu’un corps de principes impérissables tant qu’ils sont en action. Cette propriété leur est
 “ commune avec la vertu ; elle ne se perd que
 “ dans l’inaction. Et nul empire ne périt qu’après
 “ que la morale a cessé de siéger avec ses fonction-
 “ naires ;

“ Vos gouvernemens de l’Europe, dont les plus
 “ formidables n’ont souvent pas même le vingtième de
 “ la population de la Chine, n’ont pas dû reconnoître,
 “ aussi-tôt que nous qui avons à contenir 200,000,000
 “ d’habitans, combien les mœurs sont indispensables

“ pour l’immuabilité des Empires. Nous avons ap-
 “ pélé la morale à notre secours ; & de plus, nous
 “ avons gardé les clefs de la science pour nous seuls ;
 “ au lieu que dans votre Europe, ces clefs, une fois
 “ perdues, ont servi à en faire fabriquer des milliers
 “ de fausses. L’imprimerie, cette indiscrete qui trou-
 “ bleroit presque le ciel autant que la terre, y sert
 “ d’interprète à la folie plus encore qu’à la raison.
 “ A peine y a-t-il trois siècles que ce moyen de cor-
 “ ruption de vos mœurs vous a été donné ; & , depuis
 “ sa naissance, chacune de vos classes successivement
 “ s’empoisonne. Les mœurs, dans les agens des
 “ Gouvernemens, vous sont devenues plus indispen-
 “ sables qu’à nous, qui avons plus d’habitans &
 “ moins de raisonneurs à conduire. Mais je con-
 “ fide la marche de vos progrès ; & , quoiqu’ils
 “ soient lents, j’y trouve cette pensée consolante pour
 “ votre bonheur. Vous avez reconnu, depuis seule-
 “ ment trois siècles, l’utilité dont pouvoit être les
 “ sciences & les lettres : aussi-tôt de grands Monarques
 “ les ont appellées dans leurs états ; de grands Mi-
 “ nistres les y ont fait fleurir ; & aujourd’hui elles
 “ couvrent la surface de l’Europe : elles ont adouci
 “ vos ames. Vous avez reconnu, presque en même
 “ temps, l’agriculture & le commerce pour les deux
 “ sources de la richesse ; & depuis cette époque on a
 “ vu successivement des Monarques, secondés par des
 “ Ministres habiles, diriger l’inclination des peuples
 “ vers ces deux grands objets : aujourd’hui l’Europe
 “ entière presente un autre aspect dans ses campagnes
 “ & ses villes. Le commerce, dont les branches cou-
 “ vrent le monde entier, a rendu, pour ainsi dire,
 “ toutes vos contrées, les provinces d’un même Empire.
 “ La Chine jouit de tous ces avantages ; mais elle
 “ en a un supérieur, qui lui est garant de sa durée,

“ & qui est, pour vous, le pas le plus essentiel qui
 “ vous reste à faire : vous le ferez encore. Un jour,
 “ puisse-t-il être prochain ! vous le reconnoîtrez :
 “ car, tot ou tard, la fluctuation de vos Gouverne-
 “ mens * vous le prouvera. Un jour, dis-je, vous re-
 “ connoîtrez que la Morale, la souveraine du monde,
 “ est le seul frein des peuples, & que, seule, elle con-
 “ jure toutes les tempêtes qui engloutissent vos Em-
 “pires. Alors, ce que vous avez fait pour les let-
 “ tres, les sciences, l’agriculture & le commerce,
 “ de grands Monarques & des Ministres zélés le
 “ feront, pour fixer les mœurs dans la classe des su-
 “ jets où les Gouvernemens choisissent leurs conseillers
 “ & leurs agens. Le soin d’y découvrir les hommes
 “ vertueux n’aura plus pour motif, comme on l’a vu
 “ dans quelques parties de l’Europe, la crainte de
 “ les rencontrer dans les affaires publiques ; ce sera
 “ au contraire le desir de les y appeller seuls. La
 “ vertu deviendra l’émulation de vos premières classes,
 “ comme le commerce l’est de vos dernières. Sans parler
 “ de constitution, sans soupiner après d’autres change-
 “ mens, vos peuples seront heureux & vos Gouverne-
 “ mens immuables comme les nôtres. De vos écrivains

* Hume, neuvième Essai, examinant cette question, *de quel côté le
 Gouvernement d’Angleterre penche le plus, de la Monarchie absolue, ou
 de l’état républicain*, conclut ainsi : “ Après des guerres intestines
 “ & des troubles sans nombre, nous serons trop heureux de pouvoir
 “ nous sauver dans les bras de la Monarchie ; & n’auroit-il pas
 “ mieux valu d’y avoir acquiescé dès le commencement ? La Mo-
 “ narchie absolue est la mort la plus douce, la vraie *luthanasia*
 “ de la Constitution Britannique.” Or, si les peuples ne quittent
 la Monarchie absolue que pour y rentrer, combien donc il est
 facile de les empêcher de penser à la quitter !

“ voient, dans le peuple François, une convulsion qui
 “ menace de se communiquer de proche en proche à
 “ l’Europe entière ; moi, parce que le remède est en vos
 “ mains, & que vous avez les faits devant les yeux, j’y
 “ vois le moment où vous accomplirez ces vœux que
 “ je vous exprime.

“ Vous avez près de vous les époques où les sci-
 “ encés & l’esprit de commerce se sont répandus dans
 “ vos contrées. Ces époques, chez nous, sont presque les
 “ mêmes que celles de l’origine du monde. Mais, il vous
 “ en manque une encore : c’est l’époque où la Morale
 “ commencera à vous gouverner. Chez nous, cette
 “ époque est celle de notre naissance même. Elle
 “ sera, chez vous, celle de la durée de vos Empires.

“ Nouveaux-nés, vous nous avez surpassés dans les
 “ sciences transcendantes. Nous en avions les élémens
 “ avant vous. Mais, de tout, nous ne voulons que
 “ l’utile. Nous avons rendu les progrès difficiles ; &
 “ l’on se perd par-delà les limites que nous avons
 “ marquées. Notre durée prouve notre sagesse ; &
 “ pour vous permettre de nous accuser d’ignorance,
 “ nous attendrons que vous ayiez, comme nous, la sci-
 “ ence qui donne aux Empires la durée. Puisse le
 “ Ciel nous préserver de vos progrès ! ils nous an-
 “ nonceroient le terme de notre existence.”

Si ces réflexions, qu’on suppose naturelles dans un
 Lettré de la Chine, ne sont pas dénuées de fonde-
 ment ; il reste un vœu à exprimer. On a sur le gou-
 vernement républicain, un grand nombre d’ouvrages
 où l’on cherche à en démontrer la perfection. Cepen-
 dant, aucune République n’a eu en sa faveur le témoi-
 gnage d’une longue durée, avec un vaste territoire.
 Et la durée est la première preuve de la perfection.
 Ne verra-t-on jamais sortir de la plume des écrivains,
 une Monarchie, qui, plus réelle que la *République de*

Plein, & que l'Océana d'Harrington, fixeroit le gouvernement monarchique en Europe, autant qu'il l'est à la Chine.

Y Quand nous définissons le Gouvernement un Pacte Social, nous ne faisons pas attention que, par cela même, nous le rendons mobile comme sa cause, qui seroit la volonté des hommes ; & que, par cela même encore, nous le faisons orageux comme l'empire des passions, puisque ce sont elles qui président aux pactes des hommes. Nous sommes incapables de bien définir le gouvernement, si nous ne commençons point par considérer la morale comme le levier par lequel on doit mouvoir les peuples. Alors, parce que la Morale est descendue du Ciel, on trouve aussi vraie que sublime, la définition qui, à la Chine, fait également descendre du Ciel, l'autorité royale. Cette définition ôte aux peuples l'ambition de partager un pouvoir, dont ils ont à attendre leur bonheur en y demeurant soumis. Et, parce qu'il n'y a de Gouvernement que là où l'on voit une grande puissance à la Morale ; on est forcé de reconnoître que nul Traité sur le Gouvernement n'est bon, s'il ne donne point au Monarque, avec les moyens de la faire régner, ceux encore de retenir dans leurs devoirs les agents qu'il emploie, & de s'assurer, en les employant, qu'ils connoissent leurs devoirs. Tous ces moyens existent à la Chine ; c'est la raison de l'immutabilité de son Empire. Nous avons encore à les chercher ; c'est la raison de la fluctuation de nos Gouvernemens. Un jour, l'Europe sera convaincue de ces vérités : alors, elle aussi, elle trouvera ces moyens. Ce n'est point un pacte, c'est la nature qui a mis les hommes en société. On n'est malheureux, qu'autant qu'on oublie ses loix.

TROISIÈME QUESTION.

*L'Europe doit-elle être un jour aussi peuplée que l'Asie ?
& par quelles moyens parviendra-t-elle à une population
aussi considérable ?*

LE Commerce est plus puissant que la Morale pour accroître le nombre des habitans d'une contrée. La Morale réussit à éloigner tout ce qui nuit à la population. Mais le commerce fait plus : il l'encourage ; il la contraint à de nouveaux progrès ; & l'on voit que par-tout où le Commerce fleurit, les mariages sont plus fréquens, & les naissances en plus grand nombre.

Or, dans l'Europe, la passion des peuples commence depuis quelques siècles à changer d'objet. L'amour des combats s'y éteint. Toutes les républiques anciennes y étoient guerrières : toutes les républiques modernes y sont commerçantes. Déjà on y connoît mieux le prix de la terre & de ses habitans. On y encourage l'agriculture, & avec elle, l'accroissement de la population. Déjà on y enseigne cette vérité : que si dix acres de terres cultivées sont l'équivalent d'un métier qui nourrit & entretient dans l'aisance, l'homme qui l'exerce ; un métier de son côté est l'équivalent ^{de} dix acres de terres cultivées : & que, par conséquent, un empire s'étend, par l'accroissement du nombre des hommes de métier, plus réellement que par la conquête d'une plus grande étendue de terre.

L'homme de métier ne s'établit que là où les dix acres de terre ont leurs cultivateurs. Cette consé-

quence est nécessaire, & elle est la prospérité de l'Empire ; au lieu que la plus grande étendue de terre conquise peut manquer du nombre suffisant de cultivateurs, & être une terre qui ne sollicite pas encore la présence des hommes à métier & à manufacture : c'est la langue de l'Empire. Aussi, voit-on, sous tous les ciels possibles, que les Gouvernemens les plus puissans sont, non ceux qui possèdent le plus d'acres de terres, mais ceux qui y comptent le plus d'hommes de métiers ou de manufactures, lesquels n'y seroient pas sans avoir été précédés des hommes qui cultivent toutes ces terres. Il y a cela de plus, que la terre, la nourrice des hommes, n'est sollicitée de fournir tout ce qu'elle peut produire, que là où elle a beaucoup d'hommes à nourrir ; d'où il suit que les hommes à métier, quoiqu'ils ne soient pas occupés à la terre, font extraire de plus grandes richesses de son sein. Ainsi, le nombre des hommes à métier & à manufacture font l'opulence de l'agriculture, & accroît le nombre des cultivateurs. Sully, en France, avoit encouragé l'agriculture, en protégeant l'agriculture elle-même. Mais elle a été redevable de ses plus grands progrès à Colbert. Celui-ci a protégé les arts, a multiplié, avec les fabriques, le nombre des hommes qui y seroient occupés, & a forcé l'agriculture à produire plus, pour satisfaire aux besoins de plus de consommateurs.

Il y a encore cette différence, que la classe des cultivateurs ne peut excéder la mesure du sol, & que celle des hommes à métier & à manufacture ne connoît pas de bornes ; parce qu'après avoir travaillé pour la population de leur propre sol, ils travaillent pour la population des autres régions, sur-tout pour les contrées où les hommes ne forment presque qu'une seule classe, composée tout entière de cultivateurs.

Ainsi, pour procurer à l'Europe une grande population, il lui falloit un nouveau monde qui consommât tout ce qui est à l'usage des peuples civilisés, & que les habitans de ce nouveau monde ne dussent être que des agriculteurs. Telle est actuellement l'Amérique ; telle elle sera pendant plus de six siècles. L'agriculture n'y peut point enlever aux nations sauvages de nouvelles contrées, sans qu'au même instant chaque champ sur lequel elle s'établit, ne force des manufactures à s'élever sur un coin quelconque de la terre qui les procurera au prix le plus bas ; & pour le nouveau monde ce coin est l'Europe.

L'étendue de l'Amérique est d'environ 14 millions de milles quarrés, & sa population d'environ dix-huit millions d'habitans, dont dix millions au plus sont civilisés. Mais, ces derniers sont presque tous agriculteurs, & autant de consommateurs des fabriques & des manufactures Européennes, qu'ils payent par les riches produits de leur sol. Déjà, la somme de ces échanges respectifs s'élève à près d'un milliard & demi de livres tournois ; &, cependant, le Commerce qui unit l'Amérique avec l'Europe n'est encore qu'à sa naissance. Ainsi, à quelle somme énorme ne doivent pas monter un jour ces échanges ? quels progrès respectifs de population ne doit-on pas attendre dans ces deux parties du monde ? Et, enfin, est-il des règles pour calculer le nombre d'habitans qui manquent aujourd'hui à l'Europe, parce que la subsistance leur manqueroit, & qui la doivent trouver un jour, tant dans cette immense circulation des nouveaux produits des deux mondes, que dans les travaux que cette circulation doit faire entreprendre ?

Le siècle, qui s'est écoulé après la découverte de l'Amérique, étoit le temps de la conquête, & n'étoit pas encore celui des établissemens. C'est dans le dix-

septième siècle qu'on voit l'Angleterre, la Hollande & la France jeter les premiers fondemens des Colonies, qui ont aujourd'hui la principale part dans le commerce qui existe entre l'Amérique & l'Europe.

On peut, en 1600, considérer comme sans habitans la Louisiane, le Canada, la Nouvelle Ecosse, toute la côte de l'Amérique Septentrionale. Aujourd'hui ces contrées ont une population de cinq millions d'habitans civilisés, dont quatre millions dans les Etats-unis, huit à neuf cents milles dans les possessions Britanniques,* cent mille dans la Louisiane.

Le Grand Archipel de l'Amérique, dans la mer du Nord, offre, depuis 1700 jusqu'en 1790, un exemple semblable, pour le progrès de la population & de la richesse. Là, ainsi que dans l'Amérique Septentrionale, des calculs assis sur des relevés certains, démontrent que la richesse & la population croissent dans une proportion de 3 à 3 & demi pour cent par an, & se doublent tous les 20 à 25 ans.†

* En 1793, le seul dénombrement de la partie du Canada qui s'étend depuis le lac Ontario jusqu'à la mer, a été de 184031 feux, & le recensement des milices a donné 61646 hommes portans les armes. En 1765, le Gouvernement n'estimoit point sa population à plus de 300,000 ames, suivant le *Concise Account of North America*, imprimé cette même année à Londres. C'est le commerce qui en a multiplié ainsi les habitans. Ils ont la faculté de porter leurs denrées où bon leur semble, à la charge seulement des droits pour les objets qui en sont chargés, & de prendre leurs retours dans la Métropole. L'Espagne, peut-être, a des possessions, où elle devrait suivre cette exemple, ne fût-ce que dans la Louisiane.

† Beaucoup de lecteurs croient que 100, accru de 3 & demi pour cent par an, fait 170 au bout de 20 ans. Ils ne font pas attention que 3 & demi ou 3 cinq-dixièmes est l'accroissement de la première année que 3 six-dixièmes est l'accroissement de la seconde

Dans le Mexique, suivant Robertson, la population étoit, en 1600, de 7000 familles, & de 11911 en 1741. D'où il résulteroit que la population de cette riche contrée croît sur le pied d'un peu plus de deux pour cent par an, & se double tous les 34 ans.

On peut donc conclure de la réunion de ces observations, que la population civilisée de l'Amérique, qui est aujourd'hui d'environ dix millions d'habitans, en se doublant seulement tous les 50 ans, pour prendre une hypothèse très-foible, sera d'environ 40 millions d'habitans, avant la fin du siècle prochain ; de même on peut conclure que le montant des échanges, entre l'Europe & l'Amérique, ayant fait les mêmes progrès, sera, avant la même époque, de près de six milliards : & cette assertion est plus croyable aujourd'hui, que ne l'eût été, il y a un siècle, la prédiction qu'on eût fait alors pour l'Europe, du commerce qui a lieu actuellement entre elle & l'Amérique ; puisque celui qu'elle entretenoit alors, ne s'élevoit pas à plus de 400 millions, & que celui qu'elle y fait aujourd'hui est d'environ un milliard & demi.

Car, & le fait est important à observer, on ne doit point penser que la population d'environ 40 millions d'habitans, qu'il y auroit dans l'Amérique à la fin du siècle prochain, pût être manufacturière. C'est le bas prix de la main-d'œuvre qui permet d'entreprendre les manufactures. Ce bas prix n'existe point où la population n'est pas nombreuse ; & nul peuple n'a assez de population pour être manufacturier, s'il n'a pas sur son sol au moins 50 habitans par mille quarré. Enfin, dans un monde nouveau, les côtes exceptées à cause

année ; 3 sept-dixièmes celui de la troisième année, & ainsi successivement jusqu'au terme où l'on veut s'arrêter. Au bout de 20 ans, le nombre est doublé.

du commerce maritime, la population ne s'amasse sur aucun point ; parce qu'elle va, de proche en proche, là où il y a de la terre pour ceux qui arrivent, jusqu'à ce qu'elle leur manque ; & à 50 habitans par mille quarrés, entre le 55^e degré de latitude nord, & le 55^e degré de latitude sud, il faut à l'Amérique 700 millions d'habitans, avant que l'Europe cesse d'en être la principale manufacture. Voilà donc, pour l'Europe, une cause constante d'accroissement de population, de travaux & de richesses, que n'a jamais eue l'Asie, & qui lui promet dès-lors une population semblable à celle de cette ancienne partie du monde.*

Dans l'Amérique, entre les 55^{èmes} degrés de latitude nord & sud, une population de 40 millions d'habitans, qu'on suppose devoir y exister à la fin du siècle prochain, ne donne qu'un peu plus de deux habitans par mille quarré ; &, durant autant de temps que cette population ne fera pas au moins de 16 à 20 habitans par mille, elle se doublera avec une rapidité étonnante ; parce qu'alors l'extrême facilité des établissemens rend l'âge de puberté, presque celui des mariages ; & que, nulle considération ne pouvant en contrarier la

* Si le Dannemarc, l'Angleterre & les Puissances qui suivront leur exemple, parviennent à rendre, dans les contrées de l'Afrique qu'elles occupent, les habitans cultivateurs, & à y multiplier rapidement les plantations en sucre, coton, café & indigo, qu'on y obtiendrait à un prix inférieur ; ce seroit pour l'Amérique un retard considérable dans ses progrès, & non pour l'Europe. La civilisation s'introduiroit, avec les cultures, dans ces contrées de l'Afrique ; & l'Europe y auroit les consommateurs de ses fabriques, au lieu de les avoir dans l'Amérique. Mais, c'est une grande question que l'avantage qu'il y auroit à abandonner l'Amérique, pour entreprendre la civilisation de l'Afrique ; &, s'il y a des probabilités pour le succès, les probabilités contraires ne sont pas en moindre nombre.

fécondité, le nombre des naissances, chaque année, y surpasse de beaucoup le nombre des morts.

Cet accroissement rapide de la population de l'Amérique, quel qu'il soit, donnera, pendant le siècle prochain & les suivans, au commerce de l'Europe, à ses manufactures, à sa navigation, à sa richesse, &c, en un mot, à tout ce qui doit augmenter aussi sa population, un accroissement infiniment supérieur à celui dont le siècle présent a été témoin. Or, quel a été pendant ce siècle l'accroissement de la richesse de l'Europe? Le tableau du commerce de toutes les nations, dans deux de ses principaux marchés, la France & l'Angleterre, donne les élémens nécessaires pour ce calcul.

La France présente le tableau suivant en 1716 & 1787.

FRANCE.

	Année 1716. en Exportations & Importations.	Année 1787. en Exportations & Importations.
	liv.	liv.
La France avec l'Asie,	10,148,000	60,626,000
La France avec ses Colonies,	27,026,000	286,306,000
La France avec tous les Etats de l'Europe	171,264,000	704,000,000
L'Angleterre, l'Ecosse & l'Irlande avec la France,	23,468,000	101,016,000
La Hollande avec la France,	42,801,000	79,164,000
L'Allemagne & la Flandre avec la France	23,238,000	159,188,000
Le Danemarck, la Suède, la Russie, les villes Anseatiques avec la France,	9,133,000	111,499,000
L'Italie, le Piémont, la Savoie, la Suisse & Genève avec la France,	33,833,000	160,365,000
Le Portugal avec la France,	1,086,000	14,463,000
L'Espagne avec la France,	37,705,000	72,774,000

L'Angleterre de son côté présente également le tableau suivant, en 1716 & 1773.

ANGLETERRE.

Ces deux années sont extraites des tables
du Chevalier WHITWORTH.

	Année 1716. en Exportations. & Importations.	Année 1773. en Exportations & Importations.
	liv.	liv.
L'Angleterre avec ses Colonies situées entre les Tropiques,	35,744,000	92,136,000
L'Angleterre avec l'Asie,	12,186,000	66,691,000
La même avec l'Afrique,	3,125,000	17,533,000
La même avec l'Amérique septentrionale depuis la Baye d'Hudson jusqu'en Georgie,	21,694,000	163,426,320
La même avec toutes les Puissances de l'Europe,	180,487,000	230,180,00
La France avec l'Angleterre,	3,451,000	7,926,00
La Hollande avec l'Angleterre,	52,800,000	54,852,00
L'Allemagne & la Flandre avec l'An- gleterre,	42,124,000	69,079,000
Le Danemarck, la Suède, la Russie, les villes Anstatiques avec l'Angleterre,	14,489,000	35,624,000
L'Espagne avec l'Angleterre,	20,220,000	32,554,000
Le Portugal avec l'Angleterre,	27,958,000	21,389,000
L'Italie, le Piémont & la Savoie, avec id.	19,448,000	12,755,000

Entre ces deux années 1716 & 1787, il s'est écoulé 71 ans, que l'on doit considérer comme autant de termes d'une progression géométrique croissante. Alors, la France, qui faisoit avec l'Europe, en 1716, un commerce extérieur de 171 millions, & en 1787, un de 704 millions,* a vu cette partie de sa richesse croître dans une proportion de deux pour cent par année, & se doubler tous les 33 à 34 ans.

* Le second tableau, Tome 3, de la Balance du Commerce de la France, ouvrage fait par ordre du Gouvernement, & publié en 1790, indiqueroit cependant, en 1716, un commerce de 177 millions, & de 997 millions en 1787. On a suivi le premier tableau.

Les exportations de la France, en 1716, pour toutes les parties du monde, ont été de 39 millions, en produits de son sol ; &, en 1787, elles ont été de 122 millions en produits semblables. La progression est sur le pied de 1 & six centièmes pour cent par an, laquelle double cette partie de sa richesse tous les 43 à 44 ans.

Ses exportations, en produits de son industrie manufacturielle, ont été de 50 millions en 1716, & de 185 millions en 1787. La progression a été sur le pied de 1 & huit centièmes pour cent par an, laquelle double cette partie de sa richesse tous les 37 à 38 ans.

Son commerce d'exportations & d'importations, avec ses Colonies, a été de 27 millions en 1716, & de 286 millions en 1787.* La progression a été sur le pied de 3 & trente-huit centièmes pour cent par an, qui double cette partie de sa richesse tous les 20 à 21 ans.

Le commerce de la France avec l'Asie étoit, en 1716, de 10 millions, & en 1787 de 61 millions. Ainsi, elle a vu cette partie de sa richesse croître dans une proportion de 2 & cinquante-huit centièmes pour cent par an, & se doubler tous les 26 ans.

L'Angleterre, en 1716, faisoit avec l'Europe un commerce de 180 millions ; de 230 millions en 1773 : &, progressivement, il a dû être de 248 millions en 1787. Il s'est accru de 43 dixièmes pour cent par an, & se doubleroit en 160 ans.

Le commerce de ses Colonies, en exportations & importations dans le grand Archipel de l'Amérique, étoit de 36 millions en 1716, de 92 millions en 1773 ; & pro-

* On verra dans le Tableau des produits des colonies Françaises de l'Amérique, en 1790, un revenu de 285,725,700 liv. Ce n'est point une contradiction. On évaluoit à cette époque, à une somme de 40 millions tournois, la quantité des produits de St. Domingue seulement, qui passaient à l'étranger.

gressivement, il a dû être de 122 millions en 1787.* Il s'est accru sur le pied de 1 & soixante-six centièmes pour cent par an, & s'est doublé tous les 42 ans. A moins de nouvelles conquêtes, le temps de la rapidité de ses progrès dans cette partie de sa richesse est passé. Son accroissement a été prodigieux, entre 1697 & 1716. Aujourd'hui il est arrêté.

Son commerce dans l'Asie s'est doublé tous les 25 ans; dans l'Afrique tous les 21 ans, dans l'Amérique septentrionale tous les 20 ans.

Enfin, le commerce de la Hollande, tant avec la France qu'avec l'Angleterre réunies, fuit une progression à se doubler tous les 149 ans; celui de l'Allemagne & de la Flandre, tous les 30 ans; des Puissances du Nord, tous les 26 ans; de l'Espagne,† tous les 68 ans; du Portugal, tous les 20 ans. Celui du Portugal est aujourd'hui moindre avec l'Angleterre qu'il ne l'étoit en 1716, mais il est plus que décuplé avec les autres nations; enfin, le commerce de l'Italie s'est

* Le tableau du produit des îles Angloises dans l'Amérique, page 169, indique un revenu de 135 millions tournois pour l'année 1790. Il ne contredit pas ce résultat. Le Chevalier Whitworth n'a donné que le commerce d'importation & d'exportation de la Grande Bretagne. Il manque à ses tables celui de l'Irlande; & le revenu de 137 millions qu'on verra, page 169, contient tant le produit que la Grande Bretagne retire de ses îles que celui qui passe en Irlande.

† L'Espagne a nécessairement fait dans son commerce intérieur des progrès plus considérables. La preuve en résulte de l'accroissement de la population. Son dénombrement de 1768 étoit de 9,307,804 habitans. Celui de 1790 a été de plus de 10,500,000. Elle auroit acquis tous les 25 mois un habitant de plus sur 100 habitans. Elle se doubleroit par conséquent en 127 ans; tandis que, suivant les écrivains Anglois, (Smith, Richesse des Nations, Livre I, chap. 8) l'Angleterre se doubleroit en 300 ans, sur le pied de son accroissement actuel.

doublé tous les 32 ans. Il a diminué avec l'Angleterre, & s'est plus que quadruplé avec les autres Puissances.

Le commerce général des nations de l'Europe entr'elles, & dans les trois autres parties du monde, est estimé présentement s'élever à une somme de trois milliards cent cinquante millions. Si l'on suppose qu'il s'est accru dans une proportion d'un & demi pour cent par an, proportion qui le doubleroit tous les 47 ans; alors, pris au commencement du siècle actuel, le commerce général des nations de l'Europe entre elles n'eût été au plus que de 760 millions, en 1700; &, avec la possibilité qu'il continuât la même progression, il seroit de plus de 13 milliards de liv. tournois, à la fin du siècle prochain, en 1900.

Le nombre des bâtimens de mer a eu également son accroissement. Il luit, chez chaque peuple, les progrès de son commerce. L'Angleterre, en 1675, avoit 69,681 tonneaux au service de la Guerre, & 422,760 en 1781. Sa Marine commerçante n'a point fait des progrès inférieurs. Ainsi, sa Marine entière s'est au moins accrue dans la proportion de 1 & sept dixièmes pour cent par an, & s'est doublée tous les 40 à 41 ans.

Le sol des Isles qui composent le grand Archipel de l'Amérique sur la mer du Nord, paroît contenir 89,000 milles quarrés; & la partie, actuellement sinon defrichée au moins établie, semble pouvoir être évaluée au sixième de leur totalité. Ainsi, pour que toutes ces Isles soient en culture à la fin du siècle prochain, il faut seulement un accroissement d'un peu plus d'un demi pour cent tous les ans dans la quantité des produits coloniaux que reçoivent les marchés de l'Europe. Avec une telle progression, bien inférieure à celle qui existe, un second sixième de ces Isles seroit

en valeur dans 44 ans, & les quatre autres sixièmes le feroient dans le reste du siècle prochain.

L'accroissement de la richesse & de la population dans le grand Archipel de l'Amérique, durant ce siècle, a été de 3 à 3 & demi pour cent par an. Si cet accroissement ne continue point dans ses Isles, parce que les Gouvernemens qui ont procuré cet accroissement, n'y ont pas assez de terres pour y continuer leurs progrès ; les efforts des Européens se porteront, dans la terre ferme, sur les deux Guyanes, l'une Françoisise, l'autre Hollandoise ; & ces deux vastes régions feront les progrès qu'il seroit plus naturel d'attendre dans le reste de l'Archipel possédé par l'Espagne. Cette puissance est donc intéressée à prendre son tour, dans la prospérité des Isles. Quelle augmentation de force & de richesse, de population & de revenu, ne seroit-ce point pour elle ? Quel accroissement d'émulation dans tous les arts ne seroit-ce pas pour cette Monarchie, qui possède les ~~quatre~~ ^{cinq} cinquièmes de cet Archipel ? C'est à elle qu'appartiendrait l'empire de la mer, tant seroit considérable la quantité de bâtimens qu'une telle exportation de produits emploieroit. Le nombre de tonneaux, occupés au commerce de ces Isles en 1790, étant évalué à environ 500,000, leur totalité seroit au moins de deux millions de tonneaux à la fin du siècle prochain ; & quatre cinquièmes de ce tonnage lui appartiendrait donc.

En vain objecteroit-on que la Métropole de ces vastes colonies manque aujourd'hui des Capitaux qui seroient nécessaires pour les énormes avances, sans lesquelles nul succès n'est à attendre dans les établissemens formés entre les Tropiques. Des réglemens sages & également favorables soit au progrès de ces établissemens, soit au Commerce de la Métropole,

peuvent faire venir des avances considérables, de toutes les places de l'Europe où les capitaux abondent. Cette considération intéresse une seule Puissance, l'Espagne ; & peut-être n'a-t-elle pas d'autres moyens d'accroître rapidement sa marine, son commerce, & sa population. C'est donc pour elle le moment de donner tous ses soins à cette importante cause de la prospérité qu'elle doit ambitionner. L'Espagne doit considérer qu'un siècle dans la durée des empires n'est qu'un instant, & que ce qui arrivera dans un siècle, sera produit par ce qui existe aujourd'hui. Cependant, parce que les effets sont lents, on ne remarque ni leurs causes, ni leur marche ; & quand les conséquences se font sentir, le temps des remèdes est passé ; la rapidité des événemens étonne ; on est emporté. Mais, les considérations auxquelles on doit s'arrêter dans ce Sommaire, sont celles qui touchent l'Europe entière.

Les peuples de l'Asie peuvent surcharger la terre, & être entassés sur un sol étroit, sans que le Gouvernement y soit en danger. Ces peuples s'endorment dans la morale, & s'enveloppent des innombrables maximes qu'elle leur fournit, pour n'être atteints par rien de ce qui troubleroit le calme de leurs âmes. Au contraire, dans l'Europe, les peuples devenus nombreux ne connoissent point de sommeil ; & s'ils n'ont des travaux qui les occupent, ils s'agitent. Il faut donc à l'Europe, & une source toujours croissante d'occupations pour sa population que la nature ne fera point cesser de croître, & encore un immense versoir, pour la population des contrées qui éprouvent peut-être déjà un trop plein, telles que l'Italie, & une grande partie de l'Allemagne, cette région qui donne les hommes les plus dociles & les plus laborieux. Or, c'est dans le nouveau monde que

font & cette source constante de travail, & ce versoir immense.

Ainsi, ce qu'il importe de faire observer, est que, quel que soit l'accroissement exact de la population & de la richesse de l'Europe, il est constant que l'une & l'autre font des progrès rapides ; que ces progrès ont une cause, qui est sur-tout son commerce extérieur, dont la principale source est dans les établissemens du Nouveau Monde ; que cette cause est au commencement de ses effets, puisqu'elle agit depuis à peine un siècle ; enfin, que la durée de ses effets sera d'accroître successivement, & de proche en proche, l'aisance de chaque peuple & la population de chaque contrée de l'Europe.

On ne doit point, parce que des Peuples sont dans la misère, conclure qu'ils y seront toujours ; ni que des terres doivent rester presque désertes, parce qu'elles le sont aujourd'hui. Au contraire, on doit penser que des Peuples sortis de la misère, prouvent qu'ils en sortiront tous ; on doit voir dans les régions autrefois désertes, & aujourd'hui très-peuplées, la preuve d'une population un jour nombreuse, dans les contrées qui ne l'ont point encore. Déjà on voit à plusieurs Souverains de l'Europe, le bonheur des peuples pour but principal de leurs soins. La même émulation dans tous, couvrira un jour l'Europe entière d'une population également riche & nombreuse. Le Ciel leur en a donné à tous les moyens ; & pour confirmer la réalité, tant des progrès que ce Sommaire vient de faire parcourir que de ceux qu'il annonce, il reste à mettre devant les yeux, le Tableau des produits & de la population du Grand Archipel de l'Amérique. Il confirme cette réalité ; puisque les détails dans lesquels on vient d'entrer, prouvent que la cause de ces accroissemens n'est encore qu'à sa naissance.

T A B L E A U

*De l'Etendue de la Population & des Produits des Isles du
Grand Archipel de l'Amérique sur la Mer du Nord, en
1790.*

Noms des Isles.	Etendue	Population	Produits en su-
	en milles quarrés de 69 12/1000 au degré.	libre & es- clave.	cre, café, coton, indigo, cacao, bois de teinture & drogues.
<i>Colonies Angloises.</i>			
Jamaïque - - - -	6,020	291,400	liv. tournois. 56,132,000
Barbadoe - - - -	166	78,282	13,728,000
Grenade - - - -	125	25,000	15,660,000
St. Vincent - - - -	131	13,000	4,747,000
Antigue - - - -	94	41,000	15,088,000
St. Christophe - - -	68	28,000	12,985,000
Dominique - - - -	291	16,300	7,115,000
Les moindres réunies - -	440	35,000	9,548,000
	7,335	528,282	135,603,000

Colonies Françoises.

St. Domingue - - - -	7,808	612,000	205,032,600
Guadeloupe - - - -	425	117,000	38,343,100
Martinique - - - -	290	95,500	29,500,000
St. Lucie - - - -	450	20,000	9,000,000
Tabago - - - -	82	13,300	3,850,000
	9,055	857,500	285,725,700

Colonies Espagnoles.

Cube - - - -	38,410	280,000	60,000,000
St. Domingue - - - -	27,680	150,000	
Porto-Rico, - - - -	3,300	115,000	4,300,000
Trinité, - - - -	2,402	6,000	1,700,000
St. Marguerite, - - - -	625	négligée	
	72,417	558,000	66,000,000

Colonies Danoises.

St. Croix, } - - - -	420	31,000	12,164,000
St. Thomas }			
St. Jean. }			

RÉCAPITULATION.

<i>Territoire.</i>		100es.
Grande Bretagne,	7,335 milles quarrés, ou	8.2/1000 ^{mes.}
France,	9,055	ou 10.1/1000 ^{mes.}
Espagne,	72,417	ou 81.1/1000 ^{mes.}
Danemarck,	420	ou 0.6/1000 ^{mes.}
89,227		100.

<i>Population.</i>		100es.
Grande Bretagne,	528,282 milles quarrés, ou	26.7/1000 ^{mes.}
France,	857,500	ou 43.4/1000 ^{mes.}
Espagne,	558,000	ou 28.
Danemarck,	31,000	ou 1.9/1000 ^{mes.}
1,974,782		100.

<i>Revenu.</i>		100es.
Grande Bretagne,	135,603,000 milles quarrés, ou	27.5/1000 ^{mes.}
France,	285,725,700	ou 57.3.
Espagne,	66,000,000	ou 13.2.
Danemarck,	12,164,000	ou 2.
499,492,700		100.

*Observations sur la Formation du Tableau
précédent.*

J'ai dressé ce Tableau d'après les informations que j'ai pu recueillir. Mes élémens pour la Grande Bretagne, avoient été les produits de ses îles en 1697 & 1773. Une règle de progression, semblable à celle dont je me suis servi pages 162 & 163, m'avoit donné pour l'année 1790, un produit de 132,180,000 liv. peu différent des renseignements que je me suis procurés à Londres ; & cette ressemblance doit être un préjugé favorable pour les autres résultats, que j'ai obtenus par la même méthode de progression.

Mais, sur la totalité des Colonies Angloises, on doit observer que leur exportation est supérieure à leurs produits. Leur commerce interlope y en fait entrer beaucoup, qui viennent des possessions Françoises & Espagnoles.

La France ne recevoit point tous les produits de ses Colonies. Plus de 40 millions sortoient en fraude, tous les ans, de la seule île de Saint Domingue. Un quart des nègres importés chaque année, y étoit introduit par le commerce interlope. C'étoit une introduction sur laquelle le gouvernement de la Colonie étoit intéressé à fermer les yeux. Elle accroissoit la prospérité de cette île, dans les parties que le commerce François négligeoit. Elle les payoit en grande partie avec ses denrées. Le dénombrement des esclaves à St. Domingue, en 1790, étoit de 445,419. C'étoit celui des nègres imposés. On évaluoit à un cinquième le nombre des esclaves qui n'étoient point déclarés. Le produit de cette Colonie, en 1790 & suivant des états très-détaillés des revenus de chaque partie de l'île, étoit porté à 205,032,600 liv. Saint-Domingue étoit la plus fertile des îles Françoises.

On doit faire, sur les dénombremens & les produits des quatre autres Colonies Françoises, la même observation que sur les dénombremens & les revenus de St. Domingue. Par-tout le régime fiscal étoit modéré, quoique il ne le fut pas assez au gré des colons. Le gouvernement préféroit le sacrifice d'une partie de l'impôt au trouble de l'habitant, qui, moins tranquille qu'en Europe, ne seroit point venu fertiliser les îles de l'Amérique. Dans aucune de ces îles, ni le nombre entier des esclaves n'étoit déclaré, ni la totalité des revenus n'alloit à la Métropole. Le produit presque entier de St. Lucie étoit livré aux Anglois. Ce sont eux qui ont fait la prospérité de cette Colonie. Le com-

mercé de sa Métropole le dédaignoit. Une partie considérable des productions des trois autres îles, la Guadeloupe, la Martinique & Tobago, passoit de même dans les mains des Anglois. La Guadeloupe sur-tout devoit ses progrès à l'Angleterre. Cette île n'avoit que 17,000 esclaves en 1759, époque à laquelle elle en est devenue la conquête. Elle est rentrée à la France, par la paix de 1763, avec une population de 40,000 esclaves. On doit à cette nation le témoignage que nulle contrée, dont elle peut approcher, ne demeure stérile. Les cultivateurs des îles de la Martinique & de la Guadeloupe trouvoient aussi, dans les Colonies Angloises, un meilleur prix de leurs denrées que dans les ports de leur Métropole. On estimoit, en 1790, à 68 millions le produit de ces deux îles. La France n'en devoit recevoir que 40 à 50 millions.

Dans la population des îles Françaises, comme dans les Colonies Angloises & Danoises, on estimoit un homme libre contre 9 à 10 esclaves.

A l'égard de l'Espagne, elle a jugé l'importance de Cube & de Porto-Rico, non par la fertilité de leurs sols, mais par leurs situations, qui les rendent des stations, d'où elle peut couvrir ses possessions de la terre ferme: La population libre devoit en faire la force. En 1778, Porto-Rico avoit une population de 24 habitans par mille quarré. Elle étoit alors de 80,660. En 1790, une foible progression de 3 pour cent par an, pendant 12 ans, a dû porter sa population à 115 mille habitans ou 36 par mille quarré; & le même accroissement dans ses produits, a dû les porter à 4,300,000 liv. Ils étoient de trois millions en 1778. Ils consistent en peu de denrées, & beaucoup de bestiaux. La population esclave y est au plus le seizième de la totalité des habitans.

En 1775, la population de Cube étoit de 171,682 habitans, dont 25 mille étoient esclaves. Un accroissement de 3 & demi pour cent par an, pendant 15 ans, a dû la porter à 287,000, en 1790; & ses produits qui consistoient en sucre, tabac & cuirs, estimés, en 1753, à une somme de 9,327,000 liv. paroissent s'être élevés à environ 60 millions, en 1790, & s'être accrus sur le pied de 5 & seize centièmes pour cent par an.

L'habitant de Cube, qui n'a vu que les plantations de son île, ne peut pas être consulté. Si l'on lui demande le nombre des esclaves employés aux cultures, il répond qu'on les compte par millions; & les relations des voyageurs, qui ont visité cette île, sont, comme pour tout pays, des témoignages, non de la vérité, mais de l'accueil qu'ils ont reçu. L'un est incroyable dans le bien qu'il dit, un autre l'est dans le mal. En 1753, la population libre de Cube étoit aux esclaves, comme 7 à 1; aujourd'hui elle peut être comme 5 à 1.

Dans les possessions Angloises, Françoises, Hollandoises & Danoises, il faut au moins cent mille écus pour élever une sucrerie. A Cube & à Porto-Rico, on l'établit avec neuf à dix nègres, & dix à douze mille livres de dépenses en constructions. L'Espagne a fait l'inverse des autres gouvernemens de l'Europe. Ceux-ci ont encouragé les grandes cultures, & ont paru ne vouloir que des esclaves. L'Espagne, au contraire, a encouragé la liberté. Il en résulte aujourd'hui que les îles de Cube & Porto-Rico sont en petites cultures, genre d'occupation incontestablement plus favorable à une grande population libre. Cependant, si l'Espagne parvient à y encourager les grands établissemens, pour les habitans qui en auront les moyens; actuellement que ces îles ont une population libre & nombreuse, la richesse s'y doublera, non tous les

21 à 22 ans, comme dans les autres Colonies des Européens, mais tous les 12 à 15 ans. C'est un effort digne de sa sagesse. L'Espagne elle-même en sera plus cultivée ; ses manufactures feront de plus grands progrès, & sa population croîtra plus rapidement. On pense communément que cette Monarchie ne permet point aux étrangers de s'établir dans ses possessions de l'Amérique. Il seroit utile de leur apprendre que l'entrée leur en est interdite, non pour les leur fermer, mais pour choisir, dans les étrangers, les hommes auxquels il peut être permis d'y former des établissemens.

La Colonie naissante de l'isle de la Trinité, qui est le douzième de St. Domingue, mais près d'un continent qui offre un sol fertile, promet une haute prospérité. Sa population, en 1790, étoit d'environ 6000 habitans, dont plus de la moitié étoit libre. Aujourd'hui, on assure qu'elle s'est accrue de plus de 25 mille nègres, qui ont suivi les planteurs réfugiés des isles de la Martinique, de la Guadeloupe, & de Sainte Lucie. La Cour de Madrid paroît être dans l'intention d'y suivre le régime dont les autres Puissances de l'Europe lui ont donné l'exemple. Sa constance dans cette résolution portera cette colonie & la partie du Continent qui est près d'elle, au plus haut degré de richesses. Elle commence à être peuplée d'hommes échauffés par cette ambition de faire fortune, qui produit dans tous les habitans, des efforts semblables à ceux auxquels l'Angleterre & la France ont été redevables de la prospérité de leurs isles.

J'ai suivi pour la Danemarck le dénombrement des isles de Sainte Croix, St. Thomas & St. Jean, dans l'année 1772 ; & l'on a sujet de le croire exact. On n'a point supposé d'accroissement à la population de ces isles ; parce que, suivant les relations des habi-

tans, ces Colonies sont dans un état de stagnation. Quant à leurs revenus, étant connus & la qualité du sol & le nombre des esclaves employés à la culture, on en suppose aisément la mesure : & une erreur, qui ne peut être que foible, ne dérange rien au résultat ; sur-tout quand elle porte sur des possessions d'une légère importance.

J'ai négligé St. Barthelemi, cédée à la Suède en 1781. Cette Puissance y trouve l'avantage de partager, durant les guerres de la France & de l'Angleterre, le commerce de l'Archipel de l'Amérique.

J'ai pareillement omis St. Eustache & Curaçao, deux petites îles, dont le sol ne se prête à aucune espèce de culture. Si ces îles avoient la fertilité de la Guyane, on y verroit, comme à Surinam, les étrangers admis à en seconder les progrès. Cette République est la seule qui donne un tel exemple ; & il n'est pas suffisamment connu. On voit, dans la Guyane Hollandoise, des Suisses & des Anglois propriétaires d'habitations qu'ils ont élevées avec de grands capitaux, & dont ils conforment les revenus dans leurs patries, où leurs commissionnaires d'Amsterdam les leur font passer. La Hollande y trouve de grands avantages. Elle jouit d'une richesse créée sur son sol avec des fonds étrangers, & d'une richesse, qui, après qu'elle est créée, ne peut plus lui être enlevée. Pour tout Gouvernement, c'est jouir que devoir s'accroître plus rapidement ses impôts, son commerce & sa marine. Le reste est la part de quiconque lui produit ces trois avantages.

